



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

N° 0001858

N° SGG/MSGG/DAN/ndb, ✓

Dakar, le

06 JUL. 2021

Le Ministre, Secrétaire Général du Gouvernement

TRES URGENT

A

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Objet : Notification d'une loi

Je vous transmets, ci-joint, la loi n° 2021-29 du 05 juillet 2021 portant loi de Finances rectificative pour l'année 2021.

Je vous en souhaite bonne réception.



Abdou Latif COULIBALY



10567

Table des matières

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS	3
I. POURQUOI UNE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE ?	3
A- Pour combattre les conséquences de la pandémie là où elles ont été les plus pénibles :	3
B- Pour en finir avec la pandémie grâce à une vaccination de masse :	5
II. QU'APPORTE DE NOUVEAU LA LFR ?	6
A- Un programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes (XĒYU NDAW GNI) : ..	6
B- Une stratégie universelle de vaccination :	10
III. QUEL IMPACT CONCRET SUR LE BUDGET 2021 ?	10
A. Ce qui change : des variations dans les grandes masses du budget	10
B. Ce qui ne change pas : le sérieux budgétaire, en dépit des circonstances difficiles	15
EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE	18
PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT	19
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT	19
TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES	21
DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES	24
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS	24
TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES	25
PROJET DE LOI	37
PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT	38
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT	38
TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES	39
DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES	42
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS	42
TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES	43
ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE	54
ANNEXE II : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES	55
ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL	58
.....	57
ANNEXE IV: DEFICIT STANDARD	90
ANNEXE V : RESERVE DE PRECAUTION	91
ANNEXE VI : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE	92
ANNEXE VII : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST	933
ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST	966
ANNEXE IX : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST	1011
ANNEXE XI : LISTE DES MINISTERES ET INSTITUTIONS PILOTES POUR LA MISE EN CEUVRE DE LA DECONCENTRATION DE L'ORDONNEMENT	1022

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

RENFORCER LA RIPOSTE BUDGETAIRE FACE A LA PANDEMIE COVID – 19

A travers la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020 portant loi de finances pour l'année 2021, l'Assemblée Nationale validait la stratégie de l'Etat destinée à sortir le Sénégal de la crise due à la pandémie Covid-19, tout en replaçant notre pays sur la trajectoire de l'émergence.

A présent, le Gouvernement souhaite faire usage des dispositions des articles 5 et 47 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 abrogeant et remplaçant la loi organique n°2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, modifiée par la loi n°2016-34 du 23 décembre 2016. Lesdites dispositions prévoient que la loi de finances de l'année puisse être modifiée par une loi de finances rectificative (LFR), dans l'une des trois hypothèses suivantes :

- si les grandes lignes de l'équilibre budgétaire ou financier défini par la loi de finances de l'année se trouvent bouleversées, notamment par l'intervention de décrets d'avances ou d'annulation de crédits ;
- si les recettes constatées augmentent ou diminuent sensiblement par rapport aux prévisions de la loi de finances de l'année ;
- s'il y'a intervention de mesures législatives ou réglementaires affectant de manière substantielle l'exécution du budget.

Les finances publiques du Sénégal se trouvent actuellement dans le premier cas de figure. Toutefois, nouvelle loi de finances ne signifie pas nécessairement nouveau budget.

La présente LFR ne remplace pas le budget 2021 par un autre ; elle *adapte* le budget 2021 à de nouveaux paramètres, issus d'une crise sanitaire dont les effets multiformes n'ont pas encore fini de mettre à l'épreuve les systèmes nationaux de finances publiques, contraints en permanence à se réinventer.

I. POURQUOI UNE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE ?

A- Pour combattre les conséquences de la pandémie là où elles ont été les plus pénibles :

Depuis le début de l'année 2020, le monde entier ou presque est en guerre contre un seul et même ennemi : le coronavirus Sars-CoV-2. Les fronts sont partout et en même temps, car aucun pays n'est épargné. L'épicentre de la crise s'est certes déplacé vers l'Asie et l'Amérique du Sud, où l'ennemi a muté en de redoutables variants ; mais au sein d'un monde globalisé, ceux-ci font planer une lourde menace sur toutes les régions de la planète.

Dans cette guerre sanitaire, la stratégie défensive du Sénégal a reposé sur deux piliers :

- 1- réduire au strict nécessaire les interactions sociales, tout en menant une communication bien ciblée, pour limiter la circulation du virus ;
- 2- déployer le maximum de moyens, pour dépister et prendre en charge les personnes contaminées.

D'un point de vue strictement sanitaire, cette stratégie est un succès : la gestion de la pandémie par le Sénégal figure en haut des palmarès internationaux.

Mais le prix pour y parvenir a été particulièrement lourd. Car lorsqu'on bride les rapports sociaux pour sauver des vies, on paralyse en même temps la dynamique sociale qui constitue le moteur de l'activité économique, ce qui fragilise à terme un nombre plus important de vies.

C'est pour cela que la loi de finances initiale (LFI) pour l'année 2021 avait été placée sous le signe de la relance de l'économie, une relance adossée au Programme d'Actions Prioritaires Ajusté et Accéléré (PAP 2A) du Plan Sénégal Emergent (PSE), avec pour objectifs de restaurer les bases d'une croissance solide.

Mais après quelques mois de mise en œuvre, alors que les voyants de l'économie sont en train de revenir au vert, il s'impose l'urgence de renforcer le volet « emploi des jeunes » de la politique de relance, en procédant aux réorientations budgétaires nécessaires.

L'enjeu, c'est de donner plus de perspectives d'emplois à la jeunesse, en favorisant ses capacités entrepreneuriales, en valorisant davantage son talent et son envie de s'épanouir socialement par le travail.

Depuis le début de la crise sanitaire, la jeunesse est apparue comme la frange de la population la plus touchée. Son mode de vie naturel lui a fait ressentir plus durement que les autres tranches d'âges, les mesures de confinement social.

Le ralentissement de l'économie a eu des effets dévastateurs sur la situation de milliers de jeunes, atteints pour certains dans leur pouvoir d'achat, alors que d'autres voient les opportunités d'emplois et de revenus se réduire avec la crise.

Lorsqu'on est jeune, le plus souvent :

- ✓ soit on se trouve aux portes du marché du travail, lesquelles sont restées fermées à cause de la crise ;
- ✓ soit on occupe un emploi dans l'économie informelle, or celle-ci repose sur des interactions sociales que la pandémie a réduites au minimum ;

- ✓ soit on occupe un des emplois du secteur formel qui constituent les premières variables d'ajustement des entreprises en cas de difficultés (stages, contrats à l'essai, contrats à durée déterminée, etc.).

Les jeunes ont donc été parmi les premières victimes de la Covid-19, au plan économique, alors que, paradoxalement et sur un plan strictement sanitaire, ils constituent la frange la plus résiliente au coronavirus.

L'Etat a donc marqué sa volonté d'assurer la même protection aux victimes physiques et économiques du coronavirus ; les deux thérapies nécessitant l'intervention du Budget.

B- Pour en finir avec la pandémie grâce à une vaccination de masse :

Lorsque le choix devait être fait entre la santé et l'économie, lorsqu'il fallait arbitrer entre sauver des vies et sauvegarder des revenus, le Gouvernement avait choisi la première option. Un choix douloureux mais d'autant plus responsable qu'à l'époque, le virus était trop mal connu pour éviter de prendre des risques avec la santé des Sénégalais.

Les premières mesures mises en œuvre à partir de mars 2020 étaient donc dictées par l'urgence, mais aussi par les lacunes informationnelles au sujet d'un mal qui avait surpris et déstabilisé le monde entier.

Un an plus tard, la situation a évolué et les progrès de la Science ont mis à la disposition de l'Humanité un certain nombre de vaccins contre la Covid-19, dont l'efficacité est scientifiquement prouvée et dont le bilan risques/avantages n'autorise pas la moindre hésitation.

Le Sénégal a donc fait le choix de vacciner massivement sa population contre le coronavirus Sars-CoV-2, l'objectif étant d'atteindre l'immunité collective dans un délai raisonnable ; cette option ne signifie pas la fin de la pandémie mais elle a le mérite de permettre un retour à une certaine normalité dans la vie quotidienne des Sénégalais.

Néanmoins, le Gouvernement n'a pas pour autant décidé de rendre la vaccination obligatoire, au nom du respect de la liberté individuelle. Il compte plutôt sur le bon sens des citoyens, leur esprit de responsabilité, le sens élevé du commun désir de vivre en communauté des sénégalais, tout en développant une communication appropriée pour l'adhésion de tous à la stratégie vaccinale.

Autrement dit, la vaccination anti-Covid 19 exige toute une stratégie, dans laquelle la disponibilité des vaccins n'est qu'un paramètre parmi d'autres.

La mise en œuvre de cette stratégie nécessite une LFR, dans la mesure où lorsque la LFI était en préparation, les découvertes de vaccins contre la Covid 19 étaient encore trop récentes et les stratégies vaccinales encore moins documentées. Ce qui ne permettait pas de prendre des décisions motivées pour impacter le cadrage budgétaire du Sénégal.

De plus, ce projet de LFR 2021 a été préparé sur la base des directives de Monsieur le Président de la République portant sur la réorientation des allocations budgétaires au titre de 2021 « pour améliorer de façon substantielle et urgente les réponses aux besoins des jeunes en termes de formation, d'emploi, de financement de projets et de soutien à l'entrepreneuriat et au secteur informel ».

II. QU'APPORTE DE NOUVEAU LA LFR ?

A- Un programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes (XÉYU NDAW GNI) :

L'emploi des jeunes n'est pas une préoccupation récente pour le Gouvernement. Toutefois, il prend une autre dimension avec la crise née de la pandémie de la COVID-19.

Pour preuve, en 2012, l'une des premières décisions du Président de la République Macky SALL, nouvellement élu, avait consisté à annuler le projet de réhabilitation de la route Thiès-Séo-Diourbel pour réorienter le financement (accordé par la Banque Africaine de Développement) vers le Projet d'appui à la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes, d'un montant de 19,5 milliards de FCFA.

Depuis lors, pas moins d'une trentaine de projets et programmes orientés vers l'emploi des jeunes ont été ou sont en cours de mise en œuvre, pour un coût estimatif global de 700 milliards de FCFA.

La jeunesse sénégalaise a également été le premier bénéficiaire de la politique de recrutement dans la Fonction publique. Or ladite politique n'a jamais été aussi dynamique que depuis 2012, comme en témoigne l'évolution des effectifs des agents de l'Etat :

- 65 887 en 2000 ;
- 91 401 en 2012 (+25 514 en valeur absolue et +38% en valeur relative, en douze ans) ;
- 154 641 en mars 2021 (+63 240 en valeur absolue et +69,2% en valeur relative, en 9 ans).

Certes, beaucoup a été fait mais beaucoup reste encore à faire.

C'est parce que le premier employeur dans un pays ne peut pas être l'Etat mais le secteur privé, or celui-ci ne trouve l'intérêt, ou même la possibilité, de recruter que si ses carnets de commandes sont remplis.

C'est pourquoi, le PSE a érigé en axe numéro un de sa stratégie « la transformation structurelle de l'économie et l'accélération de la croissance », afin que puisse se

réaliser le théorème bien connu en économie « *les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain* ».

Autrement dit, la solution la plus viable au chômage endémique des jeunes, c'est de développer un système économique suffisamment performant et productif pour occuper une main-d'œuvre abondante. Mais encore faudrait-il que cette dernière soit bien formée et qualifiée, raison pour laquelle le Gouvernement met beaucoup l'accent sur la formation professionnelle et technique, le développement de l'apprentissage et de mécanismes de certification.

Concrètement, le programme « *XEYU NDAW GNI* » combine quatre leviers différents :

- la création directe d'emplois publics (pour renforcer des services publics qui en étaient déficitaires et développer de nouvelles créations de services publics) à travers notamment la mise en place d'un guichet unique dénommé « **Pôle-Emploi et Entreprenariat pour les jeunes et les Femmes** » installé dans chacun des 46 départements pour servir de cadre d'accueil, de conseil et de financement des porteurs de projets;
- l'aide à la création d'emplois privés et à l'insertion socioprofessionnelle (par le truchement de la Convention nationale Etat – Employeurs pour la promotion de l'emploi des jeunes) ;
- le renforcement des capacités à travers l'apprentissage et la formation ;
- la promotion de l'auto-emploi à travers l'octroi de crédits et l'accompagnement des bénéficiaires.

Parmi les emplois publics créés, une attention toute particulière est accordée à quatre secteurs, qui vont être les principaux bénéficiaires des prochains recrutements :

- 1- la sécurité (trois mille agents de sécurité et trois mille auxiliaires de police en plus) : plusieurs décennies de croissance démographique, d'urbanisation mal contrôlée et de ses effets pervers, la perte de repères et le mal vivre ont eu des effets néfastes, qui se sont traduits par une recrudescence de la violence et un sentiment d'insécurité pour une partie de la population sénégalaise. Or les couches populaires sont les premières victimes de l'insécurité. C'est donc à l'Etat de renforcer la tranquillité des citoyens vivant dans les quartiers les plus densément peuplés, les plus mal éclairés et les plus sujets à toutes sortes de trafics malveillants.

De même, l'Etat protecteur doit renforcer sa présence dans certaines régions frontalières où la liberté de circulation dans l'espace communautaire rend notre pays vulnérable aux phénomènes de criminalité transfrontalière, dans un contexte sous régional marqué par des conflits et la présence de réseaux de trafics de toutes sortes.

Sécuriser les citoyens en tout temps et en tout lieu demeure le crédo de l'Etat.

2- **l'environnement** : le Sénégal mène une politique écologique ambitieuse, qui s'appuie sur le triptyque suivant :

- (I) la production électrique nationale encourage les projets basés sur des énergies propres (le solaire et l'éolien notamment) et le gaz dans un proche avenir ;
- (II) la lutte contre les déchets plastiques produit des résultats satisfaisants, malgré le poids des habitudes sociales ;
- (III) le reverdissement du territoire national, grâce à d'intenses campagnes de reboisement, de préservation et de restauration des écosystèmes.

C'est ce dernier volet qui justifie, dans le programme « *XÉYU NDAW GNI* », l'enrôlement de dix (10 000) mille jeunes, qui vont travailler comme contractuels auprès de l'administration des Eaux & Forêts.

3- **l'hygiène publique** : au-delà du volontarisme des pouvoirs publics, maintenir nos villes propres est d'abord une question de changement de mentalités. Mais un tel changement ne peut être spontané ; il doit être accompagné d'un double travail de proximité : surveillance de l'état de propreté et sensibilisation des populations sur le respect des mesures d'hygiène et de propreté.

C'est à ces tâches que sont dédiés depuis 2019 des Volontaires de la Propreté, au nombre de 1519. L'expérience s'étant avérée concluante, le Gouvernement a décidé de l'amplifier. Aux Volontaires de la Propreté, vont succéder douze mille (12 000) Volontaires du Progrès, soit autant de jeunes qui vont sortir de l'inactivité et de l'oisiveté, tout en ayant l'occasion d'être utiles à la communauté en contribuant à maintenir le cadre de vie sain ;

4- **l'éducation** : cinq mille (5 000) enseignants supplémentaires vont être recrutés. L'éducation reste un des premiers postes de dépense du Budget, et les ressources que lui consacre l'Etat sont en constante augmentation tous les ans.

Cet effort consenti par la Nation est une forte exigence, car le Gouvernement est persuadé que c'est là que se joue le sort du Sénégal dans les prochaines décennies.

Dans un monde soumis aux vents de la globalisation et à la fulgurance des avancées technologiques, un peuple bien formé aura de meilleures chances de trouver une place de choix dans le concert des grandes Nations. Tandis que les Etats qui n'auront pas suffisamment investi dans leur capital humain se retrouveront en queue de peloton. Le Sénégal réclame une place au banquet de l'Universel.

PROGRAMME EMPLOI DES JEUNES : REPARTITION PAR PILIER					
Piliers	Objet	Prévisions 2021	Prévisions 2022	Prévisions 2023	Total Général
Recrutement Spécial	Recrutement de 5 000 enseignants	9 750 000 000	14 750 000 000	14 750 000 000	39 250 000 000
	Recrutement de 6000 agents de sécurité	4 800 000 000	7 200 000 000	7 200 000 000	19 200 000 000
	Recrutement 12 000 jeunes volontaires du progrès pour le programme de nettoyage	7 680 000 000	11 520 000 000	11 520 000 000	30 720 000 000
	Emplois de 10 000 jeunes pour le reboisement	6 400 000 000	9 600 000 000	9 600 000 000	25 600 000 000
	Volontaires de la santé (400)	256 000 000	384 000 000	384 000 000	1 024 000 000
	Volontaires du service civique national (750)	480 000 000	720 000 000	720 000 000	1 920 000 000
	Animateurs socio-éducatifs (500)	320 000 000	480 000 000	480 000 000	1 280 000 000
	Guides touristiques (200)	128 000 000	192 000 000	480 000 000	800 000 000
	Stagiaires	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000
	Total 1		50 054 000 000	45 096 000 000	45 384 000 000
Projets publics d'intérêt communautaire	Pavage (6 000)	2 853 571 429	5 715 714 286	7 145 714 286	15 720 000 000
	PROMOVILLES (2 000)	1 428 571 429	4 285 714 286	4 285 714 286	10 000 000 000
	AGETIP (2 000)	1 430 000 000	1 430 000 000	2 860 000 000	5 720 000 000
	Entretien courant des routes non classées (11 250)	4 460 000 000	6 690 000 000	6 690 000 000	17 840 000 000
Total 2		7 918 571 429	12 405 714 286	13 835 714 286	33 580 000 000
Emplois au secteur privé aidés	Convention Etat-Employeur (15 000)	7 499 999 970	14 999 999 940	14 999 999 940	37 499 999 850
	Total 3		7 499 999 970	14 999 999 940	14 999 999 940
Projet d'investissement public à haute intensité de Main d'Œuvre	Projet d'aménagement des fermes intégrées valorisant les Energies renouvelables et Développement des Filières Horticoles (PARVERFI/AMDA) (25 950)	9 000 000 000	8 500 000 000	6 500 000 000	24 000 000 000
	Total 4		9 000 000 000	8 500 000 000	6 500 000 000
Apprentissage - Formation	Programme Sénégalais pour l'Emploi des Jeunes (PSE J) (3 300)	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 500 000 000
	Apprentissage (30 000)	6 588 000 000	10 608 000 000	11 483 500 000	28 679 500 000
	Formation professionnelle (40 000)	3 000 000 000	6 000 000 000	3 000 000 000	12 000 000 000
	Total 5		11 088 000 000	18 108 000 000	15 983 500 000
Financement Entrepreneurial et Autonomisation	Nano crédits (236 842)	12 784 248 918	14 284 248 918	16 284 248 918	43 352 746 754
	Appui aux secteurs et métiers (115 864)	62 245 179 683	26 606 036 856	27 012 536 856	115 863 753 396
	Total 6		75 029 428 601	40 890 285 774	43 296 785 774
Subvention aux tenues scolaires	Appui : Subvention aux tenues scolaires	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	30 000 000 000
	Total 7		10 000 000 000	10 000 000 000	30 000 000 000
TOTAL GENERAL		150 000 000 000	150 000 000 000	150 000 000 000	450 000 000 000

B- Une stratégie universelle de vaccination :

Le Sénégal a pris l'option d'une stratégie de vaccination étendue à toute la population, en deux phases :

- (i) une première phase de vaccination centrée sur les cibles prioritaires, lesquelles représentent environ 20% de la population, afin d'assurer la protection des cibles les plus fragiles (personnes âgées) et les plus exposées (personnels sanitaires et de sécurité, personnes souffrant de comorbidités), pour assurer leur protection et éviter ainsi les cas graves et les décès ;
- (ii) une seconde phase de vaccination étendue aux 80% restants, afin d'assurer leur protection et interrompre ainsi la chaîne de transmission de la maladie.

Pour mettre en œuvre cette stratégie, la LFR consacre un accroissement du budget du Ministère de la Santé et de l'Action sociale d'un montant de 40 milliards de FCFA, sur financement de la Banque mondiale (intégrant un élément don de 50%).

Par ailleurs, la LFR consacre un financement complémentaire au secteur de l'énergie, suite à la remontée des cours mondiaux du pétrole (compensation tarifaire et pertes commerciales), pour un montant de 64 milliards FCFA qui vient s'ajouter aux 46 milliards FCFA déjà prévus dans la LFI 2021, soit au total 110 milliards FCFA.

III. QUEL IMPACT CONCRET SUR LE BUDGET 2021 ?

A. Ce qui change : des variations dans les grandes masses du budget

Le premier changement est fondamental : il s'agit de la prévision de croissance pour 2021, qui est corrigée de 5,2% à 3,7%.

Il faut dire qu'en 2020, le Sénégal faisait partie des rares pays au monde à avoir terminé l'année avec un PIB en hausse, de 1,5%, à la faveur de performances agricoles record et de la mise en œuvre du PRES, qui, sur le plan macroéconomique, avaient réussi à atténuer les effets dévastateurs de la pandémie sur les autres secteurs économiques, notamment le tourisme, l'hôtellerie, la restauration, les transports et, dans une certaine mesure, le secteur secondaire.

Pour 2021, le Gouvernement s'est inscrit dans un volontarisme économique justifié, en misant sur un programme de relance ambitieux, le PAP 2A, articulé à une nouvelle loi sur les contrats de partenariat public-privé, ce qui justifiait la prévision de croissance économique de 5,2%.

Mais il se trouve que l'économie sénégalaise est imbriquée dans des chaînes de valeurs mondiales et notre politique économique dépend aussi de la bonne santé des économies de nos partenaires extérieurs. Or chez certains d'entre eux, et pas des moindres (Union européenne, Inde, Turquie, etc.), la reprise sera plus lente que prévue, la faute à des deuxième, troisième, voire quatrième vagues de Covid-19.

Le principe de prudence oblige donc le Sénégal à revoir à la baisse sa prévision de croissance, ce qui entraîne des effets en cascade sur le contenu du Budget.

Ainsi, la présente LFR pour 2021 est arrêtée à **3 170,4 milliards** de FCFA en recettes et **3 987,5 milliards** de FCFA en dépenses, ce qui dégage en valeur absolue un déficit budgétaire de **817 milliards** FCFA, en hausse de **73,1 milliards** de FCFA, soit une progression de 0,4 point du PIB (il se situait à 5% dans la LFI).

Ce déficit sera financé à hauteur de **556 milliards** de FCFA par des tirages sur les prêts-projets, les emprunts programmes pour **105 milliards** de FCFA et les autres emprunts nets pour **156 milliards** de FCFA.

Il faut dire que l'Etat, tout en reprenant le sentier de la consolidation budgétaire, a pris la responsabilité de desserrer la contrainte du déficit pour se donner l'espace budgétaire suffisant lui permettant de répondre notamment aux préoccupations de la jeunesse.

C'est loin d'être une hérésie car si la Covid-19 a réussi à créer un consensus parmi les économistes du monde entier, c'est bien celui-là : l'heure n'est plus aux économies, à l'équilibre des comptes publics, mais à la dépense, celle susceptible de préserver l'activité économique et son corollaire, l'emploi. Le système doit être irrigué pour éviter son effondrement, qui serait fort préjudiciable à la situation sociale.

C'est la raison pour laquelle, comparativement à la LFI 2021, qui était arrêtée en recettes à **3 225,9 milliards** de FCFA et en dépenses à **3 969,9 milliards** FCFA, la LFR :

- ✓ acte une baisse des recettes de **55,5 milliards** FCFA (-1,7%), en raison principalement de la diminution des dons-projets pour **40 milliards** de FCFA, ainsi que celle des recettes non fiscales pour **15,5 milliards** de FCFA ;
- ✓ constate une hausse des dépenses pour **17,6 milliards** de FCFA (+0,5%).

Dans le détail, les recettes se répartissent comme suit :

- recettes fiscales : **2 564,5 milliards** de FCFA, maintenues au même niveau que pour la LFI ;
- recettes non fiscales : **118 milliards** de FCFA contre **133,5 milliards** de FCFA dans la LFI ; soit une baisse de **15,5 milliards** de FCFA ;
- recettes exceptionnelles : **60 milliards** de FCFA, attendues du programme de cessions foncières dans la zone de l'Aéroport Léopold Sédar SENGHOR, confié à la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- tirages sur dons-projets : **228 milliards** de FCFA contre **268 milliards** de FCFA dans la LFI, soit une baisse de **40 milliards** de FCFA ;
- dons budgétaires : **64 milliards** de FCFA, soit au même niveau que pour la LFI.

Pour ce qui concerne la fiscalité intérieure, de nouvelles mesures de politique et d'administration fiscales seront mises en œuvre pour atteindre les prévisions de recettes, avec un rendement total escompté de **60 milliards** de FCFA. Il s'agira :

- de clarifier le champ d'application de la loi instituant le prélèvement pour défaut de conformité fiscale (10 milliards de FCFA attendus) ;
- d'instituer une taxe sur les bouillons alimentaires (25 milliards de FCFA attendus) ;
- de revoir à la hausse la taxation des jeux de hasard (1,5 milliard de FCFA de recettes supplémentaires) ;
- d'augmenter les efforts d'élargissement de l'assiette, notamment, l'identification des contribuables qui échappaient jusqu'ici au système d'imposition (6,5 milliards de FCFA escomptés) ;
- de renforcer la conformité des contribuables en matière d'impôts et taxes retenus à la source (16 milliards de FCFA attendus).

Pour conforter les recettes douanières, malgré une conjoncture économique peu reluisante, l'Etat compte sur des mesures d'administration. Ces mesures, dont le rendement escompté, se situe à 40 milliards de FCFA, comprennent notamment :

- une meilleure gouvernance de la valeur en douane, à travers un suivi des 50 produits les plus pourvoyeurs de recettes ;
- un renforcement du contrôle après dédouanement axé sur les produits à risque ;
- un suivi plus affiné, dans le portefeuille des créances, des niches attendues de la TVA suspendue ;
- un contrôle ciblé d'apurement des comptes de régimes suspensifs au niveau des unités de première ligne et a posteriori, qui s'appuiera également sur la modernisation du transit avec l'interconnexion des systèmes informatiques des pays concernés, en vue de minimiser les déperditions de recettes sur le critère des déclarations non apurées ;
- une disponibilité permanente du système de dédouanement GAINDE, avec le lancement déjà effectif d'une nouvelle version plus robuste et hautement disponible permettant d'assurer, d'amont en aval du processus de dédouanement, une bonne prise en charge des marchandises adossée à un fichier valeur dynamique ;
- enfin, la poursuite de la rationalisation des dépenses fiscales par une automatisation plus poussée de l'application de gestion et de suivi des exonérations.

Parallèlement, le Gouvernement veillera à une entière appropriation de la Stratégie de Recettes à Moyen Terme (SRMT) par les administrations de recettes, afin d'atteindre l'objectif de pression fiscale de 20 % du PIB en 2023. Les mesures suivantes, visant à accélérer la mise en œuvre de la SRMT, seront prises d'ici à fin juin 2021 :

- développement et lancement d'une campagne de communication interne et externe ;
- organisation d'un évènement de haut niveau avec toutes les parties prenantes pour approuver la matrice révisée d'exécution de la SRMT et assurer sa bonne appropriation par les entités publiques en charge de sa mise en œuvre ;
- mise en place des organes de pilotage de la SRMT avec la nomination des membres du comité stratégique dirigé par le Ministre des Finances et du Budget, et la suppression du Comité de pilotage pour limiter les goulets d'étranglement ;
- opérationnalisation de l'unité d'exécution stratégique ;
- adoption d'un plan de suivi et d'évaluation de la SRMT.

Quant aux dépenses du budget général, elles enregistrent une variation à la hausse de **17,6 milliards de FCFA** et se décomposent comme suit :

- charges financières de la dette publique (intérêts et commissions) : **321,7 milliards FCFA** contre **327 milliards de FCFA** par rapport à la LFI 2021, soit une baisse de **5,3 milliards de FCFA**, à la faveur de l'Initiative (portée par le G20) de suspension du service de la dette ;
- dépenses de personnel : **904,9 milliards de FCFA**, niveau inchangé par rapport à la LFI ;
- dépenses d'acquisition de biens et services et de transferts courants : **1 099,9 milliards de FCFA** contre **1007 milliards de FCFA** dans la LFI, soit une hausse de **92,9 milliards de FCFA** ;
- dépenses en capital sur ressources internes : elles passent de **751 milliards de FCFA** à **741 milliards de FCFA**, soit une baisse de **10 milliards de FCFA** ;
- dépenses en capital sur ressources externes : elles passent aussi de **844 milliards de FCFA** à **784 milliards de FCFA** dans la présente LFR, soit une baisse de **60 milliards de FCFA**.

Ces dépenses comprennent toujours la réserve de précaution dotée de **66 milliards FCFA** pour 2021 afin de tenir compte du contexte d'incertitude de la situation pandémique et de ses conséquences socio-économiques qui pourraient contrarier le recouvrement des recettes.

En outre, une révision du plan d'apurement des obligations impayées a été opérée dans le sens de son paiement en 2021 et 2022 à hauteur de **41 milliards FCFA** et **102 milliards FCFA** respectivement.

Pour ce qui concerne les comptes spéciaux du Trésor, ils restent à leur niveau de la LFI, soit **135,95 milliards de FCFA**.

RUBRIQUES	LFI 2021	LFR	ECART LFI 2021/LFR	
I. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	2 564,5	2 564,5	-	0,0%
Recettes non fiscales	133,5	118,0	- 15,5	-11,6%
Recettes exceptionnelles	60,0	60,0	-	0,0%
Total recettes internes	2 758,0	2 742,5	- 15,5	-0,6%
Tirages sur Dons en capital (projet)	268,0	228,0	- 40,0	-14,9%
Dons budgétaires	64,0	64,0	-	0,0%
Total recettes externes	332,0	292,0	- 40,0	-12,0%
RECETTES BUDGET GENERAL	3 090,0	3 034,5	- 55,5	-1,8%
RECETTES CST				
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
RECETTES CST	136,0	136,0	-	0,0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3 225,9	3 170,4	- 55,5	-1,7%
Intérêts de la dette	327,0	321,7	- 5,3	-1,6%
Dépenses de personnel	904,9	904,9	-	0,0%
Acquisitions de biens et services et transferts co	1 007,0	1 099,9	92,9	9,2%
Total dépenses courantes	2 238,9	2 326,5	87,6	3,9%
Dépenses capital sur ress. internes	751,0	741,0	- 10,0	-1,3%
Investissements sur ressources externes	844,0	784,0	- 60,0	-7,1%
Total dépenses d'investissement	1 595,0	1 525,0	- 70,0	-4,4%
DEPENSES BUDGET GENERAL	3 833,9	3 851,5	17,6	0,5%
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
DEPENSES CST	136,0	136,0	-	0,0%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	3 969,9	3 987,5	17,6	0,4%
Solde budgétaire global	743,9	817,0	73,1	
% PIB Déficit	-5%	-5,4%		

FINANCIEMENT				
Besoin de financement				
	2020	2021	ÉCART (2021/2020)	
<i>Amortissement de la dette</i>	619,3	557,1	- 62,2	-10%
<i>Financement déficit</i>	743,9	817,0	73,1	10%
<i>Rachat Eurobonds</i>		508,5		
<i>Déficit OPEX</i>		30,0		
Total remboursement	1 363,2	1 912,6	549,4	40%
Couverture du besoin de financement				
<i>Emprunts projets</i>	576,0	556,0	- 20,0	-3,5%
<i>emprunts programmés</i>	105,0	292,0	187,0	178,1%
<i>Autres emprunts</i>	682,2	1 064,6	382,4	56,1%
Total emprunts	1 363,2	1 912,6	549,4	40%
Déficit	743,9	817,0	73,1	
PIB	14 991	14 999		
Déficit	-5%	-5,4%		

B. Ce qui ne change pas : le sérieux budgétaire, en dépit des circonstances difficiles

La Covid-19 a lancé un défi sans précédent aux finances publiques de tous les Etats de la planète. Mais dans la manière d'y répondre, une même méthode est utilisée partout : l'interventionnisme budgétaire.

Il faut dépenser pour prévenir et dépister les cas de contamination, dépenser pour soigner les malades, dépenser pour produire ou acheter des vaccins, dépenser pour assister les travailleurs qui ont perdu leurs emplois ou leurs sources de revenus, subventionner pour soutenir les entreprises qui ont perdu leurs clients ou leurs sources d'approvisionnement, etc.

Il faut dépenser dans un contexte où la morosité économique provoque un tarissement des ressources fiscales de l'Etat. C'est cela qui explique l'envolée des déficits budgétaires à travers le monde et, par effet mécanique, l'augmentation des stocks de dette publique.

Mais tout en étant concentré sur la résolution des urgences, sur la gestion du court terme, le Gouvernement ne perd pas de vue le long terme : ouvrir les vannes du déficit et de la dette, oui car c'est une condition de survie ; mais éviter d'annihiler tous les gains obtenus dans l'assainissement des comptes publics depuis 2012.

C'est pourquoi, jusqu'au cœur de la tempête provoquée par la Covid-19, le Sénégal s'efforce de garder le cap suivant : piloter ses finances publiques avec rigueur car c'est la condition d'un cadre macroéconomique sain, qui lui-même constitue le socle de l'émergence.

C'est ainsi que le Gouvernement continue d'exécuter sa politique économique dans le cadre du programme soutenu par l'Instrument de Coordination de Politiques économiques (ICPE).

Les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés ont été jusqu'ici globalement satisfaisants, malgré les circonstances difficiles.

À l'exception du plafond sur les marchés publics en entente directe, tous les objectifs quantitatifs de l'ICPE à fin 2020 ont été atteints.

Seule la part des marchés d'approvisionnement à fournisseur unique dépassait le plafond du programme (21,8% contre un objectif de 15%), car les marchés liés à l'urgence sanitaire de la Covid-19 étaient autorisés à suivre exceptionnellement des procédures d'entente directe par un décret pris à cet effet. Toutefois, ce décret a été abrogé en septembre 2020.

Six des neuf objectifs de réforme de fin décembre 2020 ont été atteints. Les trois autres à savoir : (i) l'adoption et la mise en œuvre de l'arrêté sur le prélèvement de conformité fiscale, (ii) l'audit externe de la base de données de la dette publique (iii) et l'adoption du projet de loi sur le partage des revenus des hydrocarbures ont connu des retards, mais devraient être effectifs d'ici fin juin 2021.

En matière de gestion budgétaire, la trajectoire du déficit reste ancrée sur le retour à l'objectif de 3% du PIB en 2023.

Le Gouvernement entend continuer d'assurer la transparence des dépenses fiscales et s'engage à les réduire graduellement. Toujours sur le plan de la politique fiscale, l'enrôlement de 150 000 nouveaux contribuables est prévu, dont 75 000 à fin juin 2022.

L'amélioration du taux de conformité des contribuables assujettis à la retenue à la source sur les salaires permettra d'enrôler 80 000 cotisants supplémentaires, dont 40 000 à fin juin 2022.

Au niveau de la gestion des dépenses, le Gouvernement entend prioriser les mesures suivantes pour 2021-2022 :

- 1- la poursuite de la déconcentration de l'ordonnancement et la mise en œuvre du budget programme engagée depuis 2020 ;
- 2- la rationalisation du recours aux comptes de dépôt, grâce à la réduction des transferts de l'Etat et au reclassement des transferts en capital en dépenses d'investissements exécutés par l'Etat, dans les cas où les agences exécutent des investissements pour le compte de l'Etat ;
- 3- une analyse plus détaillée des dépenses de transferts courants selon leur nature économique à partir de 2022, en vue d'un reclassement graduel vers les dépenses d'acquisition de biens et services ainsi que l'inscription de la totalité des besoins en subventions dans la loi de finances pour 2022 ;

- 4- la consolidation du compte unique du Trésor pour optimiser la gestion de la trésorerie de l'Etat, avec à terme, le rapatriement de tous les comptes des entités assurant des missions de service public non marchand, concomitamment à l'amélioration continue des services du Trésor banquier ;
- 5- une meilleure gestion des risques budgétaires grâce à : (i) l'établissement d'une base de données sur les partenariats public-privé (PPP) et les accords d'achat d'électricité, à conclure d'ici à fin juin 2021 ; (ii) l'adoption d'une méthodologie d'évaluation des risques budgétaires liés aux entreprises publiques et aux PPP ; (iii) la préparation d'une déclaration des risques budgétaires qui sera annexée à la loi de finances pour 2022.

Enfin, pour ce qui concerne la dette publique, il faut reconnaître qu'elle reste très vulnérable à une augmentation des taux d'intérêt mondiaux limitant les capacités d'absorption de nouveaux chocs à court terme. Ce risque reste toutefois encadré par l'orientation accommodante des politiques monétaires de la Federal Reserve Bank aux Etats-Unis et de la Banque Centrale Européenne et rend un tel scénario improbable dans les court et moyen termes (or d'ici 2023, le Sénégal aura fini d'effacer l'essentiel des effets de la pandémie sur ses comptes publics).

Toujours est-il que le Gouvernement continuera de privilégier les financements concessionnels sur le marché régional, afin de maintenir la viabilité de la dette et d'éviter de basculer dans le risque de surendettement. Le recours aux prêts non-concessionnels ne sera retenu que pour financer les projets présentant un taux de rentabilité interne élevé.

Le Gouvernement poursuivra le dialogue avec tous les créanciers bilatéraux pour bénéficier du plein effet de l'Initiative de suspension du service de la dette du G20.

Cette politique prudente d'endettement sera accompagnée d'efforts pour améliorer la gestion de la dette. Le Gouvernement poursuivra les efforts pour renforcer la capacité opérationnelle du Comité national de la dette publique pour l'analyse des termes de financement des projets, y compris les PPP. L'audit externe technique et fonctionnel de la plateforme de gestion informatisée de la base de données de la dette est en cours et sera achevé avant fin juin 2021. Les recommandations seront exploitées et intégrées dans un plan d'actions.

Au total, la gestion des finances publiques du Sénégal dans ce contexte de crise peut être résumée par l'expression « *plie mais ne rompt pas* ».

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

ARTICLE PREMIER : Les dispositions des articles premier, 2,5,11,12 et 13 de la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020 portant loi de finances pour l'année 2021 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

Les ressources et les charges de l'Etat constituées des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que des ressources et charges de trésorerie ont été modifiées.

A – Dispositions relatives aux ressources

ARTICLE PREMIER MODIFIE : Prévision et autorisation des recettes du budget général

Cet article prévoit et autorise les recettes du budget général évaluées sur la base, des projections révisées du programme économique et financier du mois d'avril 2021. Elles sont arrêtées à 3 034 479 030 000 FCFA pour la présente loi de finances rectificative pour l'année 2021.

Ces recettes du budget général sont composées des recettes internes pour un montant de 2 742 526 030 000 FCFA, des recettes externes d'un montant de 291 953 000 000 FCFA (dons budgétaires pour un montant de 63 953 000 000 FCFA et des tirages sur dons en capital pour un montant de 228 000 000 000 FCFA). Le détail des recettes du budget général est donné en annexe 1 de la présente loi de finances.

Texte de l'article :

« I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à la somme de 2 742 526 030 000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 291 953 000 000 FCFA.

III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 3 034 479 030 000 FCFA ».

ARTICLE 2 MODIFIE : Prévion et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

Exposé des motifs

Les ressources de trésorerie révisées pour l'année 2021 sont estimées à un montant de 1 912 620 970 000 FCFA. Elles sont composées :

- des emprunts projets pour un montant de 556 000 000 000 FCFA ;
- des emprunts programme évalués à 292 000 000 000 FCFA ;
- et d'autres emprunts pour un montant de 1 064 620 970 000 FCFA.

Texte de l'article

« I- Pour l'année 2021, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1 912 620 970 000 FCFA et correspondent aux autorisations sollicitées du Parlement pour intervenir sur les marchés.

II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et/ou internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »

B – Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

ARTICLE 5 MODIFIE : Les dépenses du budget général

Exposé des motifs

Le plafond des autorisations d'engagement et des crédits de paiements du budget général sont respectivement fixés, dans la loi de finances rectificative de l'année 2021, à 9 760 827 892 191 FCFA et 3 851 500 000 000 FCFA.

Texte de l'article :

« I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 3 851 500 000 000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- Intérêts et commissions :	321 740 000 000 FCFA
- Dépenses de personnel :	904 900 000 000 FCFA
- Autres dépenses courantes :	1 099 860 000 000 FCFA
- Dépenses en capital :	1 525 000 000 000 FCFA

II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 9 760 827 892 191 FCFA réparties par catégorie comme suit :

- Intérêts et commissions :	321 740 000 000 FCFA
- Dépenses de personnel :	904 900 000 000 FCFA
- Autres dépenses courantes :	1 100 310 000 000 FCFA
- Dépenses en capital :	7 433 877 892 191 FCFA

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

ARTICLE 11 MODIFIE : Evaluation des charges de trésorerie

Exposé des motifs

Pour l'année 2021, les charges de trésorerie sont revues et portent sur un montant de 1 912 620 970 000 FCFA dans la présente loi de finances rectificative et concernent principalement l'amortissement de la dette, le déficit et le rachat des Euro bonds.

Texte de l'article

« Pour l'année 2021, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1 912 620 970 000 FCFA ».

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 12 : Equilibre budgétaire et financier

Exposé des motifs

Le présent article arrête les données générales de l'équilibre budgétaire et financier et autorise également le Ministre chargé des Finances à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer le besoin de financement de l'Etat.

Texte de l'article

« I - Pour la loi de finances rectificative de l'année 2021, les prévisions de ressources et les plafonds de charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :

RUBRIQUES	LFI 2021	LFR	ECART LFI 2021/LFR	
I. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	2 564,5	2 564,5	-	0,0%
Recettes non fiscales	133,5	118,0	- 15,5	-11,6%
Recettes exceptionnelles	60,0	60,0	-	0,0%
Total recettes internes	2 758,0	2 742,5	- 15,5	-0,6%
Tirages sur Dons en capital (projet)	268,0	228,0	- 40,0	-14,9%
Dons budgétaires	64,0	64,0	-	0,0%
Total recettes externes	332,0	292,0	- 40,0	-12,0%
RECETTES BUDGET GENERAL	3 090,0	3 034,5	- 55,5	-1,8%
RECETTES CST				
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
RECETTES CST	136,0	136,0	-	0,0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3 225,9	3 170,4	- 55,5	-1,7%
Intérêts de la dette	327,0	321,7	- 5,3	-1,6%
Dépenses de personnel	904,9	904,9	-	0,0%
Acquisitions de biens et services et transferts cor	1 007,0	1 099,9	92,9	9,2%
Total dépenses courantes	2 238,9	2 326,5	87,6	3,9%
Dépenses capital sur ress. internes	751,0	741,0	- 10,0	-1,3%
Investissements sur ressources externes	844,0	784,0	- 60,0	-7,1%
Total dépenses d'investissement	1 595,0	1 525,0	- 70,0	-4,4%
DEPENSES BUDGET GENERAL	3 833,9	3 851,5	17,6	0,5%
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
DEPENSES CST	136,0	136,0	-	0,0%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	3 969,9	3 987,5	17,6	0,4%
Solde budgétaire global	743,9	817,0	73,1	9,8%
% PIB Déficit	-5%	-5,4%		

« II - Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 1 912 620 970 000 FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

ARTICLE 13 MODIFIE : Approbation du tableau de financement

Exposé des motifs

Le présent article a pour objet d'approuver le tableau de financement révisé qui récapitule les prévisions de ressources et de charges de trésorerie.

Texte de l'article :

« Le tableau de financement de la présente loi de finances rectificative 2021 est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur. »

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFI 2021	LFR 2021	ECART LFI 2020/LFI 2021	
<i>Amortissement de la dette</i>	619,3	557,1	- 62,2	-10%
<i>Financement déficit</i>	743,9	817,0	73,1	10%
<i>Rachat Eurobonds</i>		508,5		
<i>Déficit OPEX</i>		30,0		
Total remboursement	1 363,2	1 912,6	549,4	40%
Couverture du besoin de financement				
<i>Emprunts projets</i>	576,0	556,0	- 20,0	-3,5%
<i>emprunts programmes</i>	105,0	292,0	187,0	178,1%
<i>Autres emprunts</i>	682,2	1 064,6	382,4	56,1%
Total tirages	1 363,2	1 912,6	549,4	40%
Déficit	- 743,9	- 817,0	- 73,1	
PIB	14 991	14 999		
Déficit	-5%	-5,4%		

DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 2 : Les dispositions des articles 14,16,17, 18 et 25 de la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020 portant loi de finances pour l'année 2021 sont abrogées et remplacées par celles des articles citées ci-dessous.

Par ailleurs, cette partie intègre de nouvelles dispositions modifiant le Code général des Impôts ainsi que d'autres dispositions diverses.

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

A. 1 Programmes du Budget général

ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Exposé des motifs

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative de 2021, au titre des programmes du budget général s'élèvent respectivement à 8 975 611 680 062 FCFA et 3 105 087 954 847 FCFA.

La répartition par section et par programme des crédits de paiement est donnée en annexe de la présente loi de finances.

Texte de l'article :

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 8 975 611 680 062 FCFA et 3 105 087 954 847 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses ».

B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

ARTICLE 16 MODIFIE : Dotations des institutions

Exposé des motifs

Conformément aux dispositions de l'article 12, alinéa 3, il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour 2021, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement pour les Institutions s'élevant respectivement à 177 938 845 500 FCFA et 143 634 678 524 FCFA, selon la répartition par dotation de l'annexe 2.

Texte de l'article :

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 177 938 845 500 FCFA et 143 634 678 524 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégorie de dépenses. »

ARTICLE 17 MODIFIE : Dotation des charges communes

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 14 de loi organique, il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour 2021, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement pour les charges communes pour des montants respectifs de 285 537 366 629 FCFA et 281 037 366 629 FCFA.

Texte de l'article :

« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021 au titre des charges communes est fixé à la somme de 285 537 366 629 FCFA ».

« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 281 037 366 629 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie de dépenses ».

A. 3 – Dotation intérêts de la dette publique

ARTICLE 18 MODIFIE : charges financières de la dette

Exposé des motifs

Les charges financières de la dette ont été modifiées à la faveur de l'Initiative de suspension du service de la dette entraînant une économie de 5,3 milliards FCFA sur les intérêts et commissions.

Texte de l'article :

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges financières de la dette publique, sont révisés à 321 740 000 000 FCFA conformément à l'annexe II représentant la répartition par catégories de dépenses ».

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 25 MODIFIE : Disposition abrogeant l'article 25 de la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020 portant loi de finances pour l'année 2021

Exposé des motifs

A la faveur de la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année 2021, il a été institué un régime fiscal dérogatoire au profit des établissements d'hébergement touristiques agréés et des entreprises de presse, dans le but de les accompagner eu égard aux impacts de la pandémie liée à la Covid19.

Ainsi, aux termes des dispositions de l'article 25 de ladite loi, les prestations réalisées par lesdites entreprises ne sont pas recherchées en paiement de la TVA.

La mise en œuvre de ces dispositions révèle qu'elles créent une rémanence de la taxe car les assujettis ne peuvent pas déduire la TVA facturée par leurs fournisseurs de biens et services.

Par ailleurs, pour le secteur du tourisme la réintroduction de la TVA à la fin de la période dérogatoire pourrait être perçue par les clients notamment étrangers comme une augmentation non justifiée des tarifs pratiqués dans ledit secteur.

La présente mesure a ainsi pour objet de corriger cette situation qui peut compromettre la compétitivité de ces entreprises.

Texte de l'article :

« Les dispositions de l'article 25 de la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année 2021 sont abrogées ».

ARTICLES 45,46,47,48,49,50,51,52,53,54,55,56,57 et 58 : Modification de certaines dispositions du Code général des Impôts

Exposé des motifs

La mise en œuvre de la deuxième phase du PSE et du programme de relance de l'économie à travers la stratégie de mobilisation des recettes (SRMT) nécessite la révision de certaines dispositions du Code général des Impôts dans le but d'améliorer le niveau des ressources publiques et de renforcer la cohérence du système fiscal.

A ce titre, il est institué au profit de l'Etat une taxe spécifique sur les Bouillons alimentaires. Son taux est de 15%, applicable aux bouillons alimentaires produits ou importés au Sénégal.

Dans le même sillage, il est proposé un rehaussement du taux des droits de timbre sur le pari mutuel de 3% à 7%.

Par ailleurs, pour plus d'efficacité dans l'application du prélèvement de conformité fiscale, la référence à la liste des produits prévue par les dispositions de l'article 220

bis du Code général des Impôts est supprimée. En conséquence, tout importateur qui ne respecte pas ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt auprès de l'administration fiscale est soumis audit prélèvement quel que soit le produit importé.

Dans la même optique, il est envisagé, pour une meilleure application des dispositions de l'article 556 dudit Code, relatives à la taxe de plus-value Immobilière, que certaines prescriptions soient précisées par arrêté du Ministre en charge des finances.

Enfin, conformément aux engagements internationaux liés à l'adhésion du Sénégal au processus de lutte pour la transparence fiscale internationale, il est envisagé d'une part, de renforcer les dispositions fiscales régissant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers et, d'autre part, de rendre obligatoire l'identification des bénéficiaires effectifs des sociétés ou autres constructions juridiques tels les trusts ou fiducies afin d'appréhender les propriétaires réels de ces personnes morales ou arrangements juridiques qui peuvent constituer des véhicules à la fraude ou l'évasion fiscales internationales.

Texte de l'article 45 :

Les dispositions du quatrième alinéa du I de l'article 667 du Code général des Impôts sont supprimées.

Texte de l'article 46

L'intitulé « CHAPITRE IX Taxe sur les produits pétroliers » qui vient après l'article 442 du Code susvisé est remplacé par l'intitulé « CHAPITRE X : Taxe sur les produits pétroliers ».

Texte de l'article 47 :

L'intitulé « CHAPITRE X : Taxe sur les sachets, conditionnements ou emballages non récupérables » qui vient après l'article 444 du Code susvisé est remplacé par l'intitulé « CHAPITRE XI : Taxe sur les sachets, conditionnements ou emballages non récupérables ».

Texte de l'article 48 :

L'intitulé « CHAPITRE XI : Taxe sur les produits textiles » qui vient après l'article 444 ter du Code susvisé est remplacé par l'intitulé « CHAPITRE XII : Taxe sur les produits textiles ».

Texte de l'article 49 :

Il est inséré après l'article 442 du Code susvisé un « CHAPITRE IX » intitulé « Taxe sur les Bouillons alimentaires ».

Texte de l'article 50 :

Il est inséré après le « CHAPITRE IX intitulé « Taxe sur les Bouillons alimentaires », les articles 442 bis, 442 ter et 442 quater ainsi rédigés :

« Article 442 bis. - Il est institué au profit du Budget de l'Etat une Taxe sur les Bouillons alimentaires ».

SECTION I : Champ d'application

« Article 442 ter.- La taxe s'applique aux bouillons alimentaires produits ou importés au Sénégal, pour une utilisation directe en cuisson ou assaisonnement.

Les bouillons alimentaires sont des préparations obtenues à partir de chlorure de sodium, de substances riches en protéines ou leurs extraits et/ ou hydrolysats, ou de substances à base de végétaux avec ou addition d'exhausteurs de goûts, de substances aromatisantes, de matières grasses comestibles, d'épices de leurs extraits naturels ou distillats et de toute autre denrée alimentaire visant à améliorer la sapidité.

»

SECTION II : Taux

« Article 442 quater.- Le taux de la Taxe sur les Bouillons alimentaires est de 15%.

Texte de l'article 51 :

Il est ajouté à l'article 31 du Code susvisé les points 10 et 11 ainsi rédigés :

« Article 31-

10.

À compter du 1^{er} Janvier 2022, sauf lorsque les Institutions financières ne sont pas tenues de les recueillir, les personnes physiques ou les entités qui ouvrent des comptes financiers auprès des institutions financières sont tenues de remettre une auto-certification permettant d'établir leurs résidences fiscales et, le cas échéant, une auto-certification permettant d'établir les résidences fiscales des personnes physiques qui les contrôlent.

Les modalités d'application de la présente disposition sont précisées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »

« Article 31.-

11.

Les renseignements recueillis par l'administration fiscale auprès des organismes visés à l'article 31.9 peuvent être communiqués aux administrations fiscales des pays ayant conclu avec le Sénégal des conventions permettant un échange automatique de renseignements sur les comptes financiers à des fins fiscales, dans les conditions prévues par lesdites conventions. »

Texte de l'article 52 :

Il est ajouté à l'article 556 du Code susvisé un point 5 ainsi rédigé :

« Article 556.-

5.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »

Texte de l'article 53 :

Il est ajouté à l'article 667. III du Code susvisé les points e) et f) ainsi rédigés :

« Article 667.III. -

e) Tout manquement à l'une des obligations prévues à l'article 633. I concernant les obligations d'identification, de conservation, de transmission et de déclaration des renseignements relatifs aux bénéficiaires effectifs est sanctionné par une amende de 10.000.000 FCFA. L'amende est due autant de fois qu'il y a de documents ou renseignements demandés et non produits, omis, incomplets ou inexacts. »

« Article 667.III. -

f) Tout manquement à l'une des obligations prévues à l'article 633. VI concernant les obligations d'identification, de conservation, de transmission et de déclaration des renseignements relatifs aux personnes mentionnées dans les constructions juridiques, aux bénéficiaires effectifs ainsi qu'aux actifs placés dans la construction juridique est sanctionné par une amende de 10.000.000 FCFA. L'amende est due autant de fois qu'il y a de documents ou renseignements demandés et non produits, omis, incomplets ou inexacts. »

Texte de l'article 54 :

Les dispositions du point 9 de l'article 31 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 31.

9.-

a) Les institutions financières, y compris les établissements de crédit et organismes assimilés, les entreprises d'assurance et de réassurance, sont tenues d'identifier les renseignements relatifs aux résidences fiscales de tous les titulaires de comptes financiers et, le cas échéant, de toutes les personnes physiques qui contrôlent ces derniers.

b) Elles communiquent à l'administration fiscale, au moyen d'une déclaration conforme au modèle prescrit par elle, tous les renseignements requis pour l'application des conventions conclues par le Sénégal permettant un échange automatique de renseignements sur les comptes financiers à des fins fiscales et, s'il y a lieu, l'absence de renseignement.

Cette déclaration contient notamment les renseignements relatifs à l'identification des titulaires de comptes financiers et, le cas échéant, celle des personnes physiques qui contrôlent ces derniers, ainsi que les renseignements financiers afférents à ces comptes, y compris les revenus de capitaux mobiliers, les soldes des comptes, la valeur de rachat des contrats d'assurance et de rente, des bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature, et le produit des cessions ou rachats d'actifs financiers.

c) Les institutions financières sont, en outre, tenues de conserver les registres des actions engagées pour satisfaire aux obligations mentionnées au présent article ainsi que les pièces justificatives, auto-certifications et autres éléments probants utilisés à cette fin pendant une période de dix ans suivant la fin de la période au cours de laquelle elles doivent communiquer les renseignements requis en vertu du b) du 9 présent article.

d) Les obligations prévues au 9 du présent article sont précisées par arrêté du Ministre en charge des Finances.

Texte de l'article 55 :

Les dispositions du point 6 de l'article 220 bis du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 220 bis.-

6.

Les modalités d'application du prélèvement de conformité fiscale sont fixées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »

Texte de l'article 56 :

Les dispositions de l'article 516 du Code susvisé relatives au « Pari mutuel » sont modifiées comme suit :

« Article 516.-

Les tickets de pari mutuel sur les hippodromes et hors hippodromes, les bulletins de loto, les jeux de hasard et de pronostics diffusés sur des supports écrits ou audiovisuels, sont frappés d'un droit de timbre de 7% sur le montant des sommes engagées dans une course ou un même jeu.

Le montant de ce droit est retenu à la source par la personne organisatrice, sous sa propre responsabilité. Il devra être versé dans les 15 premiers jours du mois suivant celui où la retenue a été opérée, au niveau du bureau de recouvrement compétent. »

Texte de l'article 57 :

Les dispositions des points I, III et VI de l'article 633 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 633.I. -

I. Tout contribuable doit souscrire une déclaration d'existence dans les vingt (20) jours qui suivent celui de l'ouverture de son établissement ou du commencement de son exploitation.

La déclaration d'existence est adressée au chef du service des impôts compétent par lettre recommandée en double exemplaire.

Elle doit indiquer notamment, les prénoms et nom ou la raison sociale, l'adresse et la profession du contribuable, et s'il y a lieu, le numéro de ses comptes courants bancaires et postaux, ainsi que l'emplacement de son ou de ses établissements de production et de ses magasins de vente.

La déclaration doit être accompagnée, le cas échéant d'une copie des statuts de l'entreprise, du registre de commerce, du bail commercial ou professionnel ou de tout autre titre justificatif de l'occupation.

Les personnes morales sont, quelles que soient leur forme et leur activité, qu'elles soient ou non soumises à l'impôt, tenues d'identifier leurs bénéficiaires effectifs et de tenir un registre à cet effet à leur siège au Sénégal.

Le registre des bénéficiaires effectifs contient les informations exactes et actualisées relatives à :

- a) l'identité des bénéficiaires effectifs;**
- b) la nature, les modalités et l'étendue du contrôle exercé sur la personne morale;**
- c) la date à laquelle la ou les personnes physiques sont devenues, ou ont cessé d'être, des bénéficiaires effectifs de la personne morale.**

L'expression « bénéficiaires effectifs » d'une personne morale désigne :

- a) les personnes physiques qui, en dernier lieu, détiennent directement ou indirectement, plus de 25% des parts, actions ou droits de vote de la personne morale ou celles qui, par tout autre moyen, exercent un contrôle effectif sur la personne morale ; ou à défaut et exceptionnellement,**

b) la personne physique qui occupe directement ou indirectement la position de dirigeant principal de la personne morale lorsqu'aucune personne physique mentionnée ci-dessus n'est identifiée comme bénéficiaire effectif.

Concernant les entreprises intervenant dans la chaîne de valeur du secteur extractif visées par le Décret n° 2020-791 du 19 mars 2020 relatif au Registre des Bénéficiaires effectifs, le degré de détention des parts, actions ou droits de vote visé au a) est fixé à 2%. »

Tout bénéficiaire effectif d'une personne morale et toute personne morale ou construction juridique détenant directement ou indirectement une participation dans une personne morale sont tenues de fournir à la personne morale, sur demande ou non, les informations et pièces justificatives requises pour l'identification des bénéficiaires effectifs. En cas de changement de bénéficiaires effectifs, ils doivent fournir lesdites informations et pièces dans un délai de trente (30) jours. Tout manquement à cette obligation de transmission doit être déclaré au chef du service des impôts compétent.

Les informations contenues dans le registre des bénéficiaires effectifs et les pièces justificatives relatives à un bénéficiaire effectif doivent être conservées pour une durée minimale de dix (10) ans suivant la fin de l'année au cours de laquelle ce dernier a cessé de l'être, ou suivant la fin de l'année de cessation de la personne morale. L'obligation de conservation du registre incombe aux dirigeants de la personne morale.

Les personnes morales ou, le cas échéant leurs mandataires, sont tenues de déclarer à l'Administration fiscale, au moyen d'un formulaire fourni par elle, les renseignements relatifs à leurs bénéficiaires effectifs :

- a) au moment de la souscription de leur déclaration d'existence, pour les personnes morales soumises à cette obligation en vertu du présent article, ou dans le mois qui suit leur constitution, pour les autres personnes morales;
- b) lors de leur déclaration annuelle de résultat ou de revenus, pour les personnes morales soumises à l'impôt, ou à la date anniversaire de leur constitution, pour les autres personnes morales;
- c) dans les quinze (15) jours qui suivent le moment où les personnes morales ont pris connaissance ou auraient dû prendre connaissance de l'événement qui rend nécessaire la modification des informations sur les bénéficiaires effectifs.

Le contenu des informations relatives à l'identité des bénéficiaires effectifs, ainsi que les modalités et l'étendue du contrôle des personnes morales sont précisées par arrêté du Ministre en charge des finances.

Les personnes morales créées avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions ont jusqu'au 31 décembre 2021 pour se conformer aux dispositions relatives aux renseignements sur les bénéficiaires effectifs. »

« Article 633.III. -

III. Tout changement dans les caractéristiques de l'exploitation ainsi que toutes modifications intervenant dans la propriété effective d'une personne morale fait l'objet d'une déclaration dans les conditions prévues aux I et II du présent article. »

« Article 633.VI. -

III. Les personnes physiques ou morales résidant au Sénégal qui jouent le rôle d'administrateurs ou gestionnaires de fiducies, trusts ou autres constructions juridiques similaires constitués hors du Sénégal, sont tenues de déclarer auprès du Chef du service des Impôts de leur domicile fiscal, dans les vingt (20) jours qui suivent leur nomination:

- l'existence, les termes et le contenu des constructions juridiques de ce type qu'elles gèrent ou administrent ;
- l'identité des personnes mentionnées dans la construction juridique ; et
- l'identité des bénéficiaires effectifs, à savoir l'identité des personnes ayant la qualité de constituants, des trustee, administrateurs ou gestionnaires, des protecteurs le cas échéant, de l'ensemble des bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires et, d'une façon générale, toute autre personne physique qui exerce en dernier lieu un contrôle effectif sur lesdites constructions au sens de la loi n° 2018-03 du 23 février 2018 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Lorsque l'une des personnes ayant l'une des qualités énumérées est une personne morale ou une construction juridique, les bénéficiaires effectifs de celles-ci doivent être identifiés comme bénéficiaire effectif de la construction juridique.

Cette obligation incombe également aux administrateurs, gestionnaires, bénéficiaires ou trustee résidents à l'étranger de constructions juridiques possédant au Sénégal des biens, droits et participations. Dans ce cas, ils désignent un représentant au Sénégal.

Toute modification intervenue dans l'allocation des bénéfices, des biens, droits, ou participations placés dans la construction juridique, tout changement relatif aux personnes mentionnées dans la construction juridique ou aux bénéficiaires effectifs de celle-ci et tout transfert de propriété doivent être déclarés dans le délai de vingt (20) jours.

Les renseignements sur l'identité des bénéficiaires effectifs doivent être consignés dans un registre spécial, tenu à jour de toutes les modifications intervenant dans la

propriété effective de la fiducie, du trust ou de la construction juridique similaire, et présenté à toute réquisition de l'Administration.

Tout bénéficiaire effectif d'une construction juridique ainsi que toute personne morale ou construction juridique mentionnée dans une construction juridique sont tenues de fournir au trustee, administrateur ou gestionnaire, sur demande ou non, les informations et pièces justificatives requises pour l'identification des bénéficiaires effectifs. En cas de changement de bénéficiaires effectifs, ils doivent fournir lesdites informations et pièces dans un délai de trente (30) jours. Tout manquement à cette obligation de transmission doit être déclaré au chef du service des impôts compétent.

Les informations contenues dans le registre des bénéficiaires effectifs et les pièces justificatives relatives à un bénéficiaire effectif doivent être conservées pour une durée minimale de dix (10) ans suivant la fin de l'année au cours de laquelle ce dernier a cessé de l'être, ou suivant la fin de l'année de cessation de la fiducie, du trust ou de la construction juridique similaire. L'obligation de conservation du registre incombe aux administrateurs de la construction juridique résidants au Sénégal ou au représentant des administrateurs au Sénégal lorsque ceux-ci résident à l'étranger.

Les administrateurs de la construction juridique résidants au Sénégal ou les représentants des administrateurs au Sénégal lorsque ceux-ci résident à l'étranger ont jusqu'au 31 décembre 2021 pour se conformer aux présentes dispositions. »

Texte de l'article 58 :

Les dispositions de l'article 667 III. d) du Code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 667 III.-
d)*

1. Les manquements à l'obligation d'identification prévue au a) de l'article 31.9 sont sanctionnés par une amende de 5.000.000 CFA par compte. La même sanction s'applique aux manquements à l'obligation de déclaration prévue au b) de l'article 31.9, y compris en cas de déclaration tardive ou de déclaration incomplète, insuffisante ou erronée.

2. Les personnes physiques ou entités qui en qualité de titulaires de compte ne communiquent pas aux institutions financières l'auto-certification permettant d'établir leurs résidences fiscales et, le cas échéant, celles des personnes physiques qui les contrôlent, conformément à l'article 31.10 sont sanctionnées par une amende de 10.000.000 FCFA par titulaire de compte. La même sanction s'applique également en cas de communication d'une auto-certification incomplète, insuffisante ou erronée.

Le fait pour un titulaire de compte ou une personne physique qui le contrôle d'auto-certifier délibérément des renseignements erronés constitue un faux passible des sanctions prévues aux articles 135 et 136 du Code pénal.

3. Le défaut de conservation des renseignements et documents prévus au c) de l'article 31.9, est sanctionné par une amende de 3.000.000 FCFA par année et par compte soumis à déclaration. Pour l'application de cette disposition, le non-respect de la durée de conservation prévue audit article est assimilé au défaut de conservation.

4. Si une personne physique ou une entité, y compris un intermédiaire ou un prestataire de services, conclut un arrangement ou adopte une pratique dont au moins, un but peut raisonnablement être considéré comme étant d'éviter l'une des obligations prévues aux articles 31.9 et 31.10, l'arrangement ou la pratique est réputé inexistant et les obligations prévues auxdits articles s'appliquent. La personne physique ou l'entité est en outre sanctionnée par une amende de 15.000.000 FCFA. »

ARTICLE 59 : Dispositions relatives à la déconcentration de l'ordonnancement

Exposé des motifs

Les Ministres et les Présidents d'institutions constitutionnelles sont ordonnateurs principaux des crédits des programmes, dotations, et comptes spéciaux du trésor de leur ministère ou de leur institution.

Toutefois, à titre transitoire, aux fins de permettre l'achèvement du processus de mutation organisationnelle et de transfert de compétences entre les différents acteurs concernés par la déconcentration de l'ordonnancement, il avait été aménagé une phase transitoire qui devrait prendre fin le 31 décembre 2020.

Ce présent article intervient pour proroger jusqu'au 30 avril 2021 ce délai imparti.

Texte de l'article :

La phase transitoire aménagée pour l'entrée en vigueur de la déconcentration de l'ordonnancement, devant initialement échoir le 31 décembre 2020 aux termes des dispositions de l'article 71 du décret portant gestion budgétaire de l'Etat, est prorogée jusqu'au 30 avril 2021. »

« Le Ministre chargé des Finances prendra le cas échéant, les actes subséquents pour fixer les modalités d'apurement des opérations exécutées durant ladite période transitoire.

ARTICLE 60: Disposition relative à l'utilisation des ressources de la taxe sur le ciment pour une prise en charge intégrale des besoins du projet 100 000 logements

Exposé des motifs

Le fonds pour l'habitat social, financé à travers une taxe sur le ciment, a été créé pour garantir les prêts destinés à l'acquisition du logement social et bonifier les taux d'intérêt de ces prêts. Ainsi, il permettra à une bonne partie de la population, aujourd'hui exclue du système bancaire du fait de leurs revenus informels et ou irréguliers, de devenir solvables et éligibles.

Ainsi, pour une mise en œuvre effective de ses activités, le Fonds pour l'Habitat Social (FHS) doit être en mesure d'assurer un financement adéquat de tous les maillons du programme des 100 000 logements. Or, la liste des dépenses éligibles dans le décret portant organisation et fonctionnement du FHS, se limitant à la garantie de crédit, constitue un obstacle à l'emploi des ressources de la taxe dédiée pour une prise en charge complète des besoins du projet.

Aussi, conviendrait-il d'élargir le champ couvert par les ressources du FHS.

Texte de l'article :

Pour la réalisation du programme des cent mille (100 000) logements, les ressources adossées à la taxe spéciale sur le ciment peuvent notamment couvrir les dépenses suivantes :

- les frais induits par les opérations de garantie et de bonification pour l'acquisition d'un logement social ;
- les transferts pour la réalisation des travaux d'aménagement, de voiries et de réseaux divers (VRD) par la Société d'aménagement foncier et de rénovation urbaine (SAFRU) ;
- les impenses et les charges liées au balisage, au recensement, à la prise de possession ou à la sécurisation des assiettes foncières pour la réalisation du programme ;
- les avances de court terme au profit des sociétés publiques intervenant dans la construction de logements ;
- les dépôts d'atténuation de risque sur les contrats individuels de location-vente ;
- les prises de participation directe ou indirecte et les apports en compte courant d'associés dans toutes sociétés chargées de promouvoir la location-vente ;
- les prises de participation directe ou indirecte ou les apports en compte courant d'associés dans toutes sociétés de l'écosystème de fourniture de biens et services du projet 100 000 logements, notamment celles concourant au contenu local.

La liste, visée à l'alinéa premier, pourra être complétée, autant que de besoin, par arrêté du Ministre chargé des finances, sous réserve de ratification à la plus prochaine loi de finances.

Telle est l'économie de l'exposé des motifs par article du présent projet de loi.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

.....
UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI

Loi n° 2021-29 **portant loi de finances** **rectificative pour l'année** **2021**

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du jeudi 24 juin 2021 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

TITRE PREMIER. - dispositions relatives aux ressources et charges de l'Etat

A.- Dispositions relatives aux ressources

Article premier modifié.- Prévision et autorisation des recettes du budget général

« I- Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à la somme de 2 742 526 030 000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II- Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 291 953 000 000 FCFA.

III- Les recettes totales du budget général sont ainsi prévus, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 3 034 479 030 000 FCFA. »

Article 2 modifié. - Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

« I- Pour l'année 2021, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1 912 620 970 000 FCFA et correspondent aux autorisations sollicitées du Parlement pour intervenir sur les marchés.

II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et/ou internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »

B.- Dispositions relatives aux charges

B1 Budget général

Article 5 modifié. - Les dépenses du budget général

« I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 3 851 500 000 000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- | | |
|-----------------------------|----------------------|
| - Intérêts et commissions : | 321 740 000 000 FCFA |
| - Dépenses de personnel : | 904 900 000 000 FCFA |

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

A – Dispositions relatives aux ressources

ARTICLE PREMIER MODIFIE : Prévision et autorisation des recettes du budget général

« I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à la somme de 2 742 526 030 000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 291 953 000 000 FCFA.

III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 3 034 479 030 000 FCFA ».

ARTICLE 2 MODIFIE : Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

« I- Pour l'année 2021, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1 912 620 970 000 FCFA et correspondent aux autorisations sollicitées du Parlement pour intervenir sur les marchés.

II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et/ou internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »

B – Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

ARTICLE 5 MODIFIE : Les dépenses du budget général

« I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 3 851 500 000 000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

<i>- Intérêts et commissions :</i>	<i>321 740 000 000 FCFA</i>
<i>- Dépenses de personnel :</i>	<i>904 900 000 000 FCFA</i>

- *Autres dépenses courantes* : 1 099 860 000 000 FCFA
- *Dépenses en capital* : 1 525 000 000 000 FCFA

II - Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 9 760 827 892 191 FCFA réparties par catégorie comme suit :

- *Intérêts et commissions* : 321 740 000 000 FCFA
- *Dépenses de personnel* : 904 900 000 000 FCFA
- *Autres dépenses courantes* : 1 100 310 000 000 FCFA
- *Dépenses en capital* : 7 433 877 892 191 FCFA

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

ARTICLE 11 MODIFIE : Evaluation des charges de trésorerie

« Pour l'année 2021, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1 912 620 970 000 FCFA ».

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 12 : Equilibre budgétaire et financier

« I- Pour la loi de finances rectificative de l'année 2021, les prévisions de ressources et les plafonds de charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :

RUBRIQUES	LFI 2021	LFR	ECART LFI 2021/LFR	
I. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	2 564,5	2 564,5	-	0,0%
Recettes non fiscales	133,5	118,0	- 15,5	-11,6%
Recettes exceptionnelles	60,0	60,0	-	0,0%
Total recettes internes	2 758,0	2 742,5	- 15,5	-0,6%
Tirages sur Dons en capital (projet)	268,0	228,0	- 40,0	-14,9%
Dons budgétaires	64,0	64,0	-	0,0%
Total recettes externes	332,0	292,0	- 40,0	-12,0%
RECETTES BUDGET GENERAL	3 090,0	3 034,5	- 55,5	-1,8%
RECETTES CST				
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
RECETTES CST	136,0	136,0	-	0,0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3 225,9	3 170,4	- 55,5	-1,7%
Intérêts de la dette	327,0	321,7	- 5,3	-1,6%
Dépenses de personnel	904,9	904,9	-	0,0%
Acquisitions de biens et services et transferts ca	1 007,0	1 099,9	92,9	9,2%
Total dépenses courantes	2 238,9	2 326,5	87,6	3,9%
Dépenses capital sur ress. internes	751,0	741,0	- 10,0	-1,3%
Investissements sur ressources externes	844,0	784,0	- 60,0	-7,1%
Total dépenses d'investissement	1 595,0	1 525,0	- 70,0	-4,4%
DEPENSES BUDGET GENERAL	3 833,9	3 851,5	17,6	0,5%
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
DEPENSES CST	136,0	136,0	-	0,0%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	3 969,9	3 987,5	17,6	0,4%
Salde budgétaire global	743,9	817,0	73,1	9,8%
PIB Deficit	5%	5,4%		

« II - Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 1 912 620 970 000 FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

ARTICLE 13 MODIFIE : Approbation du tableau de financement

« Le tableau de financement de la présente loi de finances rectificative 2021 est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur. »

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFI 2021	LFR 2021	ECART LFI 2020/LFI 2021	
<i>Amortissement de la dette</i>	619,3	557,1	- 62,2	-10%
<i>Financement déficit</i>	743,9	817,0	73,1	10%
<i>Rachat Eurobonds</i>		508,5		
<i>Déficit OPEX</i>		30,0		
Total remboursement	1 363,2	1 912,6	549,4	40%
Couverture du besoin de financement				
<i>Emprunts projets</i>	576,0	556,0	- 20,0	-3,5%
<i>emprunts programmes</i>	103,0	292,0	187,0	178,1%
<i>Autres emprunts</i>	682,2	1 064,6	382,4	56,1%
Total tirages	1 361,2	1 912,6	549,4	40%
Déficit	743,9	817,0	73,1	
PIB	14 991	14 999		
Déficit	-5%	-5,4%		

DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

B. 1 Programmes du Budget général

ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 8 975 611 680 062 FCFA et 3 105 087 954 847 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses ».

B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

ARTICLE 16 MODIFIE : Dotations des institutions

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 177 938 845 500 FCFA et 143 634 678 524 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégorie de dépenses. »

ARTICLE 17 MODIFIE : Dotation des charges communes

« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021 au titre des charges communes est fixé à la somme de 285 537 366 629 FCFA ».

« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 281 037 366 629 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie de dépenses ».

A. 3 – Dotation intérêts de la dette publique

ARTICLE 18 MODIFIE : charges financières de la dette

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges financières de la dette publique, sont révisés à 321 740 000 000 FCFA conformément à l'annexe II représentant la répartition par catégories de dépenses ».

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 25 MODIFIE : Disposition abrogeant l'article 25 de la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020 portant loi de finances pour l'année 2021

« Les dispositions de l'article 25 de la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année 2021 sont abrogées ».

ARTICLES 45,46,47,48,49,50,51,52,53,54,55,56,57 et 58 : Modification de certaines dispositions du Code général des Impôts

ARTICLE 45 :

Les dispositions du quatrième alinéa du I de l'article 667 du Code général des Impôts sont supprimées.

ARTICLE 46

L'intitulé « CHAPITRE IX Taxe sur les produits pétroliers » qui vient après l'article 442 du Code susvisé est remplacé par l'intitulé « CHAPITRE X : Taxe sur les produits pétroliers ».

ARTICLE 47 :

L'intitulé « CHAPITRE X : Taxe sur les sachets, conditionnements ou emballages non récupérables » qui vient après l'article 444 du Code susvisé est remplacé par l'intitulé « CHAPITRE XI : Taxe sur les sachets, conditionnements ou emballages non récupérables ».

ARTICLE 48 :

L'intitulé « CHAPITRE XI : Taxe sur les produits textiles » qui vient après l'article 444 ter du Code susvisé est remplacé par l'intitulé « CHAPITRE XII : Taxe sur les produits textiles ».

ARTICLE 49 :

Il est inséré après l'article 442 du Code susvisé un « CHAPITRE IX » intitulé « Taxe sur les Bouillons alimentaires ».

ARTICLE 50 :

Il est inséré après le « CHAPITRE IX intitulé « Taxe sur les Bouillons alimentaires », les articles 442 bis, 442 ter et 442 quater ainsi rédigés :

« Article 442 bis. - Il est institué au profit du Budget de l'Etat une Taxe sur les Bouillons alimentaires ».

SECTION I : Champ d'application

« Article 442 ter.- La taxe s'applique aux bouillons alimentaires produits ou importés au Sénégal, pour une utilisation directe en cuisson ou assaisonnement.

Les bouillons alimentaires sont des préparations obtenues à partir de chlorure de sodium, de substances riches en protéines ou leurs extraits et/ ou hydrolysats, ou de substances à base de végétaux avec ou addition d'exhausteurs de goûts, de substances aromatisantes, de matières grasses comestibles, d'épices de leurs extraits naturels ou distillats et de toute autre denrée alimentaire visant à améliorer la sapidité.
»

SECTION II : Taux

« Article 442 quater.- Le taux de la Taxe sur les Bouillons alimentaires est de 15%.

ARTICLE 51 :

Il est ajouté à l'article 31 du Code susvisé les points 10 et 11 ainsi rédigés :

« Article 31-

10.

À compter du 1^{er} Janvier 2022, sauf lorsque les institutions financières ne sont pas tenues de les recueillir, les personnes physiques ou les entités qui ouvrent des comptes financiers auprès des institutions financières sont tenues de remettre une auto-certification permettant d'établir leurs résidences fiscales et, le cas échéant, une auto-certification permettant d'établir les résidences fiscales des personnes physiques qui les contrôlent.

Les modalités d'application de la présente disposition sont précisées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »

« Article 31--

11.

Les renseignements recueillis par l'administration fiscale auprès des organismes visés à l'article 31.9 peuvent être communiqués aux administrations fiscales des pays ayant conclu avec le Sénégal des conventions permettant un échange automatique de renseignements sur les comptes financiers à des fins fiscales, dans les conditions prévues par lesdites conventions. »

ARTICLE 52 :

Il est ajouté à l'article 556 du Code susvisé un point 5 ainsi rédigé :

« Article 556.-

5.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »

ARTICLE 53 :

Il est ajouté à l'article 667. III du Code susvisé les points e) et f) ainsi rédigés :

« Article 667.III. -

e) Tout manquement à l'une des obligations prévues à l'article 633. I concernant les obligations d'identification, de conservation, de transmission et de déclaration des renseignements relatifs aux bénéficiaires effectifs est sanctionné par une amende de 10.000.000 FCFA. L'amende est due autant de fois qu'il y a de documents ou renseignements demandés et non produits, omis, incomplets ou inexacts. »

« Article 667.III. -

f) Tout manquement à l'une des obligations prévues à l'article 633. VI concernant les obligations d'identification, de conservation, de transmission et de déclaration des renseignements relatifs aux personnes mentionnées dans les constructions juridiques, aux bénéficiaires effectifs ainsi qu'aux actifs placés dans la construction juridique est sanctionné par une amende de 10.000.000 FCFA. L'amende est due autant de fois qu'il y a de documents ou renseignements demandés et non produits, omis, incomplets ou inexacts. »

ARTICLE 54 :

Les dispositions du point 9 de l'article 31 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 31.

9.-

a) Les institutions financières, y compris les établissements de crédit et organismes assimilés, les entreprises d'assurance et de réassurance, sont tenues d'identifier les renseignements relatifs aux résidences fiscales de tous les titulaires de comptes financiers et, le cas échéant, de toutes les personnes physiques qui contrôlent ces derniers.

b) Elles communiquent à l'administration fiscale, au moyen d'une déclaration conforme au modèle prescrit par elle, tous les renseignements requis pour l'application des conventions conclues par le Sénégal permettant un échange automatique de renseignements sur les comptes financiers à des fins fiscales et, s'il y a lieu, l'absence de renseignement.

Cette déclaration contient notamment les renseignements relatifs à l'identification des titulaires de comptes financiers et, le cas échéant, celle des personnes physiques qui

contrôlent ces derniers, ainsi que les renseignements financiers afférents à ces comptes, y compris les revenus de capitaux mobiliers, les soldes des comptes, la valeur de rachat des contrats d'assurance et de rente, des bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature, et le produit des cessions ou rachats d'actifs financiers.

c) Les institutions financières sont, en outre, tenues de conserver les registres des actions engagées pour satisfaire aux obligations mentionnées au présent article ainsi que les pièces justificatives, auto-certifications et autres éléments probants utilisés à cette fin pendant une période de dix ans suivant la fin de la période au cours de laquelle elles doivent communiquer les renseignements requis en vertu du b) du 9 présent article.

d) Les obligations prévues au 9 du présent article sont précisées par arrêté du Ministre en charge des Finances.

ARTICLE 55 :

Les dispositions du point 6 de l'article 220 bis du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 220 bis.-

6.

Les modalités d'application du prélèvement de conformité fiscale sont fixées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »

ARTICLE 56 :

Les dispositions de l'article 516 du Code susvisé relatives au « Pari mutuel » sont modifiées comme suit :

« Article 516.-

Les tickets de pari mutuel sur les hippodromes et hors hippodromes, les bulletins de loto, les jeux de hasard et de pronostics diffusés sur des supports écrits ou audiovisuels, sont frappés d'un droit de timbre de 7% sur le montant des sommes engagées dans une course ou un même jeu.

Le montant de ce droit est retenu à la source par la personne organisatrice, sous sa propre responsabilité. Il devra être versé dans les 15 premiers jours du mois suivant celui où la retenue a été opérée, au niveau du bureau de recouvrement compétent. »

ARTICLE 57 :

Les dispositions des points I, III et VI de l'article 633 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 633.I. -

I. Tout contribuable doit souscrire une déclaration d'existence dans les vingt (20) jours qui suivent celui de l'ouverture de son établissement ou du commencement de son exploitation.

La déclaration d'existence est adressée au chef du service des impôts compétent par lettre recommandée en double exemplaire.

Elle doit indiquer notamment, les prénoms et nom ou la raison sociale, l'adresse et la profession du contribuable, et s'il y a lieu, le numéro de ses comptes courants bancaires et postaux, ainsi que l'emplacement de son ou de ses établissements de production et de ses magasins de vente.

La déclaration doit être accompagnée, le cas échéant d'une copie des statuts de l'entreprise, du registre de commerce, du bail commercial ou professionnel ou de tout autre titre justificatif de l'occupation.

Les personnes morales sont, quelles que soient leur forme et leur activité, qu'elles soient ou non soumises à l'impôt, tenues d'identifier leurs bénéficiaires effectifs et de tenir un registre à cet effet à leur siège au Sénégal.

Le registre des bénéficiaires effectifs contient les informations exactes et actualisées relatives à :

- d) l'identité des bénéficiaires effectifs;**
- e) la nature, les modalités et l'étendue du contrôle exercé sur la personne morale;**
- f) la date à laquelle la ou les personnes physiques sont devenues, ou ont cessé d'être, des bénéficiaires effectifs de la personne morale.**

L'expression « bénéficiaires effectifs » d'une personne morale désigne :

a) les personnes physiques qui, en dernier lieu, détiennent directement ou indirectement, plus de 25% des parts, actions ou droits de vote de la personne morale ou celles qui, par tout autre moyen, exercent un contrôle effectif sur la personne morale ; ou à défaut et exceptionnellement,

b) la personne physique qui occupe directement ou indirectement la position de dirigeant principal de la personne morale lorsqu'aucune personne physique mentionnée ci-dessus n'est identifiée comme bénéficiaire effectif.

Concernant les entreprises intervenant dans la chaîne de valeur du secteur extractif visées par le Décret n° 2020-791 du 19 mars 2020 relatif au Registre des Bénéficiaires effectifs, le degré de détention des parts, actions ou droits de vote visé au a) est fixé à 2%.

Tout bénéficiaire effectif d'une personne morale et toute personne morale ou construction juridique détenant directement ou indirectement une participation dans une personne morale sont tenues de fournir à la personne morale, sur demande ou non, les informations et pièces justificatives requises pour l'identification des bénéficiaires effectifs. En cas de changement de bénéficiaires effectifs, ils doivent fournir lesdites informations et pièces dans un délai de trente (30) jours. Tout manquement à cette obligation de transmission doit être déclaré au chef du service des impôts compétent.

Les informations contenues dans le registre des bénéficiaires effectifs et les pièces justificatives relatives à un bénéficiaire effectif doivent être conservées pour une durée minimale de dix (10) ans suivant la fin de l'année au cours de laquelle ce dernier a cessé de l'être, ou suivant la fin de l'année de cessation de la personne morale. L'obligation de conservation du registre incombe aux dirigeants de la personne morale.

Les personnes morales ou, le cas échéant leurs mandataires, sont tenues de déclarer à l'Administration fiscale, au moyen d'un formulaire fourni par elle, les renseignements relatifs à leurs bénéficiaires effectifs :

- d) au moment de la souscription de leur déclaration d'existence, pour les personnes morales soumises à cette obligation en vertu du présent article, ou dans le mois qui suit leur constitution, pour les autres personnes morales;*
- e) lors de leur déclaration annuelle de résultat ou de revenus, pour les personnes morales soumises à l'impôt, ou à la date anniversaire de leur constitution, pour les autres personnes morales;*
- f) dans les quinze (15) jours qui suivent le moment où les personnes morales ont pris connaissance ou auraient dû prendre connaissance de l'événement qui rend nécessaire la modification des informations sur les bénéficiaires effectifs.*

Le contenu des informations relatives à l'identité des bénéficiaires effectifs, ainsi que les modalités et l'étendue du contrôle des personnes morales sont précisées par arrêté du Ministre en charge des finances.

Les personnes morales créées avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions ont jusqu'au 31 décembre 2021 pour se conformer aux dispositions relatives aux renseignements sur les bénéficiaires effectifs. »

« Article 633.III. -

III. Tout changement dans les caractéristiques de l'exploitation ainsi que toutes modifications intervenant dans la propriété effective d'une personne morale fait l'objet d'une déclaration dans les conditions prévues aux I et II du présent article. »

« Article 633.VI. -

VI. Les personnes physiques ou morales résidant au Sénégal qui jouent le rôle d'administrateurs ou gestionnaires de fiducies, trusts ou autres constructions juridiques similaires constitués hors du Sénégal, sont tenues de déclarer auprès du Chef du service des Impôts de leur domicile fiscal, dans les vingt (20) jours qui suivent leur nomination:

- l'existence, les termes et le contenu des constructions juridiques de ce type qu'elles gèrent ou administrent ;
- l'identité des personnes mentionnées dans la construction juridique ; et
- l'identité des bénéficiaires effectifs, à savoir l'identité des personnes ayant la qualité de constituants, des trustee, administrateurs ou gestionnaires, des protecteurs le cas échéant, de l'ensemble des bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires et, d'une façon générale, toute autre personne physique qui exerce en dernier lieu un contrôle effectif sur lesdites constructions au sens de la loi n° 2018-03 du 23 février 2018 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Lorsque l'une des personnes ayant l'une des qualités énumérées est une personne morale ou une construction juridique, les bénéficiaires effectifs de celles-ci doivent être identifiés comme bénéficiaire effectif de la construction juridique.

Cette obligation incombe également aux administrateurs, gestionnaires, bénéficiaires ou trustee résidents à l'étranger de constructions juridiques possédant au Sénégal des biens, droits et participations. Dans ce cas, ils désignent un représentant au Sénégal.

Toute modification intervenue dans l'allocation des bénéfices, des biens, droits, ou participations placés dans la construction juridique, tout changement relatif aux personnes mentionnées dans la construction juridique ou aux bénéficiaires effectifs de celle-ci et tout transfert de propriété doivent être déclarés dans le délai de vingt (20) jours.

Les renseignements sur l'identité des bénéficiaires effectifs doivent être consignés dans un registre spécial, tenu à jour de toutes les modifications intervenant dans la propriété effective de la fiducie, du trust ou de la construction juridique similaire, et présenté à toute requisition de l'Administration.

Tout bénéficiaire effectif d'une construction juridique ainsi que toute personne morale ou construction juridique mentionnée dans une construction juridique sont tenues de fournir au trustee, administrateur ou gestionnaire, sur demande ou non, les informations et pièces justificatives requises pour l'identification des bénéficiaires effectifs. En cas de changement de bénéficiaires effectifs, ils doivent fournir lesdites informations et pièces dans un délai de trente (30) jours. Tout manquement à cette obligation de transmission doit être déclaré au chef du service des impôts compétent.

Les informations contenues dans le registre des bénéficiaires effectifs et les pièces justificatives relatives à un bénéficiaire effectif doivent être conservées pour une durée minimale de dix (10) ans suivant la fin de l'année au cours de laquelle ce dernier a cessé de l'être, ou suivant la fin de l'année de cessation de la fiducie, du trust ou de la construction juridique similaire. L'obligation de conservation du registre incombe aux administrateurs de la construction juridique résidants au Sénégal ou au représentant des administrateurs au Sénégal lorsque ceux-ci résident à l'étranger.

Les administrateurs de la construction juridique résidants au Sénégal ou les représentants des administrateurs au Sénégal lorsque ceux-ci résident à l'étranger ont jusqu'au 31 décembre 2021 pour se conformer aux présentes dispositions. »

ARTICLE 58 :

Les dispositions de l'article 667 III. d) du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 667 III.-

d)

1. Les manquements à l'obligation d'identification prévue au a) de l'article 31.9 sont sanctionnés par une amende de 5.000.000 CFA par compte. La même sanction s'applique aux manquements à l'obligation de déclaration prévue au b) de l'article 31.9, y compris en cas de déclaration tardive ou de déclaration incomplète, insuffisante ou erronée.

2. Les personnes physiques ou entités qui en qualité de titulaires de compte ne communiquent pas aux institutions financières l'auto-certification permettant d'établir leurs résidences fiscales et, le cas échéant, celles des personnes physiques qui les contrôlent, conformément à l'article 31.10 sont sanctionnées par une amende de 10.000.000 FCFA par titulaire de compte. La même sanction s'applique également en cas de communication d'une auto-certification incomplète, insuffisante ou erronée.

Le fait pour un titulaire de compte ou une personne physique qui le contrôle d'auto-certifier délibérément des renseignements erronés constitue un faux passible des sanctions prévues aux articles 135 et 136 du Code pénal.

3. Le défaut de conservation des renseignements et documents prévus au c) de l'article 31.9, est sanctionné par une amende de 3.000.000 FCFA par année et par compte soumis à déclaration. Pour l'application de cette disposition, le non-respect de la durée de conservation prévue audit article est assimilé au défaut de conservation.

4. Si une personne physique ou une entité, y compris un intermédiaire ou un prestataire de services, conclut un arrangement ou adopte une pratique dont au moins, un but peut raisonnablement être considéré comme étant d'éviter l'une des obligations

prévues aux articles 31.9 et 31.10, l'arrangement ou la pratique est réputé inexistant et les obligations prévues auxdits articles s'appliquent. La personne physique ou l'entité est en outre sanctionnée par une amende de 15.000.000 FCFA. »

ARTICLE 59 : Dispositions relatives à la déconcentration de l'ordonnancement

La phase transitoire aménagée pour l'entrée en vigueur de la déconcentration de l'ordonnancement, devant initialement échoir le 31 décembre 2020 aux termes des dispositions de l'article 71 du décret portant gestion budgétaire de l'Etat, est prorogée jusqu'au 30 avril 2021. »

« Le Ministre chargé des Finances prendra le cas échéant, les actes subséquents pour fixer les modalités d'apurement des opérations exécutées durant ladite période transitoire.

ARTICLE 60: Disposition relative à l'utilisation des ressources de la taxe sur le ciment pour une prise en charge intégrale des besoins du projet 100 000 logements

Pour la réalisation du programme des cent mille (100 000) logements, les ressources adossées à la taxe spéciale sur le ciment peuvent notamment couvrir les dépenses suivantes :

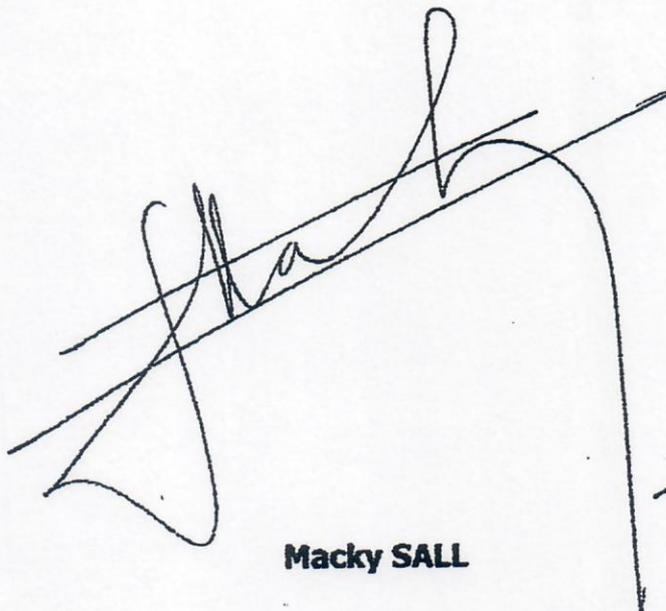
- *les frais induits par les opérations de garantie et de bonification pour l'acquisition d'un logement social ;*
- *les transferts pour la réalisation des travaux d'aménagement, de voiries et de réseaux divers (VRD) par la Société d'aménagement foncier et de rénovation urbaine (SAFRU) ;*
- *les impenses et les charges liées au balisage, au recensement, à la prise de possession ou à la sécurisation des assiettes foncières pour la réalisation du programme ;*
- *les avances de court terme au profit des sociétés publiques intervenant dans la construction de logements ;*
- *les dépôts d'atténuation de risque sur les contrats individuels de location-vente ;*
- *les prises de participation directe ou indirecte et les apports en compte courant d'associés dans toutes sociétés chargées de promouvoir la location-vente ;*
- *les prises de participation directe ou indirecte ou les apports en compte courant d'associés dans toutes sociétés de l'écosystème de fourniture de biens et services du projet 100 000 logements, notamment celles concourant au contenu local.*

La liste, visée à l'alinéa premier, pourra être complétée, autant que de besoin, par arrêté du Ministre chargé des finances, sous réserve de ratification à la plus prochaine loi de finances.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

05 juillet 2021

Fait à Dakar, le

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Macky SALL', is written over a diagonal line. The signature is stylized and somewhat abstract.

Macky SALL

**ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE**

En millions de FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LF1 2021	ECARTS LF1 2021/LFI 2021	TAUX ECART
ARTICLE 71 - RECETTES FISCALES			0	
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	316 695 186	305 074 277	-11 620 909	-3,7%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	384 926 513	409 579 291	24 652 778	6,4%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	37 388 234	49 500 000	12 111 766	32,4%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	0	0	0	
TOTAL IMPOTS DIRECTS	739 009 934	764 153 568	25 143 634	3,4%
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes Intérieures sur les biens et services	1 270 753 276	1 239 271 248	-31 482 027	-2,5%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	52 170 728	52 170 728	0	0,0%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	319 881 566	331 916 355	12 034 789	3,8%
Paragraphe 0718 - Droits et taxes à l'exportation	0	0	0	
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales	182 676 399	176 960 002	-5 696 397	-3,1%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS ET DROITS DE PORTE (0715 à 0719)	1 825 481 969	1 800 338 333	-25 143 636	-1,4%
071 - TOTAL RECETTES FISCALES	2 564 491 903	2 564 491 901	-2	0,0%
ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES			0	
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	67 731 775	67 731 775	0	0,0%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	0	0	0	
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	0	0	0	
Paragraphe 0724 - Produits financiers	58 567 034	43 067 034	-15 500 000	-26,5%
Paragraphe 0725 - Autres recettes non fiscales	7 235 320	7 235 320	0	0,0%
072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES	133 534 130	118 034 130	-15 500 000	-11,6%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	2 698 026 032	2 682 526 030	-15 500 002	-0,6%
075 - RECETTES EXCEPTIONNELLES	60 000 000	60 000 000	0	0,0%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	0	0	0	
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	0	0	0	
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	0	0	0	
0176 AUTRES EMPRUNTS INTERIEURS	0	0	0	
017 AUTRES EMPRUNTS****	0	0	0	
TOTAL ARTICLES 75, 729, 14, 16 et 17	60 000 000	60 000 000	0	0,0%
TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 25 - 14 - 16 et 17)	2 758 026 032	2 742 526 030	-15 500 002	-0,6%
011 - DONS PROJETS ET LEGS	268 000 000	228 000 000	-40 000 000	-14,9%
074 - DONS PROGRAMMES	64 000 000	63 953 000	-47 000	-0,1%
017 AUTRES EMPRUNTS	0	0	0	
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, 15, 17 et 74)	332 000 000	291 953 000	-40 047 000	-12,1%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL	3 090 026 032	3 034 479 030	-55 547 002	-1,8%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	135 950 000	135 950 000	0	0,0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)	3 225 976 032	3 170 429 030	-55 547 002	-1,7%

ANNEXE II : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

République du Sénégal



Un Peuple Un But Une Foi

Première Loi de Finances Rectificative 2021

TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL DES CREDITS AE/CP INSCRITS PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits LFR 2021		Crédits AE/CP inscrits dans la LFR		ECART						
			AE	CP	DOTATION AE	DOTATION CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%			
Budget général	Ressources internes	FONDS PROPRES (TREASOR)	1 Charges financières de la dette	327 000 000 000	327 000 000 000	327 000 000 000	327 000 000 000	-3 250 000 000	-1,0	-3 250 000 000	-1,0		
			2 Dépenses de personnel	603 000 000 000	603 000 000 000	603 000 000 000	603 000 000 000	0	0	0	0		
			3 Acquisition de biens et services	347 920 400 410	347 920 400 410	347 920 400 410	347 920 400 410	-20 310 162 037	-7,5	-20 310 162 037	-7,5		
			4 Transferts courants	680 000 000 000	680 000 000 000	777 100 000 100	777 100 000 100	110 170 162 037	17,0	110 170 162 037	17,0		
			5 Investissements exécutés par l'Etat	1 707 407 104 010	367 000 000 000	1 350 000 000 000	100 000 000 000	-371 230 604 700	-10,1	-400 000 000 000	-10,0		
			6 Transferts en capital	740 000 000 000	300 000 000 000	0	0	170 000 000 000	24,0	140 000 000 000	20,0		
	Total FONDS PROPRES (TREASOR)			4 777 000 000 000	2 000 000 000 000	4 777 000 000 000	2 000 000 000 000	-4 500 000 000	-0,9	-4 500 000 000	-0,9		
	Total Ressources internes			4 777 000 000 000	2 000 000 000 000	4 777 000 000 000	2 000 000 000 000	-4 500 000 000	-0,9	-4 500 000 000	-0,9		
	Ressources extérieures	DON OU SUBVENTION	7 Investissements exécutés par l'Etat	100 000 000 000	200 000 000 000	0	0	-100 000 000 000	-10,0	-200 000 000 000	-10,0		
			8 Transferts en capital	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0		
Total DON OU SUBVENTION			103 000 000 000	203 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	-97 000 000 000	-9,0	-197 000 000 000	-9,0			
Total Ressources extérieures			103 000 000 000	203 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	-97 000 000 000	-9,0	-197 000 000 000	-9,0			
Total Budget GEN			4 880 000 000 000	2 203 000 000 000	4 880 000 000 000	2 003 000 000 000	-4 997 000 000	-0,1	-4 997 000 000	-0,1			
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources internes	FONDS PROPRES (TREASOR)	2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0	0	0		
			3 Acquisition de biens et services	0	0	0	0	-110 000 000	-10,0	-110 000 000	-10,0		
			4 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0		
			5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	110 000 000	0,0	110 000 000	0,0		
			Total FONDS PROPRES (TREASOR)			0	0	0	0	0	0	0	0
			Total Ressources internes			0	0	0	0	0	0	0	0
Total Budget CST			0	0	0	0	0	0	0	0			
TOTAL GENERAL			4 880 000 000 000	2 203 000 000 000	4 880 000 000 000	2 003 000 000 000	-4 997 000 000	-0,1	-4 997 000 000	-0,1			

ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

República de Colombia



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

Ministerio/Departamento	Programa	Presupuesto General de Ingresos y Gastos		Presupuesto de Ingresos y Gastos							
		AI	CI	AI	CI	AI	CI	AI	CI	AI	CI
		VAL. MUS.	%	VAL. MUS.	%	VAL. MUS.	%	VAL. MUS.	%	VAL. MUS.	%
10 Estado Poblacion	10001 Estado Poblacion (Instituto de estadística)	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000
	Total Prog. 10001	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000
	Total Sección 10	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000
	Total Programa 10	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000
	Total Sección 10	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000
20 Administracion Nacional	20001 Fideicomisos de Ingresos y Gastos	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000
	Total Prog. 20001	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000
	Total Sección 20	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000
	Total Programa 20	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000
	Total Sección 20	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000	327 000 000

La República de Colombia



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABIEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AECF PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Niveau de l'administration (budget)	Programme	Catégorie de dépenses	Budget			Ressources internes et ressources extérieures			Calculs de dépenses			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Préfinancement LFI 2021 - Opération Initiale			1-2-3-4-5-6			
			AE	CP	CP	AE	CP	CP	VAE	AE	UE	VAL
2000 Comptes Constitutionnels		2 Dépenses de personnel	540 122 400	540 122 400	540 122 400	540 122 400	0	0	0	0	0	0
		3 Transferts courants	780 000 000	780 000 000	780 000 000	780 000 000	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 0000	1 320 122 400	1 320 122 400	1 320 122 400	1 320 122 400	0	0	0	0	0	0
		Total Section 20	1 320 122 400	1 320 122 400	1 320 122 400	1 320 122 400	0	0	0	0	0	0
21 Cour Suprême		2 Dépenses de personnel	1 014 240 000	1 014 240 000	1 014 240 000	1 014 240 000	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 0007	2 014 240 000	2 014 240 000	2 014 240 000	2 014 240 000	0	0	0	0	0	0
		Total Section 21	2 014 240 000	2 014 240 000	2 014 240 000	2 014 240 000	0	0	0	0	0	0
22 Cour des Comptes		2 Dépenses de personnel	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	3 200 000 000	3 200 000 000	3 200 000 000	3 200 000 000	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 0008	4 200 000 000	4 200 000 000	4 200 000 000	4 200 000 000	0	0	0	0	0	0
		Total Section 22	4 200 000 000	4 200 000 000	4 200 000 000	4 200 000 000	0	0	0	0	0	0
23 Haut Conseil des Collectivités Territoriales		2 Dépenses de personnel	8 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	14 000 000 000	14 000 000 000	14 000 000 000	14 000 000 000	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 0009	22 000 000 000	22 000 000 000	22 000 000 000	22 000 000 000	0	0	0	0	0	0
		Total Section 23	22 000 000 000	22 000 000 000	22 000 000 000	22 000 000 000	0	0	0	0	0	0
24 Secrétariat Général du Gouvernement (S20)		2 Dépenses de personnel	4 200 000 000	4 200 000 000	4 200 000 000	4 200 000 000	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts en capital	8 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 0010	12 200 000 000	12 200 000 000	12 200 000 000	12 200 000 000	0	0	0	0	0	0
		Total Section 24	12 200 000 000	12 200 000 000	12 200 000 000	12 200 000 000	0	0	0	0	0	0
25 Acquisition de biens et services		3 Acquisition de biens et services	4 200 000 000	4 200 000 000	4 200 000 000	4 200 000 000	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	8 100 000 000	8 100 000 000	8 100 000 000	8 100 000 000	0	0	0	0	0	0
		3 Investissements subventionnés par l'Etat	7 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000	0	0	0	0	0	0
		3 Transferts en capital	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	0	0	0	0	0	0



Première Loi de Finances Rectificative 2021

Tableau Recapitulatif des Crédits ABCP par Ministère/Institution, Programme et Catégorie de Dépense

Ministère/Institution (Section)	Programme	Budget Général et Crédits Spéciaux du Titulaire		Budget Général et Crédits Spéciaux								
		Budget Général		Budget Général		Budget Général		Budget Général		Budget Général		
		AB	CP	AB	CP	AB	CP	AB	CP	AB	CP	
10 Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale	0000 Secrétariat général du Gouvernement (S.G.O.)	Total (Prog. 0000)	20 070 000 000	20 070 000 000	20 070 000 000	20 070 000 000	20 070 000 000	20 070 000 000	20 070 000 000	20 070 000 000	20 070 000 000	
		1 Dépenses de personnel	1 117 200 000	1 117 200 000	1 117 200 000	1 117 200 000	1 117 200 000	1 117 200 000	1 117 200 000	1 117 200 000	1 117 200 000	
		2 Acquisition de biens et services	1 181 000 000	1 181 000 000	1 181 000 000	1 181 000 000	1 181 000 000	1 181 000 000	1 181 000 000	1 181 000 000	1 181 000 000	
		3 Transferts courants	640 000 000	640 000 000	640 000 000	640 000 000	640 000 000	640 000 000	640 000 000	640 000 000	640 000 000	
		4 Investissements réalisés par l'Etat	1 770 000 000	1 770 000 000	1 770 000 000	1 770 000 000	1 770 000 000	1 770 000 000	1 770 000 000	1 770 000 000	1 770 000 000	
11 Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale	2001 Coopération bilatérale et multilatérale	Total (Prog. 2001)	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	
		1 Dépenses de personnel	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	
		2 Acquisition de biens et services	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	
		3 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		4 Investissements réalisés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12 Ministère de l'Économie et des Finances	3002 Préparation de la Déclaration économique	Total (Prog. 3002)	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	
		1 Dépenses de personnel	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	
		2 Acquisition de biens et services	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	
		3 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		4 Investissements réalisés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministerio/Institución (Sector)	Programa	Cargos de personal		Recursos Internos y recursos externos		Categorías de Gastos		Categorías de Gastos	
		Cargos de personal		Recursos Internos y recursos externos		Categorías de Gastos		Categorías de Gastos	
		AE	CP	AE	CP	VAL. ADE	%	VAL. ADE	%
21 Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación	21001 Cooperación con el extranjero	2100101	180 000 000	180 000 000	180 000 000	0	0	0	0
		2100102	3 471 250 000	3 471 250 000	3 471 250 000	-3.0	3 471 250 000	-3.0	
		2100103	51 435 000 000	51 435 000 000	51 435 000 000	-0.6	51 435 000 000	-0.6	
		2100104	2 875 000 000	2 875 000 000	2 875 000 000	0	2 875 000 000	0	
		2100105	2 881 750 000	2 881 750 000	2 881 750 000	0.0	2 881 750 000	0.0	
22 Ministerio de Fomento	22001 Programas coordinados y gestión administrativa	2200101	3 880 000 000	3 880 000 000	3 880 000 000	0.3	10 000 000	0.3	
		2200102	20 700 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	-48.0	13 650 000 000	-20.2	
		2200103	424 000 000	424 000 000	424 000 000	0.0	2 000 000 000	0.0	
		2200104	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	-0.0	10 000 000 000	-0.0	
		2200105	74 000 000 000	74 000 000 000	74 000 000 000	-0.0	10 000 000 000	-0.0	
23001 Gobierno del territorio regional	2300101	230010101	35 127 804 000	35 127 804 000	35 127 804 000	0.1	2 000 750 000	0.1	
		230010102	55 000 000 000	55 000 000 000	55 000 000 000	-0.1	14 151 000 000	-0.1	
		230010103	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	-0.1	14 151 000 000	-0.1	
		230010104	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	-0.1	14 151 000 000	-0.1	
		230010105	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	-0.1	14 151 000 000	-0.1	
23002 Entidad pública en materia de fomento	2300201	230020101	45 000 000 000	45 000 000 000	45 000 000 000	-0.1	14 151 000 000	-0.1	
		230020102	14 000 000 000	14 000 000 000	14 000 000 000	-0.1	14 151 000 000	-0.1	
		230020103	50 000 000 000	50 000 000 000	50 000 000 000	-0.1	14 151 000 000	-0.1	
		230020104	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	-0.1	14 151 000 000	-0.1	
		230020105	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	-0.1	14 151 000 000	-0.1	
23003 Operación de empresas industriales y comerciales	2300301	230030101	100 000 000	100 000 000	100 000 000	-0.1	14 151 000 000	-0.1	
		230030102	100 000 000	100 000 000	100 000 000	-0.1	14 151 000 000	-0.1	
		230030103	100 000 000	100 000 000	100 000 000	-0.1	14 151 000 000	-0.1	
		230030104	100 000 000	100 000 000	100 000 000	-0.1	14 151 000 000	-0.1	
		230030105	100 000 000	100 000 000	100 000 000	-0.1	14 151 000 000	-0.1	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABIEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AB/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Bénéficiaire)	Programme	Catégorie dépenses		Ressources internes et ressources extérieures		Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2021 - Crédits inscrits		BICART		
		Catégorie dépenses		Ressources internes et ressources extérieures		Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2021 - Crédits inscrits		BICART		
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL AB	%	VAL AB
33 Ministère de l'Intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	919 016 000	919 016 000	919 016 000	919 016 000	919 016 000	919 016 000	0	0	0	0
		3 Acquisitions de biens et services	1 810 000 000	1 810 000 000	1 712 843 808	1 712 843 808	1 712 843 808	1 712 843 808	202 843 808	13,4	202 843 808	13,4
		5 Investissements effectués par l'Etat	12 897 200 000	1 282 000 000	15 985 247 488	1 244 747 488	1 244 747 488	1 244 747 488	682 247 488	7,7	-7 852 840	-0,8
		8 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1003	18 826 016 000	4 001 016 000	17 897 247 488	4 249 747 488	4 249 747 488	4 249 747 488	1 195 991 296	7,3	1 195 991 296	7,3
		2 Dépenses de personnel	40 707 882 188	40 707 882 188	40 707 882 188	40 707 882 188	40 707 882 188	40 707 882 188	0	0	0	0
		3 Acquisitions de biens et services	7 688 000 000	7 688 000 000	8 182 882 888	8 182 882 888	8 182 882 888	8 182 882 888	582 882 888	7,3	682 882 888	7,3
		4 Transferts courants	10 688 000 000	10 688 000 000	13 888 000 000	13 888 000 000	13 888 000 000	13 888 000 000	3 000 000 000	28,2	3 000 000 000	28,2
		5 Investissements effectués par l'Etat	87 888 182 878	2 888 000 000	87 888 182 878	2 888 000 000	87 888 182 878	2 888 000 000	-22 211 348	-0,8	-22 211 348	-0,8
		8 Transferts en capital	82 221 000 000	5 000 000 000	70 223 377 248	7 260 000 000	7 260 000 000	7 260 000 000	18 102 377 248	34,7	2 250 000 000	4,8
3010 Sécurité civile	Total Prog. 3010	188 407 882 748	188 407 882 748	188 407 882 748	188 407 882 748	188 407 882 748	188 407 882 748	21 633 888 788	12,6	8 788 481 348	3,4	
		22 211 241 871	22 211 241 871	22 211 241 871	22 211 241 871	22 211 241 871	22 211 241 871	0	0	0	0	
		3 820 000 000	3 820 000 000	3 820 000 000	3 820 000 000	3 820 000 000	3 820 000 000	88 174 214	2,8	88 174 214	2,8	
		1 888 000 000	1 888 000 000	1 888 000 000	1 888 000 000	1 888 000 000	1 888 000 000	0	0	0	0	
		48 888 774 888	5 000 000 000	48 888 774 888	5 000 000 000	48 888 774 888	5 000 000 000	838 030 744	1,7	838 030 744	1,7	
		76 748 618 888	24 748 618 888	48 248 178 788	38 188 441 188	48 248 178 788	38 188 441 188	4 887 883 871	0	4 887 883 871	0	
		4 888 882 000	4 888 882 000	4 888 882 000	4 888 882 000	4 888 882 000	4 888 882 000	8 888 188 188	7,3	8 888 188 188	7,3	
		2 318 888 888	2 318 888 888	2 318 888 888	2 318 888 888	2 318 888 888	2 318 888 888	324 338 841	14,0	324 338 841	14,0	
		10 758 000 000	200 000 000	10 758 000 000	200 000 000	10 758 000 000	200 000 000	-31 047 760	-0,3	-31 047 760	-0,3	
		17 758 200 588	17 758 200 588	17 758 200 588	17 758 200 588	17 758 200 588	17 758 200 588	288 288 841	1,7	288 288 841	1,7	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AB/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie de dépenses	Ressources totales (LP 2021)				Spécialement affectées				Calculées de dépenses							
			Crédits (LP 2021)		Produits imputés		AE		CP		AE		CP					
			VAL	%	VAL	%	VAL	%	VAL	%	VAL	%	VAL	%				
2012 Gouvernement électoral	2012 Gouvernement électoral	1 Dépenses de personnel	173 718 000		173 718 000		173 718 000		173 718 000		173 718 000		173 718 000		0		0	
		2 Acquisition de biens et services	3 100 000 000		3 100 000 000		3 100 000 000		3 100 000 000		3 100 000 000		3 100 000 000		-1 833 217 800	-58,8	-1 833 217 800	-58,2
		3 Transferts courants	2 284 000 000		2 284 000 000		2 284 000 000		2 284 000 000		2 284 000 000		2 284 000 000		0	0	0	0
		4 Transferts en capital	10 000 000 000		10 000 000 000		10 000 000 000		10 000 000 000		10 000 000 000		10 000 000 000		-38 800 000 000	-79	-10 000 000 000	-100
		5 Autres dépenses	87 887 718 000		87 887 718 000		87 887 718 000		87 887 718 000		87 887 718 000		87 887 718 000		-41 133 817 800	-74,2	-41 133 817 800	-80,2
		6 Dépenses de biens et services	128 000 000		128 000 000		128 000 000		128 000 000		128 000 000		128 000 000		0	0	0	0
		7 Investissements budgétaires par l'Etat	74 000 000		74 000 000		74 000 000		74 000 000		74 000 000		74 000 000		0	0	0	0
		8 Total (Prog. - 2021)	350 000 000		350 000 000		350 000 000		350 000 000		350 000 000		350 000 000		0	0	0	0
		9 Total (Prog. - 2021)	350 000 000		350 000 000		350 000 000		350 000 000		350 000 000		350 000 000		0	0	0	0
		2014 Justice	2014 Justice	1 Dépenses de personnel	1 082 270 000		1 082 270 000		1 082 270 000		1 082 270 000		1 082 270 000		1 082 270 000		-221 377 817	-22,1
2 Acquisition de biens et services	2 437 000 000				2 437 000 000		2 437 000 000		2 437 000 000		2 437 000 000		2 437 000 000		1 030 000 000	42,3	1 030 000 000	42,3
3 Transferts courants	2 887 200 000				2 887 200 000		2 887 200 000		2 887 200 000		2 887 200 000		2 887 200 000		-32 808 101	-1,1	-32 808 101	-1,1
4 Transferts en capital	100 000 000				100 000 000		100 000 000		100 000 000		100 000 000		100 000 000		0	0	0	0
5 Autres dépenses	7 824 200 000				7 824 200 000		7 824 200 000		7 824 200 000		7 824 200 000		7 824 200 000		28 778 118 000	369,3	28 778 118 000	369,3
6 Dépenses de biens et services	37 000 000 000				37 000 000 000		37 000 000 000		37 000 000 000		37 000 000 000		37 000 000 000		0	0	0	0
7 Investissements budgétaires par l'Etat	1 731 078 800				1 731 078 800		1 731 078 800		1 731 078 800		1 731 078 800		1 731 078 800		-40 823 540	-2,4	-40 823 540	-2,4
8 Total (Prog. - 2021)	30 000 000 000				30 000 000 000		30 000 000 000		30 000 000 000		30 000 000 000		30 000 000 000		60 000 000	7,5	60 000 000	7,5
9 Total (Prog. - 2021)	30 000 000 000				30 000 000 000		30 000 000 000		30 000 000 000		30 000 000 000		30 000 000 000		-888 100 544	-12,1	-888 100 544	-12,1
2018 Education nationale et Protection judiciaire de l'enfant	2018 Education nationale et Protection judiciaire de l'enfant			1 Dépenses de personnel	1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		-138 488	-12,4
		2 Acquisition de biens et services	25 231 078 407		25 231 078 407		25 231 078 407		25 231 078 407		25 231 078 407		25 231 078 407		-888 824 489	-3,5	-888 824 489	-3,5
		3 Transferts courants	1 218 888 000		1 218 888 000		1 218 888 000		1 218 888 000		1 218 888 000		1 218 888 000		0	0	0	0
		4 Transferts en capital	0		0		0		0		0		0		0	0	0	0
		5 Autres dépenses	0		0		0		0		0		0		0	0	0	0
		6 Dépenses de biens et services	1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		0	0	0	0
		7 Investissements budgétaires par l'Etat	0		0		0		0		0		0		0	0	0	0
		8 Total (Prog. - 2021)	1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		-138 488	-12,4	-138 488	-12,4
		9 Total (Prog. - 2021)	1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		1 118 871 128		-138 488	-12,4	-138 488	-12,4



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABIEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AB/C/P PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Resort)	Programme	Catégorie de dépenses	Ressources internes et ressources extérieures			Catégorie de dépenses			Total			
			CREDITS			CREDITS			TOTAL			
			AB	CP	AB/CP	AB	CP	AB/CP	VAL. AB	VAL. CP	VAL. AB/CP	
34 Ministère de la Justice	2016 Education juridique et Protection judiciaire de l'enfant	1 Investissements	378 000 000	378 000 000	100	100 000 000	100 000 000	278 000 000	278 000 000	100	-82,9	
		2 Dépenses de personnel	3 703 827 100	3 703 827 100	100	3 703 827 100	3 703 827 100	2 335 113 200	2 335 113 200	100	-37,7	
		3 Acquisition de biens et services	7 835 899 000	7 835 899 000	100	7 835 899 000	7 835 899 000	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	5 745 000 000	5 745 000 000	100	5 745 000 000	5 745 000 000	-184 304 000	-184 304 000	-3,2	-3,2	
		5 Investissements financés par l'Etat	100 000 000	100 000 000	100	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100,0	100,0	
		6 Transferts en capital	7 814 300 000	7 814 300 000	100	7 814 300 000	7 814 300 000	5 384 728 810	5 384 728 810	68,9	68,9	
		Total Prog. 2016	18 736 026 100	18 736 026 100	100	18 736 026 100	18 736 026 100	10 608 060 000	10 608 060 000	56,7	56,7	
		2100 Bourses gouvernementales et Droits humains	100 000 000	100 000 000	100	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0
		Total	21 240 280 000	21 240 280 000	100	21 240 280 000	21 240 280 000	10 608 060 000	10 608 060 000	49,9	49,9	
		30 Ministère Fonction publique et Gestion Ressources du service public	1005 Fonction publique et Gestion administrative	1 Investissements financés par l'Etat	1 838 210 817	1 838 210 817	100	1 838 210 817	1 838 210 817	1 838 210 817	1 838 210 817	100
2 Dépenses de personnel	3 353 043 817			3 353 043 817	100	3 353 043 817	3 353 043 817	3 353 043 817	3 353 043 817	100	-1,2	
3 Acquisition de biens et services	105 108 000 000			105 108 000 000	100	105 108 000 000	105 108 000 000	20 235 714 170	20 235 714 170	19,2	19,2	
4 Transferts courants	2 187 701 000			2 187 701 000	100	2 187 701 000	2 187 701 000	0	0	0	0	
5 Investissements financés par l'Etat	200 700 000			200 700 000	100	200 700 000	200 700 000	0	0	0	0	
6 Transferts en capital	1 838 210 817			1 838 210 817	100	1 838 210 817	1 838 210 817	-184 304 000	-184 304 000	-10,0	-10,0	
Total Prog. 1005	10 122 464 440			10 122 464 440	100	10 122 464 440	10 122 464 440	3 393 264 817	3 393 264 817	33,5	33,5	
2017 Fonction publique	605 104 000			605 104 000	100	605 104 000	605 104 000	0	0	0	0	
Total	10 727 568 440			10 727 568 440	100	10 727 568 440	10 727 568 440	3 393 264 817	3 393 264 817	31,6	31,6	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AEGP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (fonction)	Programme	Catégorie de dépenses	Crédits inscrits LFI 2021			Budget			Catégorie de dépenses					
			Procédure interne et ressources autonomes			Budget			1-2-3-4-5-6					
			AE	CP	GP	AE	CP	GP	VAL AEGP	%	VAL AEGP	%		
20 Ministère Formation publique et du fonctionnement du service public	2018 Ressources du service public	2 Dépenses de personnel	84 204 000	84 204 000	84 204 000	84 204 000	0	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	284 100 000	284 100 000	284 100 000	284 100 000	0	0	-28 710	0	-28 710	0	0	
		5 Investissements matériels par filier	775 000 000	775 000 000	775 000 000	775 000 000	0	0	355 000 000	38,2	355 000 000	38,2	355 000 000	38,2
		Tout Prog. 2018	1 081 200 000	1 081 200 000	1 081 200 000	1 081 200 000	0	0	355 000 000	32,8	355 000 000	32,8	355 000 000	32,8
		Tout Prog. 2018	8 271 370 000	8 271 370 000	8 271 370 000	8 271 370 000	0	0	87 000 000	1,1	87 000 000	1,1	87 000 000	1,1
21 Ministère du travail, de la sécurité sociale et des relations avec les institutions	2100 Protection sociale	2 Dépenses de personnel	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	470 110 000	470 110 000	470 110 000	470 110 000	0	0	85 000 000	18,3	85 000 000	18,3	85 000 000	18,3
		5 Investissements matériels par filier	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
		Tout Prog. 2100	1 870 110 000	1 870 110 000	1 870 110 000	1 870 110 000	0	0	85 000 000	4,5	85 000 000	4,5	85 000 000	4,5
		Tout Prog. 2100	680 000 000	680 000 000	680 000 000	680 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
2018 Gouvernement du territoire du travail	2107 Protection sociale des travailleurs	2 Dépenses de personnel	700 400 000	700 400 000	700 400 000	700 400 000	0	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements matériels	2 017 300 000	2 017 300 000	2 017 300 000	2 017 300 000	0	0	0	0	0	0	0	
		Tout Prog. 2018	9 517 700 000	9 517 700 000	9 517 700 000	9 517 700 000	0	0	0	0	0	0	0	
		Tout Prog. 2018	143 000 000	143 000 000	143 000 000	143 000 000	0	0	200 000 000	34,4	200 000 000	34,4	200 000 000	34,4
2107 Protection sociale des travailleurs	2108 Protection sociale des travailleurs	2 Dépenses de personnel	80 400 000	80 400 000	80 400 000	80 400 000	0	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements matériels	2 017 300 000	2 017 300 000	2 017 300 000	2 017 300 000	0	0	0	0	0	0	0	
		Tout Prog. 2108	9 517 700 000	9 517 700 000	9 517 700 000	9 517 700 000	0	0	0	0	0	0	0	
		Tout Prog. 2108	143 000 000	143 000 000	143 000 000	143 000 000	0	0	200 000 000	34,4	200 000 000	34,4	200 000 000	34,4
20 Ministère de la pêche et de l'aquaculture	2000 Pêche et aquaculture	2 Dépenses de personnel	717 101 700	717 101 700	717 101 700	717 101 700	0	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	172 712 100	172 712 100	172 712 100	172 712 100	0	0	-38 201 000	-22,1	-38 201 000	-22,1	-38 201 000	-22,1
		5 Investissements matériels par filier	200 747 000	200 747 000	200 747 000	200 747 000	0	0	-10 747 000	-5,3	-10 747 000	-5,3	-10 747 000	-5,3
		Tout Prog. 2000	1 188 560 800	1 188 560 800	1 188 560 800	1 188 560 800	0	0	-48 948 000	-4,1	-48 948 000	-4,1	-48 948 000	-4,1
		Tout Prog. 2000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
2000 Pêche et aquaculture	2002 Pêche et aquaculture	2 Dépenses de personnel	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements matériels	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
		Tout Prog. 2002	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
		Tout Prog. 2002	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	-25 243 000	-8,4	-25 243 000	-8,4	-25 243 000	-8,4

Le système d'information du Budgetary Management (M-SPRINT) est...



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLAU RECAPITULATIF DES CREDITS A/RCP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie de dépenses		Budget		Recurso (de Ingresos)		Recurso (de Ingresos) et recursos ordinarios		Categoría de dépenses		1-3-4-6-8	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	%	%
		VAL A/R	VAL A/R	VAL A/R	VAL A/R	VAL A/R	VAL A/R	VAL A/R	VAL A/R	VAL A/R	VAL A/R	%	%
2023 Pêche et Aquaculture	2023 Pêche et Aquaculture	1 Transferts courants	704 000 000	704 000 000	1 004 012 000	1 004 012 000	1 004 012 000	1 004 012 000	43.3	350 012 000	43.3	350 012 000	41.3
		3 Investissements courants par RHA	21 840 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	-12.5	-2 740 000 000	-12.5	-2 740 000 000	-26.3
		3 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	27.0	0 000 000 000	27.0	0 000 000 000	27.0
		Total Prog. 2023	20 070 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000	7.5	-1 600 000 000	7.5	-1 600 000 000	-7.5
		3 Dépenses de personnel	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	0	0 000 000 000	0	0 000 000 000	0
2024 Economie Maritime	2024 Economie Maritime	3 Acquisition de biens et services	40 700 000	40 700 000	40 700 000	40 700 000	40 700 000	-12.5	-3 700 000	-12.5	-3 700 000	-12.5	
		3 Transferts courants	7 400 000 000	7 400 000 000	7 400 000 000	7 400 000 000	7 400 000 000	-0.1	-20 000 000	-0.1	-20 000 000	-0.1	
		3 Investissements courants par RHA	110 000 000 000	21 100 000 000	21 100 000 000	21 100 000 000	21 100 000 000	-37.8	-30 017 000 000	-37.8	-30 017 000 000	-21.7	
		3 Transferts en capital	51 300 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	85.1	1 000 000 000	85.1	1 000 000 000	28.7	
		Total Prog. 2024	169 700 000 000	70 600 000 000	70 600 000 000	70 600 000 000	70 600 000 000	-2.1	-3 000 000 000	-2.1	-3 000 000 000	-2.1	
3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CISPIA)	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CISPIA)	3 Acquisition de biens et services	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	-34.2	-102 000 000	-34.2	-102 000 000	-34.2	
		3 Transferts courants	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0 000 000	0	0 000 000	0	
		3 Investissements courants par RHA	0 000 000	0 000 000	0 000 000	0 000 000	0 000 000	107.8	102 000 000	107.8	102 000 000	107.8	
		Total Prog. 2024	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0 000 000	0	0 000 000	0	
		3 Dépenses de personnel	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	-3.0	-3 000 000	-3.0	-3 000 000	-3.0	
41 Ministère des Infrastructures, des Travaux Publics et de l'Urbanisme	41 Ministère des Infrastructures, des Travaux Publics et de l'Urbanisme	3 Acquisition de biens et services	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0 000 000 000	0	0 000 000 000	0	
		3 Transferts courants	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0 000 000 000	0	0 000 000 000	0	
		3 Investissements courants par RHA	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0 000 000 000	0	0 000 000 000	0	
		Total Prog. 2024	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0 000 000 000	0	0 000 000 000	0	
		3 Dépenses de personnel	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0 000 000 000	0	0 000 000 000	0	
2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	3 Acquisition de biens et services	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	-2.4	-12 130 000	-2.4	-12 130 000	-17.4	
		3 Transferts courants	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	-3.0	-3 000 000 000	-3.0	-3 000 000 000	-4.3	
		3 Dépenses de personnel	113 722 000	113 722 000	113 722 000	113 722 000	113 722 000	0	0 000 000 000	0	0 000 000 000	0	
		3 Acquisition de biens et services	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	-2.1	-113 200 000	-2.1	-113 200 000	-2.1	
		Total Prog. 2027	113 722 000	113 722 000	113 722 000	113 722 000	113 722 000	-2.1	-113 200 000	-2.1	-113 200 000	-2.1	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AB/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Sector)	Programme	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Recettes Internes et Recettes extérieures		Budget		Calendrier de dépenses		
		Catégorie dépenses		Grands crédits LFI 2021		Régularisation		EGARY		
		AB	CP	AB	CP	VAL AB	%	VAL AB	%	
03 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	2030 Subvention de la base productif et d'investissement	1 Dépenses de personnel	86 278 000	86 278 000	86 278 000	0	86 278 000	0	0	
		2 Acquisition de biens et services	80 000 000	80 000 000	140 826 486	161,7	80 000 000	100,0	80 000 000	
		3 Transferts courants	7 288 000 000	7 288 000 000	7 210 000 000	-1,1	7 210 000 000	-1,1	7 210 000 000	
		4 Investissements financés par l'État	4 285 210 345	4 285 210 345	4 285 210 345	100,0	4 285 210 345	100,0	4 285 210 345	
		5 Transferts en capital	0	0	8 765 000 000	0	8 765 000 000	0	8 765 000 000	
		Total Prog. 2030	4 661 567 345	4 661 567 345	4 661 567 345	100,0	4 661 567 345	100,0	4 661 567 345	
		2031 Augmentation de la productivité et valorisation des petits agriculteurs	1 587 801 200	1 587 801 200	1 587 801 200	100,0	1 587 801 200	100,0	1 587 801 200	
		1 Acquisition de biens et services	648 000 000	648 000 000	648 000 000	100,0	648 000 000	100,0	648 000 000	
		3 Transferts courants	81 075 000 000	81 075 000 000	81 075 000 000	100,0	81 075 000 000	100,0	81 075 000 000	
		4 Investissements financés par l'État	287 821 600 000	287 821 600 000	287 821 600 000	100,0	287 821 600 000	100,0	287 821 600 000	
5 Transferts en capital	10 321 000 000	10 321 000 000	10 321 000 000	100,0	10 321 000 000	100,0	10 321 000 000			
0333 Accomplissement de la production, Fin. Rech. Form et App-cour	2033	1 Dépenses de personnel	283 821 600	283 821 600	283 821 600	0	283 821 600	0	0	
		2 Acquisition de biens et services	180 811 150	180 811 150	180 811 150	100,0	180 811 150	100,0	180 811 150	
		3 Transferts courants	8 080 887 000	8 080 887 000	8 080 887 000	100,0	8 080 887 000	100,0	8 080 887 000	
		Total Prog. 2033	9 545 520 750	9 545 520 750	9 545 520 750	100,0	9 545 520 750	100,0	9 545 520 750	
		2034	1 411 518 000	1 411 518 000	1 411 518 000	100,0	1 411 518 000	100,0	1 411 518 000	
		1 Dépenses de personnel	728 219 100	728 219 100	728 219 100	100,0	728 219 100	100,0	728 219 100	
		2 Acquisition de biens et services	3 026 729 070	3 026 729 070	3 026 729 070	100,0	3 026 729 070	100,0	3 026 729 070	
		3 Transferts courants	4 155 581 830	4 155 581 830	4 155 581 830	100,0	4 155 581 830	100,0	4 155 581 830	
		Total Prog. 2034	8 921 130 000	8 921 130 000	8 921 130 000	100,0	8 921 130 000	100,0	8 921 130 000	
		03 Ministère des Finances et du Budget	2011 Prédigé, gestion et coordination du MIFB	1 Dépenses de personnel	1 384 288 000	1 384 288 000	1 384 288 000	0	1 384 288 000	0
2 Acquisition de biens et services	3 807 887 286			3 807 887 286	3 807 887 286	100,0	3 807 887 286	100,0	3 807 887 286	
3 Transferts courants	1 384 288 000			1 384 288 000	1 384 288 000	100,0	1 384 288 000	100,0	1 384 288 000	
4 Investissements financés par l'État	0			0	0	0	0	0	0	0
Total Prog. 2011	6 576 463 286			6 576 463 286	6 576 463 286	100,0	6 576 463 286	100,0	6 576 463 286	
2012	1 882 122 600			1 882 122 600	1 882 122 600	100,0	1 882 122 600	100,0	1 882 122 600	
1 Dépenses de personnel	1 882 122 600			1 882 122 600	1 882 122 600	100,0	1 882 122 600	100,0	1 882 122 600	
2 Acquisition de biens et services	0			0	0	0	0	0	0	0
3 Transferts courants	0			0	0	0	0	0	0	0
Total Prog. 2012	1 882 122 600			1 882 122 600	1 882 122 600	100,0	1 882 122 600	100,0	1 882 122 600	
0333	2033	1 Dépenses de personnel	180 811 150	180 811 150	180 811 150	0	180 811 150	0	0	
		2 Acquisition de biens et services	180 811 150	180 811 150	180 811 150	100,0	180 811 150	100,0	180 811 150	
		3 Transferts courants	8 080 887 000	8 080 887 000	8 080 887 000	100,0	8 080 887 000	100,0	8 080 887 000	
		Total Prog. 2033	9 545 520 750	9 545 520 750	9 545 520 750	100,0	9 545 520 750	100,0	9 545 520 750	
		2034	1 411 518 000	1 411 518 000	1 411 518 000	100,0	1 411 518 000	100,0	1 411 518 000	
		1 Dépenses de personnel	728 219 100	728 219 100	728 219 100	100,0	728 219 100	100,0	728 219 100	
		2 Acquisition de biens et services	3 026 729 070	3 026 729 070	3 026 729 070	100,0	3 026 729 070	100,0	3 026 729 070	
		3 Transferts courants	4 155 581 830	4 155 581 830	4 155 581 830	100,0	4 155 581 830	100,0	4 155 581 830	
		Total Prog. 2034	8 921 130 000	8 921 130 000	8 921 130 000	100,0	8 921 130 000	100,0	8 921 130 000	
		0333	2033	1 Dépenses de personnel	283 821 600	283 821 600	283 821 600	0	283 821 600	0
2 Acquisition de biens et services	180 811 150			180 811 150	180 811 150	100,0	180 811 150	100,0	180 811 150	
3 Transferts courants	8 080 887 000			8 080 887 000	8 080 887 000	100,0	8 080 887 000	100,0	8 080 887 000	
Total Prog. 2033	9 545 520 750			9 545 520 750	9 545 520 750	100,0	9 545 520 750	100,0	9 545 520 750	
2034	1 411 518 000			1 411 518 000	1 411 518 000	100,0	1 411 518 000	100,0	1 411 518 000	
1 Dépenses de personnel	728 219 100			728 219 100	728 219 100	100,0	728 219 100	100,0	728 219 100	
2 Acquisition de biens et services	3 026 729 070			3 026 729 070	3 026 729 070	100,0	3 026 729 070	100,0	3 026 729 070	
3 Transferts courants	4 155 581 830			4 155 581 830	4 155 581 830	100,0	4 155 581 830	100,0	4 155 581 830	
Total Prog. 2034	8 921 130 000			8 921 130 000	8 921 130 000	100,0	8 921 130 000	100,0	8 921 130 000	
0333	2033			1 Dépenses de personnel	180 811 150	180 811 150	180 811 150	0	180 811 150	0
		2 Acquisition de biens et services	180 811 150	180 811 150	180 811 150	100,0	180 811 150	100,0	180 811 150	
		3 Transferts courants	8 080 887 000	8 080 887 000	8 080 887 000	100,0	8 080 887 000	100,0	8 080 887 000	
		Total Prog. 2033	9 545 520 750	9 545 520 750	9 545 520 750	100,0	9 545 520 750	100,0	9 545 520 750	
		2034	1 411 518 000	1 411 518 000	1 411 518 000	100,0	1 411 518 000	100,0	1 411 518 000	
		1 Dépenses de personnel	728 219 100	728 219 100	728 219 100	100,0	728 219 100	100,0	728 219 100	
		2 Acquisition de biens et services	3 026 729 070	3 026 729 070	3 026 729 070	100,0	3 026 729 070	100,0	3 026 729 070	
		3 Transferts courants	4 155 581 830	4 155 581 830	4 155 581 830	100,0	4 155 581 830	100,0	4 155 581 830	
		Total Prog. 2034	8 921 130 000	8 921 130 000	8 921 130 000	100,0	8 921 130 000	100,0	8 921 130 000	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AIECP PAR MINISTERS/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Bénéficiaire)	Programme	Catégorie de dépense	Ressources internes et ressources externes			Catégories de dépenses			Catégories de dépenses					
			Programme interne - Fonctionnement			Programme externe - Fonctionnement			Programme interne - Fonctionnement			Programme externe - Fonctionnement		
			VAL	CP	%	VAL	CP	%	VAL	CP	%	VAL	CP	%
Ministère des Finances et du Budget	2011 Planification, gestion et coordination du APIS	1 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	100	2 000 000 000	2 000 000 000	100	2 000 000 000	2 000 000 000	100	2 000 000 000	2 000 000 000	100
		2 Dépenses de personnel	13 000 000 000	13 000 000 000	100	13 000 000 000	13 000 000 000	100	13 000 000 000	13 000 000 000	100	13 000 000 000	13 000 000 000	100
		3 Acquisition de biens et services	9 487 049 000	9 487 049 000	100	9 487 049 000	9 487 049 000	100	9 487 049 000	9 487 049 000	100	9 487 049 000	9 487 049 000	100
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100
		5 Investissements financés par l'Etat	53 300 000 000	53 300 000 000	100	53 300 000 000	53 300 000 000	100	53 300 000 000	53 300 000 000	100	53 300 000 000	53 300 000 000	100
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		7 Total Prog. 2011	80 000 000 000	80 000 000 000	100	80 000 000 000	80 000 000 000	100	80 000 000 000	80 000 000 000	100	80 000 000 000	80 000 000 000	100
		8 Dépenses de personnel	2 300 000 000	2 300 000 000	100	2 300 000 000	2 300 000 000	100	2 300 000 000	2 300 000 000	100	2 300 000 000	2 300 000 000	100
		9 Acquisition de biens et services	3 170 000 000	3 170 000 000	100	3 170 000 000	3 170 000 000	100	3 170 000 000	3 170 000 000	100	3 170 000 000	3 170 000 000	100
		10 Transferts courants	700 000 000	700 000 000	100	700 000 000	700 000 000	100	700 000 000	700 000 000	100	700 000 000	700 000 000	100
Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie	2020 Développement des infrastructures de transport	1 Transferts en capital	2 744 110 000	2 744 110 000	100	2 744 110 000	2 744 110 000	100	2 744 110 000	2 744 110 000	100	2 744 110 000	2 744 110 000	100
		2 Dépenses de personnel	20 000 000 000	20 000 000 000	100	20 000 000 000	20 000 000 000	100	20 000 000 000	20 000 000 000	100	20 000 000 000	20 000 000 000	100
		3 Acquisition de biens et services	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100
		4 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		5 Investissements financés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		7 Total Prog. 2020	27 744 110 000	27 744 110 000	100	27 744 110 000	27 744 110 000	100	27 744 110 000	27 744 110 000	100	27 744 110 000	27 744 110 000	100
		8 Dépenses de personnel	20 000 000 000	20 000 000 000	100	20 000 000 000	20 000 000 000	100	20 000 000 000	20 000 000 000	100	20 000 000 000	20 000 000 000	100
		9 Acquisition de biens et services	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100
		10 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ministère de l'Énergie et des Ressources Minières	2020 Gestion des infrastructures publiques	1 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100
		2 Dépenses de personnel	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000	100
		3 Acquisition de biens et services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		5 Investissements financés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		7 Total Prog. 2020	11 000 000 000	11 000 000 000	100	11 000 000 000	11 000 000 000	100	11 000 000 000	11 000 000 000	100	11 000 000 000	11 000 000 000	100
		8 Dépenses de personnel	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000	100
		9 Acquisition de biens et services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		10 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ministère de l'Énergie et des Ressources Minières	2020 Gestion des infrastructures publiques	1 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100
		2 Dépenses de personnel	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000	100
		3 Acquisition de biens et services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		5 Investissements financés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		7 Total Prog. 2020	11 000 000 000	11 000 000 000	100	11 000 000 000	11 000 000 000	100	11 000 000 000	11 000 000 000	100	11 000 000 000	11 000 000 000	100
		8 Dépenses de personnel	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000	100
		9 Acquisition de biens et services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		10 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS A/ECP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie de dépenses	Ressources internes et ressources affectées			Catégorie de dépenses			1-2-3-4-6-8					
			Crédits inscrits LFI 2021			Crédits inscrits LFI 2021 - Global inscrits			BCART					
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL AEB	%	VAL AEB	CP		
2037 Gestion de la Sécurité Intérieure et du Forêt	3 Transferts courants	Investissements financés par l'Etat	26 770 000	26 770 000	26 770 000	26 770 000	0	0	0	0	0	0	0	
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	1 000 000 000	25,0	1 000 000 000	1 000 000 000	25,0	1 000 000 000
			17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	3 000 000 000	17,6	3 000 000 000	3 000 000 000	17,6	3 000 000 000
			200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
2038 Gestion du secteur financier	3 Transferts courants	Investissements financés par l'Etat	26 770 000	26 770 000	26 770 000	26 770 000	0	0	0	0	0	0	0	
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	1 000 000 000	25,0	1 000 000 000	1 000 000 000	25,0	1 000 000 000
			17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	3 000 000 000	17,6	3 000 000 000	3 000 000 000	17,6	3 000 000 000
			200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
2039 Gestion des Finances nationales de retraite (FNR)	3 Transferts courants	Investissements financés par l'Etat	26 770 000	26 770 000	26 770 000	26 770 000	0	0	0	0	0	0	0	
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	1 000 000 000	25,0	1 000 000 000	1 000 000 000	25,0	1 000 000 000
			17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	3 000 000 000	17,6	3 000 000 000	3 000 000 000	17,6	3 000 000 000
			200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
2040 Gestion des Finances et des Energies	3 Transferts courants	Investissements financés par l'Etat	26 770 000	26 770 000	26 770 000	26 770 000	0	0	0	0	0	0	0	
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	1 000 000 000	25,0	1 000 000 000	1 000 000 000	25,0	1 000 000 000
			17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	3 000 000 000	17,6	3 000 000 000	3 000 000 000	17,6	3 000 000 000
			200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0
			0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0	0	0	0	0	0



Première Loi de Finances Rectificative 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AEGP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor (Section)	Budget		Recettes Internes		Recettes Internes et Recettes Extérieures		Catégorie de dépenses		CP
		Programme		Catégorie de dépenses		Catégorie de dépenses		Catégorie de dépenses		
		AL	CP	AL	CP	AL	CP	AL	CP	
24 Ministère de l'Énergie, de l'Électricité et des Energies	24 Investissements matériels et énergétiques	165 255 000 000	35 043 267 716	165 255 000 000	35 043 267 716	165 255 000 000	35 043 267 716	165 255 000 000	35 043 267 716	-8,0
		2 780 000 000	2 780 000 000	2 780 000 000	2 780 000 000	2 780 000 000	2 780 000 000	2 780 000 000	2 780 000 000	70,8
		165 255 000 000	165 255 000 000	165 255 000 000	165 255 000 000	165 255 000 000	165 255 000 000	165 255 000 000	165 255 000 000	-8,0
		34 741 300	34 741 300	34 741 300	34 741 300	34 741 300	34 741 300	34 741 300	34 741 300	0
		32 649 800	32 649 800	32 649 800	32 649 800	32 649 800	32 649 800	32 649 800	32 649 800	-21,9
		45 715 000 000	45 715 000 000	45 715 000 000	45 715 000 000	45 715 000 000	45 715 000 000	45 715 000 000	45 715 000 000	83,6
		3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	-7,8
		45 765 000 000	45 765 000 000	45 765 000 000	45 765 000 000	45 765 000 000	45 765 000 000	45 765 000 000	45 765 000 000	70,8
		88 284 400	88 284 400	88 284 400	88 284 400	88 284 400	88 284 400	88 284 400	88 284 400	0
2120 Coproduction d'électricité	2120 Coproduction d'électricité	31 658 000	31 658 000	31 658 000	31 658 000	31 658 000	31 658 000	31 658 000	31 658 000	-33,8
		1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	-8,6
		767 000 000 000	767 000 000 000	767 000 000 000	767 000 000 000	767 000 000 000	767 000 000 000	767 000 000 000	767 000 000 000	-26,8
		1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0
		769 000 000 000	769 000 000 000	769 000 000 000	769 000 000 000	769 000 000 000	769 000 000 000	769 000 000 000	769 000 000 000	-10,1
		1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	-16,6
		767 000 000 000	767 000 000 000	767 000 000 000	767 000 000 000	767 000 000 000	767 000 000 000	767 000 000 000	767 000 000 000	-26,8
		1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0
		769 000 000 000	769 000 000 000	769 000 000 000	769 000 000 000	769 000 000 000	769 000 000 000	769 000 000 000	769 000 000 000	-10,1
2013 Programme Coopération et Gestion administrative	2013 Programme Coopération et Gestion administrative	359 000 000	359 000 000	359 000 000	359 000 000	359 000 000	359 000 000	359 000 000	359 000 000	-20,9
		470 000 000	470 000 000	470 000 000	470 000 000	470 000 000	470 000 000	470 000 000	470 000 000	74,3
		1 357 000 000	1 357 000 000	1 357 000 000	1 357 000 000	1 357 000 000	1 357 000 000	1 357 000 000	1 357 000 000	22,1
		1 100 750 000	1 100 750 000	1 100 750 000	1 100 750 000	1 100 750 000	1 100 750 000	1 100 750 000	1 100 750 000	0
		250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	-2,2
		880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	83,0
		359 000 000	359 000 000	359 000 000	359 000 000	359 000 000	359 000 000	359 000 000	359 000 000	-20,9
		470 000 000	470 000 000	470 000 000	470 000 000	470 000 000	470 000 000	470 000 000	470 000 000	74,3
		1 357 000 000	1 357 000 000	1 357 000 000	1 357 000 000	1 357 000 000	1 357 000 000	1 357 000 000	1 357 000 000	22,1
2021 Développement du marché intérieur et de la consommation	2021 Développement du marché intérieur et de la consommation	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	-2,2
		880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	83,0
		250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	-2,2
		880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	83,0
		250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	-2,2
		880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	83,0
		250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	-2,2
		880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	880 000 000	83,0
		250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	250 250 000	-2,2



Première Loi de Finances Rectificative 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS ABCP PAR MINISTÈRE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (fonction)	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor	Catégories ségrégées			Ressources Internes et Ressources extérieures			Catégories de dépenses		
		Prévisions			Prévisions			Prévisions		
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE
2010 Ministère de Commerce et des Pêches et Industries Artisanales	3041 Développement du marché agricole et de la consommation	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		3042 Développement de l'intégration du Bénin au commerce in	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		3043 Développement de l'intégration du Bénin au commerce in	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		3044 Développement de l'intégration du Bénin au commerce in	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		3045 Développement de l'intégration du Bénin au commerce in	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		3046 Développement de l'intégration du Bénin au commerce in	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		3047 Développement de l'intégration du Bénin au commerce in	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		3048 Développement de l'intégration du Bénin au commerce in	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		3049 Développement de l'intégration du Bénin au commerce in	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		3050 Développement de l'intégration du Bénin au commerce in	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
2011 Ministère de l'Urbanisme, de l'Équipement et de l'Hygiène Publique	7010 Politique, coordination et gestion administrative	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		7011 Politique, coordination et gestion administrative	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		7012 Politique, coordination et gestion administrative	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		7013 Politique, coordination et gestion administrative	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		7014 Politique, coordination et gestion administrative	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		7015 Politique, coordination et gestion administrative	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		7016 Politique, coordination et gestion administrative	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		7017 Politique, coordination et gestion administrative	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		7018 Politique, coordination et gestion administrative	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
		7019 Politique, coordination et gestion administrative	2 048 000 000	2 048 000 000	2 048 000 000	2 242 000 000	2 242 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000



Première Loi de Finances Rectificative 2021

Tableau Récapitulatif des Crédits Alloués par Ministère/Institution, Programme et Catégorie de Dépense

Ministère/Institution (Bénéficiaire)	Programme	Catégorie de Dépense			Crédits Initiaux LFI 2021			Restes à Payer et Annulations			Crédits Rectifiés			Solde Final				
		AE	CP	%	AE	CP	%	AE	CP	%	AE	CP	%	AE	CP	%		
																	AE	CP
28 Ministère de l'Énergie, de l'Électricité, de l'Eau et de l'Assainissement	1014 Programme de soutien à la production et à la distribution d'électricité	3 Dépenses de personnel	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
		3 Acquisitions de biens et services	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	
		4 Transferts courants	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	
		5 Investissements subventionnés par l'Etat	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	
		5 Transferts en capital	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	
		Total Prog. 1014	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
		3 Acquisitions de biens et services	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
		5 Investissements subventionnés par l'Etat	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
		5 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Total Prog. 2021	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000		
2837 Crédit de vote	3048 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures plus	3 Dépenses de personnel	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	
		3 Acquisitions de biens et services	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	
		4 Transferts courants	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	
		5 Investissements subventionnés par l'Etat	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000
		5 Transferts en capital	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000
		Total Prog. 2021	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
		3 Acquisitions de biens et services	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	
		5 Investissements subventionnés par l'Etat	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	
		5 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	
Total Prog. 2021	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000		
Total Budget	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000		



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AB/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources Internes et Ressources extérieures		Ressources CP 2021		Ressources CP 2021 - Diverses Initiatives		Catégorie de dépenses 1-2-3-4-8-8			
		Crédits affectés		CP		CP		CP		BICART			
		AB	CP	AB	CP	AB	CP	AB	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
27 Ministère du Développement Industriel et de la Petite et moyenne Industries	1018 Pédagogie, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	319 000 000	319 000 000	319 000 000	319 000 000	319 000 000	319 000 000	319 000 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	-700 000 000	-0,2	-700 000 000	-0,2
		4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1018	759 000 000	759 000 000	759 000 000	759 000 000	759 000 000	759 000 000	759 000 000	-700 000 000	-0,1	-700 000 000	-0,1
		2 Dépenses de personnel	81 000 000	81 000 000	81 000 000	81 000 000	81 000 000	81 000 000	81 000 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	-8 000 000	0	-8 000 000	0
		4 Transferts courants	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	800 000 000	22,5	800 000 000	22,5
		5 Investissements matériels par l'Etat	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	700 000 000	0,7	700 000 000	0,7
		5 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	-80 000 000	-2,4	-80 000 000	-2,4
		Total Prog. 2049	110 000 000 000	110 000 000 000	110 000 000 000	110 000 000 000	110 000 000 000	110 000 000 000	110 000 000 000	1 240 000 000	1,1	1 240 000 000	1,1
28 Ministère du Tourisme et des Transports aériens	1016 Pédagogie, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	111 000 000	111 000 000	111 000 000	111 000 000	111 000 000	111 000 000	1 240 000 000	1,1	1 240 000 000	1,1	
		3 Acquisition de biens et services	111 000 000	111 000 000	111 000 000	111 000 000	111 000 000	111 000 000	1 240 000 000	1,1	1 240 000 000	1,1	
		4 Transferts courants	241 000 000	241 000 000	241 000 000	241 000 000	241 000 000	241 000 000	241 000 000	0	0	0	
		Total Prog. 2049	263 000 000	263 000 000	263 000 000	263 000 000	263 000 000	263 000 000	263 000 000	-20 300 000	-3,1	-20 300 000	-3,1
		3 Acquisition de biens et services	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000	-22 000 000	-0,8	-22 000 000	-0,8
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	-111 200 000	-10,5	-111 200 000	-10,5
		Total Prog. 1016	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	-20 300 000	-18,2	-20 300 000	-18,2
		4 Transferts courants	2 400 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000	-72 000 000	-3,0	-72 000 000	-3,0
		5 Investissements matériels par l'Etat	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	-40 000 000	-0,2	-40 000 000	-0,2
5 Transferts en capital	50 000 000 000	50 000 000 000	50 000 000 000	50 000 000 000	50 000 000 000	50 000 000 000	50 000 000 000	-42 000 000 000	-84,8	-42 000 000 000	-84,8		
Total Prog. 2049	61 000 000 000	61 000 000 000	61 000 000 000	61 000 000 000	61 000 000 000	61 000 000 000	61 000 000 000	-40 000 000 000	-65,7	-40 000 000 000	-65,7		

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AB/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère (Division)	Programme	Catégorie de dépenses	Ressources internes et ressources extérieures			Catégorie de dépenses			
			Budget			1-2-3-4-5-0			
			AB	CP	%	AB	CP	%	
Ministère de l'Énergie, du Tourisme et des Transports aériens	3081 Développement de la sécurité et de la sûreté du Transport air	1 Dépenses de personnel	8 615 000	8 615 000	0	8 615 000	0	0	
		2 Acquisitions de biens et services	22 400 000	22 400 000	-42,8	2 882 743	-8 082 743	-42,8	
		3 Transferts courants	2 572 000 000	2 572 000 000	-18,3	1 350 000 000	-1 222 000 000	-18,3	
		4 Investissements	0	0	0	0	0	0	
		5 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	
Ministère de l'Énergie, du Tourisme et des Transports aériens	3082 Développement des infrastructures	1 Total Prog. 1084	0 000 000 000	0 000 000 000	1,5	100 000 000	100 000 000	1,5	
		2 Dépenses de personnel	0 000 000 000	0 000 000 000	-4,3	330 000 000	-330 000 000	-4,3	
		3 Acquisitions de biens et services	22 000 000	22 000 000	-36,1	8 000 214	-8 000 214	-36,1	
		4 Transferts courants	3 342 000 000	3 342 000 000	20,0	650 000 000	650 000 000	20,0	
		5 Investissements	0 000 000 000	0 000 000 000	-1,3	1 120 000 000	-1 120 000 000	-1,3	
		6 Transferts en capital	0 000 000 000	0 000 000 000	-88,9	4 826 000 000	-4 826 000 000	-88,9	
		Total Prog. 1085	3 342 000 000	3 342 000 000	-1,3	6 526 000 000	-6 526 000 000	-1,3	
		3083 Éducation postsecondaire	1017 Programme d'investissement et d'administration	17 200 000 000	17 200 000 000	7,0	1 200 000 000	1 200 000 000	7,0
		Ministère de l'Éducation postsecondaire	3083 Éducation postsecondaire	1 Acquisitions de biens et services	1 000 000 000	1 000 000 000	30,3	800 000 000	800 000 000
2 Dépenses de personnel	1 200 000 000			1 200 000 000	-3,1	400 000 000	-400 000 000	-3,1	
3 Acquisitions de biens et services	0 000 000 000			0 000 000 000	1,0	1 000 000 000	-1 000 000 000	1,0	
4 Transferts courants	100 000 000			100 000 000	-8,9	0	0	-8,9	
Total Prog. 3083	2 300 000 000			2 300 000 000	-0,1	1 200 000 000	-1 200 000 000	-0,1	

1- Système Supplémentaire du Budget Programme: 15250002, P1 - 2021/2022



Première Loi de Finances Rectificative 2021

Tableau Récapitulatif des Crédits AB/CP par Ministère, Programme et Catégorie de Dépense

Ministère (Direction)	Programme	Budget		Ressources internes et ressources extérieures		Ressources internes		Ressources extérieures		Catégories de dépenses			
		Budget		Ressources internes		Ressources internes		Ressources extérieures		Catégories de dépenses			
		AB	CP	AB	CP	AB	CP	AB	CP	VAL AB	VAL CP	%	%
2004 Enseignement Élémentaire	2 Dépenses de personnel	210 244 876 884	210 244 876 884	210 244 876 884	210 244 876 884	210 244 876 884	210 244 876 884	0	0	0	0	0	0
	3 Acquisitions de biens et services	20 879 024 882	20 879 024 882	20 879 024 882	20 879 024 882	20 879 024 882	20 879 024 882	0	0	3 124 804 300	3 124 804 300	10,5	10,5
	4 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	5 Investissements financés par l'État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	5 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2005 Enseignement Moyen général	Total Prog. 2004	231 123 901 766	231 123 901 766	231 123 901 766	231 123 901 766	231 123 901 766	231 123 901 766	0	0	3 124 804 300	3 124 804 300	1,3	1,3
	2 Dépenses de personnel	160 163 026 820	160 163 026 820	160 163 026 820	160 163 026 820	160 163 026 820	160 163 026 820	0	0	0	0	0	0
	3 Acquisitions de biens et services	2 079 897 298	2 079 897 298	2 079 897 298	2 079 897 298	2 079 897 298	2 079 897 298	0	0	0	0	0	0
	3 Investissements financés par l'État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Prog. 2005	162 242 924 118	162 242 924 118	162 242 924 118	162 242 924 118	162 242 924 118	162 242 924 118	0	0	0	0	0	0
2006 Enseignement secondaire général	2 Dépenses de personnel	73 111 805 000	73 111 805 000	73 111 805 000	73 111 805 000	73 111 805 000	73 111 805 000	0	0	0	0	0	0
	3 Acquisitions de biens et services	1 072 679 000	1 072 679 000	1 072 679 000	1 072 679 000	1 072 679 000	1 072 679 000	0	0	0	0	0	0
	3 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3 Investissements financés par l'État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Prog. 2006	74 184 484 000	74 184 484 000	74 184 484 000	74 184 484 000	74 184 484 000	74 184 484 000	0	0	0	0	0	0
2007 Education de base des jeunes et adultes	2 Dépenses de personnel	1 072 679 000	1 072 679 000	1 072 679 000	1 072 679 000	1 072 679 000	1 072 679 000	0	0	0	0	0	0
	3 Acquisitions de biens et services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3 Investissements financés par l'État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Prog. 2007	1 072 679 000	1 072 679 000	1 072 679 000	1 072 679 000	1 072 679 000	1 072 679 000	0	0	0	0	0	0
Total Section 20	2 Dépenses de personnel	466 360 371 604	466 360 371 604	466 360 371 604	466 360 371 604	466 360 371 604	466 360 371 604	0	0	0	0	0	0
	3 Acquisitions de biens et services	23 031 521 062	23 031 521 062	23 031 521 062	23 031 521 062	23 031 521 062	23 031 521 062	0	0	3 124 804 300	3 124 804 300	12,2	12,2
	4 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	5 Investissements financés par l'État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Prog. 2007	23 031 521 062	23 031 521 062	23 031 521 062	23 031 521 062	23 031 521 062	23 031 521 062	0	0	3 124 804 300	3 124 804 300	12,2	12,2



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AB/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Structure)	Programme	Catégorie de dépenses	Ressources totales LFI 2021		Ressources totales LFI 2021 - Crédits initiaux		Salaires de l'enseignement		Catégories de dépenses	
			AB	CP	AB	CP	AB	CP	AB	CP
			VAL AB	%	VAL AB	%	VAL AB	%	VAL AB	%
Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports	1018 Pratiques Coordination et Gestion administrative	1 Acquisition de biens et services	450 150 400	450 150 400	450 150 400	450 150 400	189 941 226	44,4	189 941 226	44,4
		2 Dépenses de personnel	260 000 000	260 000 000	260 000 000	260 000 000	1 100 000 000	423,1	1 100 000 000	423,1
		3 Investissements	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0
		4 Travaux d'entretien	1 724 800 000	1 724 800 000	1 724 800 000	1 724 800 000	1 200 000 000	70,2	1 200 000 000	70,2
		5 Acquisition de biens et services	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0
		6 Investissements	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0
		7 Travaux d'entretien	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0
		8 Acquisition de biens et services	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0
		9 Investissements	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0
		10 Travaux d'entretien	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0
Ministère de la Culture et de la Communication	1019 Photographie, coordination et gestion administrative	1 Acquisition de biens et services	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		2 Dépenses de personnel	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		3 Investissements	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		4 Travaux d'entretien	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		5 Acquisition de biens et services	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		6 Investissements	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		7 Travaux d'entretien	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		8 Acquisition de biens et services	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		9 Investissements	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		10 Travaux d'entretien	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AB/CP PAR MINISTERE/SUBSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Substitution (Section)	Programme	Catégorie de dépenses		Ressources des financements		Ressources internes et ressources externes		Catégorie de dépenses		Changement			
		AB	CP	AB	CP	AB	CP	AB	CP	AB	CP		
		VAL AB	%	VAL AB	%	VAL AB	%	VAL AB	%	VAL AB	%		
2001 Ministère de la Culture et de la Communication	2001 Développement et Enrichissement du Secteur de la Communication	1 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	
		2 Dépenses de personnel	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000
		3 Acquisition de biens et services	24 781 000 000	24 781 000 000	24 781 000 000	24 781 000 000	24 781 000 000	24 781 000 000	24 781 000 000	24 781 000 000	24 781 000 000	24 781 000 000	24 781 000 000
		4 Transferts courants	76 284 000 000	76 284 000 000	76 284 000 000	76 284 000 000	76 284 000 000	76 284 000 000	76 284 000 000	76 284 000 000	76 284 000 000	76 284 000 000	76 284 000 000
		Total Prog. 2001	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000
		2002 Programme de soutien culturel	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000
		1 Transferts courants	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000
		2 Investissements	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000
		3 Transferts en capital	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
		Total Prog. 2002	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000
2003 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2003 Programme de Santé et de l'Action Sociale	1 Transferts courants	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	
		2 Investissements	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	
		3 Transferts en capital	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	
		Total Prog. 2003	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	
		2004 Programme de Santé et de l'Action Sociale	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000
		1 Transferts courants	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000
		2 Investissements	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000	0 000 000 000
		3 Transferts en capital	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
		Total Prog. 2004	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000	6 275 000 000
		Total	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000	100 000 000 000



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AS/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Institution)	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor (Budget)	Catégorie dépenses		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépenses		%	%
		Programme		Projet LPI 2021 - 2024		SEARY			
		ALB	CP	ALB	CP	ALB	CP		
El Ministerio de la Salud y de Atención Social	2004 Salud y Bienestar Social	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
El Ministerio de la Juventud	2007 Protección social	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0
		170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	100.0	100.0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AB/C/P PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Groupe)	Programme	Catégorie de dépenses	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources Intérieures et Ressources Extérieures			Catégorie des dépenses							
			Dépenses			Prévisions			Prévisions							
			AB	CP	AP	AB	CP	AP	VAL. ABS	%	CP					
Ministère de la Jeunesse	2066 Éducation à la citoyenneté et promotion du volontariat	1 Dépenses de personnel	102 036 720	102 036 720	102 036 720	102 036 720	102 036 720	0	0	0	0	0	0			
		2 Acquisition de biens et services	30 426 200	30 426 200	30 426 200	30 426 200	30 426 200	-3 767 822	-10,0	-3 767 822	-10,0	-3 767 822	-10,0			
		3 Investissements autorisés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
		Total Prog. 2066	132 462 920	132 462 920	132 462 920	132 462 920	132 462 920	-3 767 822	-10,0	-3 767 822	-10,0	-3 767 822	-10,0			
		2069 Provision spéciale des Jours et gestion de leur groupement	1 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
			2 Acquisition de biens et services	405 621 126	405 621 126	405 621 126	405 621 126	405 621 126	-10 046 736	-2,7	-10 046 736	-2,7	-10 046 736	-2,7		
			3 Investissements autorisés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
			Total Prog. 2069	405 621 126	405 621 126	405 621 126	405 621 126	405 621 126	-10 046 736	-2,7	-10 046 736	-2,7	-10 046 736	-2,7		
			2070 Prémium socioéconomique des Jeunes	1 Dépenses de personnel	1 677 820 000	1 677 820 000	1 677 820 000	1 677 820 000	1 677 820 000	-2 100 000	-0,1	-2 100 000	-0,1	-2 100 000	-0,1	
				2 Acquisition de biens et services	2 146 820 000	2 146 820 000	2 146 820 000	2 146 820 000	2 146 820 000	-13 046 736	-0,6	-13 046 736	-0,6	-13 046 736	-0,6	
3 Investissements autorisés par l'Etat	0			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total Prog. 2070	3 824 640 000			3 824 640 000	3 824 640 000	3 824 640 000	3 824 640 000	-15 146 736	-0,4	-15 146 736	-0,4	-15 146 736	-0,4			
Total Section 05	1 Dépenses de personnel			4 171 080 140	4 171 080 140	4 171 080 140	4 171 080 140	4 171 080 140	0	0	0	0	0	0	0	
	2 Acquisition de biens et services			48 026 027 126	48 026 027 126	48 026 027 126	48 026 027 126	48 026 027 126	-13 046 736	-0,3	-13 046 736	-0,3	-13 046 736	-0,3		
	3 Investissements autorisés par l'Etat	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
	Total Prog. 2070	49 197 107 266		49 197 107 266	49 197 107 266	49 197 107 266	49 197 107 266	-15 146 736	-0,3	-15 146 736	-0,3	-15 146 736	-0,3			
	Ministère de l'Environnement et du Développement durable	2022 Production, Coordination et Gestion administrative		1 Dépenses de personnel	1 331 076 000	1 331 076 000	1 331 076 000	1 331 076 000	1 331 076 000	48 216 882	3,6	48 216 882	3,6	48 216 882	3,6	
				2 Acquisition de biens et services	66 026 000	66 026 000	66 026 000	66 026 000	66 026 000	0	0	0	0	0	0	
			3 Investissements autorisés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
			Total Prog. 2022	1 397 102 000	1 397 102 000	1 397 102 000	1 397 102 000	1 397 102 000	48 216 882	3,6	48 216 882	3,6	48 216 882	3,6		
			2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	1 Dépenses de personnel	4 126 026 000	4 126 026 000	4 126 026 000	4 126 026 000	4 126 026 000	-11 180 744	-0,7	-11 180 744	-0,7	-11 180 744	-0,7	
				2 Acquisition de biens et services	1 837 027 400	1 837 027 400	1 837 027 400	1 837 027 400	1 837 027 400	0	0	0	0	0	0	0
3 Investissements autorisés par l'Etat				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total Prog. 2071				5 963 053 400	5 963 053 400	5 963 053 400	5 963 053 400	5 963 053 400	-11 180 744	-0,7	-11 180 744	-0,7	-11 180 744	-0,7		
Total				Total	Total	1 397 102 000	1 397 102 000	1 397 102 000	1 397 102 000	1 397 102 000	48 216 882	3,6	48 216 882	3,6	48 216 882	3,6
						5 963 053 400	5 963 053 400	5 963 053 400	5 963 053 400	5 963 053 400	-11 180 744	-0,7	-11 180 744	-0,7	-11 180 744	-0,7
	0	0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	7 357 157 400	7 357 157 400				7 357 157 400	7 357 157 400	7 357 157 400	48 216 882	3,6	48 216 882	3,6	48 216 882	3,6		
	13 320 255 400	13 320 255 400				13 320 255 400	13 320 255 400	13 320 255 400	-11 180 744	-0,7	-11 180 744	-0,7	-11 180 744	-0,7		
	14 717 357 400	14 717 357 400				14 717 357 400	14 717 357 400	14 717 357 400	48 216 882	3,6	48 216 882	3,6	48 216 882	3,6		
	15 114 460 282	15 114 460 282	15 114 460 282			15 114 460 282	15 114 460 282	0	0	0	0	0	0	0		
	16 511 563 164	16 511 563 164	16 511 563 164			16 511 563 164	16 511 563 164	-11 180 744	-0,7	-11 180 744	-0,7	-11 180 744	-0,7			
	17 908 666 046	17 908 666 046	17 908 666 046			17 908 666 046	17 908 666 046	48 216 882	3,6	48 216 882	3,6	48 216 882	3,6			
	19 305 768 928	19 305 768 928	19 305 768 928			19 305 768 928	19 305 768 928	-11 180 744	-0,7	-11 180 744	-0,7	-11 180 744	-0,7			



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AIECP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Catégorie)	Programme	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Catégorie de dépenses		Ressources Internes et Ressources Extérieures		Projets PAF 2011 - 2015		Secteur des Infrastructures		Catégories de dépenses 1-2-3-4-6		Bilan			
		AIE		CSP		AIE		CSP		AIE		CSP		AIE		CSP	
		VAL AIE	%	VAL CSP	%	VAL AIE	%	VAL CSP	%	VAL AIE	%	VAL AIE	%	VAL CSP	%	VAL AIE	%
Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	03 Enseignement de base	0301 Enseignement de base	2 281 728 000	2 281 728 000	1 841 728 000	1 841 728 000	1 841 728 000	1 841 728 000	1 841 728 000	1 841 728 000	1 841 728 000	1 841 728 000	1 841 728 000	1 841 728 000	1 841 728 000	1 841 728 000	1 841 728 000
		0302 Enseignement de base	11 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000
		0303 Enseignement de base	2 750 481 000	2 750 481 000	2 750 481 000	2 750 481 000	2 750 481 000	2 750 481 000	2 750 481 000	2 750 481 000	2 750 481 000	2 750 481 000	2 750 481 000	2 750 481 000	2 750 481 000	2 750 481 000	2 750 481 000
		0304 Enseignement de base	870 888 785	870 888 785	870 888 785	870 888 785	870 888 785	870 888 785	870 888 785	870 888 785	870 888 785	870 888 785	870 888 785	870 888 785	870 888 785	870 888 785	870 888 785
		0305 Enseignement de base	381 189 000	381 189 000	381 189 000	381 189 000	381 189 000	381 189 000	381 189 000	381 189 000	381 189 000	381 189 000	381 189 000	381 189 000	381 189 000	381 189 000	381 189 000
		0306 Enseignement de base	4 870 781 884	4 870 781 884	4 870 781 884	4 870 781 884	4 870 781 884	4 870 781 884	4 870 781 884	4 870 781 884	4 870 781 884	4 870 781 884	4 870 781 884	4 870 781 884	4 870 781 884	4 870 781 884	4 870 781 884
		0307 Enseignement de base	8 248 181 748	8 248 181 748	8 248 181 748	8 248 181 748	8 248 181 748	8 248 181 748	8 248 181 748	8 248 181 748	8 248 181 748	8 248 181 748	8 248 181 748	8 248 181 748	8 248 181 748	8 248 181 748	8 248 181 748
		0308 Enseignement de base	288 248 000	288 248 000	288 248 000	288 248 000	288 248 000	288 248 000	288 248 000	288 248 000	288 248 000	288 248 000	288 248 000	288 248 000	288 248 000	288 248 000	288 248 000
		0309 Enseignement de base	418 287 200	418 287 200	418 287 200	418 287 200	418 287 200	418 287 200	418 287 200	418 287 200	418 287 200	418 287 200	418 287 200	418 287 200	418 287 200	418 287 200	418 287 200
		0310 Enseignement de base	28 788 216 481	28 788 216 481	28 788 216 481	28 788 216 481	28 788 216 481	28 788 216 481	28 788 216 481	28 788 216 481	28 788 216 481	28 788 216 481	28 788 216 481	28 788 216 481	28 788 216 481	28 788 216 481	28 788 216 481
Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	04 Enseignement supérieur	0401 Enseignement supérieur	28 078 018 400	28 078 018 400	28 078 018 400	28 078 018 400	28 078 018 400	28 078 018 400	28 078 018 400	28 078 018 400	28 078 018 400	28 078 018 400	28 078 018 400	28 078 018 400	28 078 018 400	28 078 018 400	28 078 018 400
		0402 Enseignement supérieur	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000
		0403 Enseignement supérieur	984 817 400	984 817 400	984 817 400	984 817 400	984 817 400	984 817 400	984 817 400	984 817 400	984 817 400	984 817 400	984 817 400	984 817 400	984 817 400	984 817 400	984 817 400
		0404 Enseignement supérieur	181 000 000	181 000 000	181 000 000	181 000 000	181 000 000	181 000 000	181 000 000	181 000 000	181 000 000	181 000 000	181 000 000	181 000 000	181 000 000	181 000 000	181 000 000
		0405 Enseignement supérieur	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000
		0406 Enseignement supérieur	1 288 070 000	1 288 070 000	1 288 070 000	1 288 070 000	1 288 070 000	1 288 070 000	1 288 070 000	1 288 070 000	1 288 070 000	1 288 070 000	1 288 070 000	1 288 070 000	1 288 070 000	1 288 070 000	1 288 070 000
		0407 Enseignement supérieur	188 177 000	188 177 000	188 177 000	188 177 000	188 177 000	188 177 000	188 177 000	188 177 000	188 177 000	188 177 000	188 177 000	188 177 000	188 177 000	188 177 000	188 177 000
		0408 Enseignement supérieur	438 201 000	438 201 000	438 201 000	438 201 000	438 201 000	438 201 000	438 201 000	438 201 000	438 201 000	438 201 000	438 201 000	438 201 000	438 201 000	438 201 000	438 201 000
		0409 Enseignement supérieur	477 486 400	477 486 400	477 486 400	477 486 400	477 486 400	477 486 400	477 486 400	477 486 400	477 486 400	477 486 400	477 486 400	477 486 400	477 486 400	477 486 400	477 486 400
		0410 Enseignement supérieur	27 040 188 072	27 040 188 072	27 040 188 072	27 040 188 072	27 040 188 072	27 040 188 072	27 040 188 072	27 040 188 072	27 040 188 072	27 040 188 072	27 040 188 072	27 040 188 072	27 040 188 072	27 040 188 072	27 040 188 072
Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	05 Recherche scientifique	0501 Recherche scientifique	218 128 018 000	218 128 018 000	218 128 018 000	218 128 018 000	218 128 018 000	218 128 018 000	218 128 018 000	218 128 018 000	218 128 018 000	218 128 018 000	218 128 018 000	218 128 018 000	218 128 018 000	218 128 018 000	218 128 018 000
		0502 Recherche scientifique	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000
		0503 Recherche scientifique	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000
		0504 Recherche scientifique	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000
		0505 Recherche scientifique	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000
		0506 Recherche scientifique	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000
		0507 Recherche scientifique	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000
		0508 Recherche scientifique	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000
		0509 Recherche scientifique	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000
		0510 Recherche scientifique	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000	188 000 000



Première Loi de Finances Rectificative 2021

Tableau Récapitulatif des Crédits AE/CP par Ministère/Institution, Programme et Catégorie de Dépense

Statistique de dépenses
1-2-3-4-5-6

Budget
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Crédits inscrits LPI 2021
Ressources internes et ressources externes

Ministère des Finances et de la Prévision

Programme	Catégorie de dépenses	Crédits inscrits LPI 2021		Ressources internes et ressources externes		Statistique de dépenses		ECART	
		AE	CP	AE	CP	VAL AEB	%	VAL AEB	%
2101 Enfance 88 Ministère de la Famille du genre et de la protection des enfants	3 Acquisition de biens et services	272 748 000	272 748 000	289 834 088	289 834 088	-2 810 811	-1,0	-2 810 811	-1,0
	4 Transferts courants	2 388 388 160	2 388 388 160	2 875 782 484	2 875 782 484	876 418 324	24,0	876 418 324	24,0
	5 Investissements subventionnés par l'État	48 376 888 000	7 389 000 000	48 878 248 000	8 688 000 000	-700 000 000	-1,3	-700 000 000	-1,3
	6 Transferts en capital	0	0	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	0
	Total Prog. 2101	48 146 288 160	48 146 288 160	48 263 868 000	10 201 618 000	122 607 410	0,2	122 607 410	0,2
2110 Autonomie Économique des entreprises	2 Dépenses de personnel	181 877 488	181 877 488	181 877 488	181 877 488	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	112 851 824	112 851 824	110 125 382	110 125 382	-2 876 442	-2,4	-2 876 442	-2,4
	5 Investissements subventionnés par l'État	13 821 128 876	3 028 888 796	13 868 888 796	3 287 217 181	388 878 824	2,7	388 878 824	2,7
	6 Transferts en capital	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 2110	18 242 858 188	14 388 888 188	14 388 888 188	4 287 217 181	388 878 824	2,7	388 878 824	2,7
Total Section 68 89 Ministère de l'Énergie, des Ressources naturelles et de l'Équipement 90 Ministère de l'Énergie, des Ressources naturelles et de l'Équipement	2 Dépenses de personnel	8 878 388 874	8 878 388 874	8 878 388 874	8 878 388 874	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	1 212 831 184	1 212 831 184	1 383 888 804	1 383 888 804	140 284 610	11,6	140 284 610	11,6
	4 Transferts courants	0	0	80 000 000	80 000 000	80 000 000	0	80 000 000	0
	Total Prog. 1024	7 189 188 858	7 189 188 858	7 349 408 478	7 349 408 478	160 264 610	2,2	160 264 610	2,2
	2077 Développement des affaires de formation professionnelle et de l'insertion	18 117 128 000	18 117 128 000	18 117 128 000	18 117 128 000	0	0	0	0
2077 Développement des affaires de formation professionnelle et de l'insertion	3 Acquisition de biens et services	8 882 881 880	8 882 881 880	8 882 881 880	8 882 881 880	-8 109 832	-0,1	-8 109 832	-0,1
	4 Transferts courants	840 887 880	840 887 880	1 008 212 880	1 008 212 880	87 878 880	7,2	87 878 880	7,2
	5 Investissements subventionnés par l'État	21 647 487 388	13 308 118 816	20 827 888 188	12 888 218 828	-719 804 180	-3,3	-719 804 180	-3,3
	6 Transferts en capital	1 878 812 880	1 878 812 880	2 229 812 880	2 229 812 880	350 000 000	18,6	350 000 000	18,6
	Total Prog. 2077	48 380 884 874	48 380 884 874	48 380 884 874	30 269 748 176	-310 438 822	-0,6	-310 438 822	-0,6



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AUCP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie de dépenses	Budget			Ressources Internes et ressources extérieures			Crédits inscrits LFI 2021			Budget			Crédits inscrits		
			Budget			Ressources Internes et ressources extérieures			Crédits inscrits LFI 2021			Budget			Crédits inscrits		
			AE	CP	VAL ABS	AE	CP	VAL ABS	AE	CP	VAL ABS	AE	CP	VAL ABS	AE	CP	VAL ABS
01 Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	2078 Développement de l'emploi	1 Dépenses de personnel	98 143 000	98 143 000	98 143 000	98 143 000	98 143 000	98 143 000	98 143 000	0	0	0	0	0	0	0	
		2 Acquisition de biens et services	11 896 232	11 896 232	11 896 232	0 890 130	0 890 130	-1 808 084	-1 808 084	-18,5	-1 808 084	-18,5	-1 808 084	-18,5	-1 808 084	-18,5	
		3 Transferts courants	488 000 000	488 000 000	488 000 000	488 000 000	488 000 000	-20 000 000	-20 000 000	-11,5	-20 000 000	-11,5	-20 000 000	-11,5	-20 000 000	-11,5	
		4 Investissements budgétaires par l'Etat	4 787 000 000	4 787 000 000	4 787 000 000	4 787 000 000	4 787 000 000	4 787 000 000	4 787 000 000	8,9	4 787 000 000	8,9	4 787 000 000	8,9	4 787 000 000	8,9	
		5 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Prog. 2078	6 269 042 232	6 269 042 232	6 269 042 232	6 269 042 232	6 269 042 232	-1 808 084	-1 808 084	-4,9	-1 808 084	-4,9	-1 808 084	-4,9	-1 808 084	-4,9	-1 808 084		
2108 Développement de l'emploi	3 Dépenses de personnel	1 AE	18 214 000	18 214 000	18 214 000	18 214 000	18 214 000	18 214 000	18 214 000	0	0	0	0	0	0	0	
		2 CP	41 800 000	41 800 000	41 800 000	41 800 000	41 800 000	41 800 000	41 800 000	13,1	41 800 000	13,1	41 800 000	13,1	41 800 000	13,1	
		3 AE	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	400	4 000 000 000	400	4 000 000 000	400	4 000 000 000	400	
		4 CP	238 000 000	238 000 000	238 000 000	238 000 000	238 000 000	78 466 410	78 466 410	33,4	78 466 410	33,4	78 466 410	33,4	78 466 410	33,4	
		5 Investissements budgétaires par l'Etat	1 888 874 000	1 888 874 000	1 888 874 000	1 888 874 000	1 888 874 000	4 033 921 686	4 033 921 686	310,4	4 033 921 686	310,4	4 033 921 686	310,4	4 033 921 686	310,4	
Total Prog. 2108	62 140 874 000	62 140 874 000	62 140 874 000	62 140 874 000	62 140 874 000	3 861 838 386	3 861 838 386	0,2	3 861 838 386	0,2	3 861 838 386	0,2	3 861 838 386	0,2			
01 Charges non réparties	0010 EXISTATION CHARGES NON REPARTIES	2 Dépenses de personnel	1 AE	51 319 840 812	51 319 840 812	51 319 840 812	51 319 840 812	51 319 840 812	51 319 840 812	-0,4	-180 000 000	-0,4	-180 000 000	-0,4	-180 000 000	-0,4	
			2 CP	100 858 851 000	100 858 851 000	100 858 851 000	100 858 851 000	100 858 851 000	33 387 216 213	33 387 216 213	-33,1	33 387 216 213	-33,1	33 387 216 213	-33,1		
			3 AE	48 988 873 855	48 988 873 855	48 988 873 855	48 988 873 855	48 988 873 855	28 059 668 179	28 059 668 179	58,7	28 059 668 179	58,7	28 059 668 179	58,7		
			4 CP	28 878 340 000	28 878 340 000	28 878 340 000	28 878 340 000	28 878 340 000	12 368 073 782	12 368 073 782	41,2	12 368 073 782	41,2	12 368 073 782	41,2		
			5 Investissements budgétaires par l'Etat	18 000 000 000	18 000 000 000	18 000 000 000	18 000 000 000	18 000 000 000	31 367 107 012	31 367 107 012	188,6	31 367 107 012	188,6	31 367 107 012	188,6		
Total Prog. 0010	247 945 812 619	247 945 812 619	247 945 812 619	247 945 812 619	247 945 812 619	38 178 055 784	38 178 055 784	16,4	38 178 055 784	16,4	38 178 055 784	16,4					
01 Ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage global et coordination administrative	3 Dépenses de personnel	1 AE	400 888 110	400 888 110	400 888 110	400 888 110	400 888 110	400 888 110	0	0	0	0	0	0	0	
			2 CP	888 800 810	888 800 810	888 800 810	888 800 810	888 800 810	-272 832 084	-272 832 084	-29,1	-272 832 084	-29,1	-272 832 084	-29,1		
			3 AE	1 028 708 828	1 028 708 828	1 028 708 828	1 028 708 828	1 028 708 828	-168 888 871	-168 888 871	-8,9	-168 888 871	-8,9	-168 888 871	-8,9		
			4 CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
			5 Investissements budgétaires par l'Etat	1 028 708 828	1 028 708 828	1 028 708 828	1 028 708 828	1 028 708 828	-168 888 871	-168 888 871	-8,9	-168 888 871	-8,9	-168 888 871	-8,9		
Total Prog. 1032	2 347 305 556	2 347 305 556	2 347 305 556	2 347 305 556	2 347 305 556	-441 720 855	-441 720 855	-19,2	-441 720 855	-19,2	-441 720 855	-19,2					



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS A/ECP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie de dépenses	Budget			Source de financement			Catégories de dépenses				
			Budget Global et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources Internes et Ressources extérieures			1-2-3-4-5-6				
			ALL	CFP	AE	AE	CFP	AE	VAL A/E	%	VAL A/E	%	CP
01 Ministère de l'économie et des Finances 01.01 Direction de la Coopération	1022 Pilotage, gestion et coordination administrative 2022 Coopération et Développement PEP et Appel à l'action privé	1 Transferts en capital	180 000 000	180 000 000	180 000 000	180 000 000	180 000 000	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 1022	3 513 280 300	3 513 280 300	3 513 280 300	3 513 280 300	3 513 280 300	-232 408 700	-11,2	-232 408 700	-11,2	-232 408 700	-11,2
		2 Dépenses de personnel	180 000 000	180 000 000	180 000 000	180 000 000	180 000 000	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	674 640 550	674 640 550	674 640 550	674 640 550	674 640 550	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	180 000 000	180 000 000	180 000 000	180 000 000	180 000 000	0	0	0	0	0	0
		5 Investissements réalisés par l'Etat	60 681 677 140	15 651 677 140	60 681 677 140	60 681 677 140	60 681 677 140	-366 838 048	-0,7	-366 838 048	-0,7	-366 838 048	-0,7
		6 Transferts en capital	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 1022	14 708 280 410	54 730 280 410	14 708 280 410	14 708 280 410	14 708 280 410	3 167 713 251	6,1	3 167 713 251	6,1	3 167 713 251	6,1
		2024 Economie productive, compétitive et emplois durables	482 188 000	482 188 000	482 188 000	482 188 000	482 188 000	0	0	0	0	0	0
		Total Section 01	1 195 310 000	1 195 310 000	1 195 310 000	1 195 310 000	1 195 310 000	-229 690 399	-10,2	-229 690 399	-10,2	-229 690 399	-10,2
02 Ministère de l'élevage et des Productions Animales	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 Transferts en capital	7 481 000 000	7 481 000 000	7 481 000 000	7 481 000 000	7 481 000 000	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 1024	672 000 000	672 000 000	672 000 000	672 000 000	672 000 000	4 137 180	0,7	4 137 180	0,7	4 137 180	0,7
		2 Dépenses de personnel	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	28 720 000 000	39 720 000 000	28 720 000 000	28 720 000 000	28 720 000 000	-128 784 000	-0,4	-128 784 000	-0,4	-128 784 000	-0,4
		4 Transferts courants	60 527 000 000	31 230 000 000	60 527 000 000	60 527 000 000	60 527 000 000	2 040 450 000	2,0	2 040 450 000	2,0	2 040 450 000	2,0
		5 Investissements réalisés par l'Etat	3 124 200 000	3 124 200 000	3 124 200 000	3 124 200 000	3 124 200 000	0	0	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	775 360 000	775 360 000	775 360 000	775 360 000	775 360 000	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 1024	39 142 000	39 142 000	39 142 000	39 142 000	39 142 000	-10 000 000	-25,5	-10 000 000	-25,5	-10 000 000	-25,5
		2025 Productifs durables	70 110 117	70 110 117	70 110 117	70 110 117	70 110 117	0	0	0	0	0	0
		Total Section 02	3 008 880 140	3 281 000 140	3 008 880 140	3 008 880 140	3 008 880 140	23 072 776	0,8	23 072 776	0,8	23 072 776	0,8
03 Ministère de l'Énergie et des Infrastructures	2026 Productifs durables	1 Transferts en capital	366 690 300	366 690 300	366 690 300	366 690 300	366 690 300	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2026	180 370 000	180 370 000	180 370 000	180 370 000	180 370 000	-10 887 608	-7,2	-10 887 608	-7,2	-10 887 608	-7,2
		2 Dépenses de personnel	180 370 000	180 370 000	180 370 000	180 370 000	180 370 000	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		5 Investissements réalisés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2026	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		2027 Productifs durables	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Section 03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS ABOCP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Entité)	Programme	Catégorie de dépenses	Ressources Internes et Ressources Extérieures			Catégorie de dépenses			Catégorie de dépenses													
			Credits inscrits LFI 2021			Credits inscrits			Credits inscrits													
			AE	CP	VAL AOB	AE	CP	VAL AOB	AE	CP	VAL AOB											
Ministère de l'Économie Numérique et des Télécommunications	2084 Services publics	1 Transferts en capital	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
		2 Dépenses de personnel	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000	141 000 000 000		
		3 Acquisitions de biens et services	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000	28 200 000 000		
		4 Transferts courants	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000		
		5 Investissements réalisés par l'État	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000		
		Total Prog. 2084	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	446 000 000 000	
		Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et Solidaire	2108 Programme de la microfinance	1 Acquisitions de biens et services	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	
				2 Investissements réalisés par l'État	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000
				Total Prog. 2108	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000
				3 Dépenses de personnel	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000
4 Acquisitions de biens et services	17 000 000			17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000		
5 Investissements réalisés par l'État	8 200 000 000			8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	
6 Transferts en capital	800 000 000			800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000		
Total Prog. 2108	9 417 000 000			9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000	9 417 000 000		
7 Dépenses de personnel	28 000 000			28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000	28 000 000		
8 Acquisitions de biens et services	70 000 000			70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000		
Total Prog. 2118	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000				
Total	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000			



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS A/ECP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Recettes)	Programme	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Budget de l'Etat		Recettes de l'Etat		Recettes de l'Etat		Recettes de l'Etat		Recettes de l'Etat		
		Catégorie de dépense		Nécessaires Intimes et recourses extimes		Prévisions 2021		Prévisions 2021		Prévisions 2021		Prévisions 2021		
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
001 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	1027 Politiques, Coopération et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	448 881 000	448 881 000	448 881 000	448 881 000	448 881 000	448 881 000	448 881 000	448 881 000	448 881 000	448 881 000	448 881 000	
		3 Acquisitions de biens et services	288 888 000	288 888 000	288 888 000	288 888 000	288 888 000	288 888 000	288 888 000	288 888 000	288 888 000	288 888 000	288 888 000	
		3 Transferts en capital	4 288 888 000	4 288 888 000	4 288 888 000	4 288 888 000	4 288 888 000	4 288 888 000	4 288 888 000	4 288 888 000	4 288 888 000	4 288 888 000	4 288 888 000	
		Total P.F.P.P. 2021	8 288 888 000	8 288 888 000	8 288 888 000	8 288 888 000	8 288 888 000	8 288 888 000	8 288 888 000	8 288 888 000	8 288 888 000	8 288 888 000	8 288 888 000	8 288 888 000
		2 Dépenses de personnel	73 888 000	73 888 000	73 888 000	73 888 000	73 888 000	73 888 000	73 888 000	73 888 000	73 888 000	73 888 000	73 888 000	73 888 000
005 Collectivités territoriales	3 Acquisitions de biens et services	40 888 000	40 888 000	40 888 000	40 888 000	40 888 000	40 888 000	40 888 000	40 888 000	40 888 000	40 888 000	40 888 000	40 888 000	
		3 Transferts en capital	1 288 888 000	1 288 888 000	1 288 888 000	1 288 888 000	1 288 888 000	1 288 888 000	1 288 888 000	1 288 888 000	1 288 888 000	1 288 888 000	1 288 888 000	
		3 Investissements budgétaires par l'Etat	18 888 000 000	18 888 000 000	18 888 000 000	18 888 000 000	18 888 000 000	18 888 000 000	18 888 000 000	18 888 000 000	18 888 000 000	18 888 000 000	18 888 000 000	18 888 000 000
		3 Transferts en capital	2 340 173 450	2 340 173 450	2 340 173 450	2 340 173 450	2 340 173 450	2 340 173 450	2 340 173 450	2 340 173 450	2 340 173 450	2 340 173 450	2 340 173 450	2 340 173 450
		Total P.F.P.P. 2021	25 288 888 450	25 288 888 450	25 288 888 450	25 288 888 450	25 288 888 450	25 288 888 450	25 288 888 450	25 288 888 450	25 288 888 450	25 288 888 450	25 288 888 450	25 288 888 450
008 Gouvernements territoriaux	2 Dépenses de personnel	888 188 000	888 188 000	888 188 000	888 188 000	888 188 000	888 188 000	888 188 000	888 188 000	888 188 000	888 188 000	888 188 000	888 188 000	
		3 Acquisitions de biens et services	388 187 000	388 187 000	388 187 000	388 187 000	388 187 000	388 187 000	388 187 000	388 187 000	388 187 000	388 187 000	388 187 000	388 187 000
		3 Transferts en capital	340 888 000	340 888 000	340 888 000	340 888 000	340 888 000	340 888 000	340 888 000	340 888 000	340 888 000	340 888 000	340 888 000	340 888 000
		3 Investissements budgétaires par l'Etat	8 088 010 248	8 088 010 248	8 088 010 248	8 088 010 248	8 088 010 248	8 088 010 248	8 088 010 248	8 088 010 248	8 088 010 248	8 088 010 248	8 088 010 248	8 088 010 248
		Total P.F.P.P. 2021	7 288 888 248	7 288 888 248	7 288 888 248	7 288 888 248	7 288 888 248	7 288 888 248	7 288 888 248	7 288 888 248	7 288 888 248	7 288 888 248	7 288 888 248	7 288 888 248
009 Financement du développement territorial	2 Dépenses de personnel	84 288 000	84 288 000	84 288 000	84 288 000	84 288 000	84 288 000	84 288 000	84 288 000	84 288 000	84 288 000	84 288 000	84 288 000	
		3 Acquisitions de biens et services	88 010 000	88 010 000	88 010 000	88 010 000	88 010 000	88 010 000	88 010 000	88 010 000	88 010 000	88 010 000	88 010 000	88 010 000
		3 Transferts en capital	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000
		3 Investissements budgétaires par l'Etat	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000
		Total P.F.P.P. 2021	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000
Finances de l'Etat	Total P.F.P.P. 2021	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	
		3 Acquisitions de biens et services	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000	32 888 000 000
		3 Transferts en capital	34 088 888 000	34 088 888 000	34 088 888 000	34 088 888 000	34 088 888 000	34 088 888 000	34 088 888 000	34 088 888 000	34 088 888 000	34 088 888 000	34 088 888 000	34 088 888 000
		3 Investissements budgétaires par l'Etat	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000	26 488 888 000
		Total P.F.P.P. 2021	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000	148 688 888 000



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Sources de financement				Catégories de dépense			
			Budget		Ressources internes et ressources extérieures		1-2-3-4-5-6		ECART	
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Credits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE	
						VAL ABS	%	VAL ABS	%	
68 Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	313 676 196	313 676 196	313 676 196	313 676 196	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	216 637 667	216 637 667	166 217 782	166 217 782	-50 419 885	-23,0	-50 419 885	-23,0
		4 Transferts courants	1 660 000 000	1 660 000 000	1 660 000 000	1 660 000 000	-60 000 000	-3,0	-60 000 000	-3,0
		Total Prog. 1026	2 190 313 863	2 190 313 863	2 071 893 978	2 071 893 978	-118 419 885	-5,0	-118 419 885	-5,0
	2088 Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2 Dépenses de personnel	112 721 000	112 721 000	112 721 000	112 721 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	47 234 304	47 234 304	47 227 691	47 227 691	-6 617	0	-6 617	0
		4 Transferts courants	2 711 432 000	2 711 432 000	2 661 432 000	2 661 432 000	-150 000 000	-5,5	-150 000 000	-5,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	161 487 473 300	10 067 223 300	164 706 326 600	5 406 076 600	-6 762 147 500	-3,8	-6 762 147 500	-36,2
		5 Transferts en capital	360 000 000	360 000 000	4 132 147 500	3 832 147 500	3 762 147 500	1060,6	3 462 147 500	994,6
	Total Prog. 2088	194 708 880 604	194 708 880 604	191 046 883 991	191 046 883 991	-3 661 996 617	-1,9	-3 661 996 617	-1,7	
	2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	2 Dépenses de personnel	163 677 600	163 677 600	163 677 600	163 677 600	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	163 664 081	163 664 081	163 746 304	163 746 304	-145 777	-0,1	-145 777	-0,1
		4 Transferts courants	1 667 796 608	1 667 796 608	1 600 000 000	1 600 000 000	-267 796 608	-16,7	-267 796 608	-16,7
5 Investissements exécutés par l'Etat		167 242 686 051	42 662 662 768	169 630 166 773	33 260 127 467	-9 712 626 279	-5,8	-9 712 626 279	-22,6	
5 Transferts en capital		6 775 000 000	6 775 000 000	11 606 463 927	11 606 463 927	4 831 463 927	71,3	4 831 463 927	71,3	
Total Prog. 2089		176 233 286 640	176 233 286 640	171 686 266 991	171 686 266 991	-4 546 996 937	-2,6	-4 546 996 937	-2,6	
2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	2 Dépenses de personnel	201 630 000	201 630 000	201 630 000	201 630 000	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	161 245 640	161 245 640	120 666 000	120 666 000	-41 160 640	-25,5	-41 160 640	-25,5	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	164 736 613 271	49 600 763 666	166 303 116 000	40 366 366 644	-9 436 394 221	-5,7	-9 436 394 221	-16,6	
	5 Transferts en capital	7 026 000 000	7 026 000 000	12 023 540 507	12 023 540 507	4 997 540 507	71,3	4 997 540 507	71,3	
	Total Prog. 2090	172 128 288 111	172 128 288 111	167 648 266 647	167 648 266 647	-4 479 004 664	-2,6	-4 479 004 664	-2,6	
Total Section 68	646 346 721 422	646 346 721 422	632 396 366 426	632 396 366 426	-13 950 354 996	-2,1	-13 950 354 996	-2,1		

Le Système Suppl. du Budget Programme BVSBDGIP1 - SENECA.



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

La Presse Inc. Québec, PQ

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AVEC PAR MINISTRE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère / Institution (Gestion)	Programme	Éléments de dépenses	Budget				Gestion de l'investissement				Catégorie de dépenses			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Bonne tenue de l'investissement et remboursements extérieurs		Budget de l'État - crédits initiaux		Budget de l'État - crédits initiaux		Valeur		Variation	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
71 Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Services sociaux	1870 Programme de soutien à la formation professionnelle	1 Acquisition de biens et services	200 000 000	200 000 000	310 000 000	310 000 000	47 000 000	47 000 000	17,5	0	47 000 000	17,5	0	
		2 Dépenses de personnel	0	0	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	0	0	70 000 000	0	0	
		3 Dépenses de matériel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		4 Dépenses de biens et services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		6 Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		7 Total Prog. 1870	200 000 000	200 000 000	310 000 000	310 000 000	47 000 000	47 000 000	17,5	0	47 000 000	17,5	0	
		8 Total Prog. 1870	200 000 000	200 000 000	310 000 000	310 000 000	47 000 000	47 000 000	17,5	0	47 000 000	17,5	0	
		9 Total Prog. 1870	200 000 000	200 000 000	310 000 000	310 000 000	47 000 000	47 000 000	17,5	0	47 000 000	17,5	0	
		10 Total Prog. 1870	200 000 000	200 000 000	310 000 000	310 000 000	47 000 000	47 000 000	17,5	0	47 000 000	17,5	0	
72 Ministère de la Santé et des Services sociaux	1871 Programme de soutien à la formation professionnelle	1 Acquisition de biens et services	200 000 000	200 000 000	310 000 000	310 000 000	47 000 000	47 000 000	17,5	0	47 000 000	17,5	0	
		2 Dépenses de personnel	0	0	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	0	0	70 000 000	0	0	
		3 Dépenses de matériel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		4 Dépenses de biens et services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		6 Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		7 Total Prog. 1871	200 000 000	200 000 000	310 000 000	310 000 000	47 000 000	47 000 000	17,5	0	47 000 000	17,5	0	
		8 Total Prog. 1871	200 000 000	200 000 000	310 000 000	310 000 000	47 000 000	47 000 000	17,5	0	47 000 000	17,5	0	
		9 Total Prog. 1871	200 000 000	200 000 000	310 000 000	310 000 000	47 000 000	47 000 000	17,5	0	47 000 000	17,5	0	
		10 Total Prog. 1871	200 000 000	200 000 000	310 000 000	310 000 000	47 000 000	47 000 000	17,5	0	47 000 000	17,5	0	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère / Direction / Section	Programme	Catégorie de dépenses	Ressources internes et ressources externes				Catégorie de dépenses			
			Budget		Budget rectificatif		Budget		Budget rectificatif	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	%	CP
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche 1800 Pédagogie, Coopération et Gestion de l'Enseignement	2002 Activités sociales universitaires	2 Dépenses de personnel	39 242 000	36 892 000	38 242 000	39 242 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	404 000 000	134 000 000	438 000 000	135 000 000	-11	-11	0	0
		4 Transferts courants	30 525 337 000	85 525 337 000	33 048 337 000	83 748 337 000	15 300 000 000	16,6	13 200 000 000	16,6
		5 Financement de dépenses par l'Etat	83 285 484 000	33 072 371 821	88 017 843 802	70 805 545 728	-18 267 810 486	-16,3	-18 267 810 486	-88,8
		Total Prog. 2002	147 056 761 000	164 585 691 000	164 336 380 802	164 798 648 728	-1 917 918 888	-1,2	-1 917 918 888	-1,2
		1800 Pédagogie, Coopération et Gestion de l'Enseignement	404 000 000	134 000 000	438 000 000	135 000 000	-11	-11	0	0
		Total Section 70	280 404 000	280 404 000	280 404 000	280 404 000	0	0	0	0
		1800 Pédagogie, Coopération et Gestion de l'Enseignement	280 404 000	280 404 000	280 404 000	280 404 000	0	0	0	0
		2110 Mincos	916 000 000	812 000 000	1 143 000 000	1 119 000 000	306 000 000	36,7	300 000 000	36,7
		Total Section 75	1 396 404 000	1 396 404 000	1 396 404 000	1 396 404 000	0	0	0	0
2110 Mincos	1 396 404 000	1 396 404 000	1 396 404 000	1 396 404 000	0	0	0	0		
Total Section 83	4 014 917 821	4 014 917 821	4 014 917 821	4 014 917 821	-1 918 838	-0,5	-1 918 838	-0,5		



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

via Fonds de la recherche en santé

Budget

Budget Global et Contrôles Spéciaux du Trésor

Ressources Internes et Ressources extérieures

Calculs de dépenses

Ministère/Institution (Subsection)	Programme	Catégorie de dépenses	Crédits (millions de dollars)				Écart			
			AE	CE	AE	CE	VAL AE	%	VAL CE	%

24 Ministère du Développement économique, des Infrastructures, des Transports et de l'Énergie	0005 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	01 Acquisition de biens et services	404 819 822	404 819 822	404 819 822	404 819 822	-107 819 822	0	0	0	0
		02 Transferts courants	264 056 972	264 056 972	264 056 972	264 056 972	181 056 972	-0.7	-1 876 240	-2.7	
		03 Investissements	212 000 000	212 000 000	212 000 000	212 000 000	212 000 000	93.0	200 000 000	93.0	
		04 Indemnités	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	185 000 000	-53.1	-176 000 000	-50.3	
		05 Indemnités	1 284 281 184	1 284 281 184	1 284 281 184	1 284 281 184	1 284 281 184	1.0	11 024 788	1.0	
		06 Indemnités	787 200 000	787 200 000	787 200 000	787 200 000	787 200 000	0	0	0	
		07 Acquisition de biens et services	183 000 000	183 000 000	183 750 711	183 750 711	183 750 711	-4.1	-2 342 000	-4.1	
		08 Indemnités	207 200 000 000	207 200 000 000	207 200 000 000	207 200 000 000	207 200 000 000	0	0	0	
		09 Indemnités	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	0	0	0	
		10 Indemnités	28 217 000	28 217 000	28 217 000	28 217 000	28 217 000	0	0	0	
2400 ÉQUIPE SOCIALE	2400 ÉQUIPE SOCIALE	01 Acquisition de biens et services	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	-2 478	0	-2 478	0	
		02 Transferts courants	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	0	0	0	0	
		03 Indemnités	47 130 000 000	47 130 000 000	47 130 000 000	47 130 000 000	12 130 000 000	0	0	0	
		04 Indemnités	22 100 000 000	22 100 000 000	22 100 000 000	22 100 000 000	0	0	0	0	
TOTAL GÉNÉRAL	TOTAL GÉNÉRAL	01 Acquisition de biens et services	60 272 287 456	60 272 287 456	60 272 287 456	60 272 287 456	-2 278	0	-2 278	0	
		02 Transferts courants	180 000 000 000	180 000 000 000	180 000 000 000	180 000 000 000	3 240 000 000	3.5	3 240 000 000	3.5	
TOTAL GÉNÉRAL			240 272 287 456	240 272 287 456	240 272 287 456	240 272 287 456	-0.1	17 000 000 000	0.0	0.0	

ANNEXE IV: DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	LFR 2021	% PIB
Ressources	3034,5	
Recettes ordinaires hors dons	2742,5	
recettes fiscales		2564,5
recettes non fiscales		118,0
Recettes exceptionnelles		60,00
Autres recettes (Remboursement prêts rétrocedés)		
Dons budgétaires	64,0	
Ressources externes	228,0	
Tirages sur subventions		228,0
Charges	3851,5	
Dettes publiques (intérêt + commissions)	321,7	
Intérêts et commission dette extérieure		
Intérêts et commission dette intérieure		
Dépenses de personnel	904,9	
Autres dépenses courantes	1099,9	
Dépenses en capital sur ressources internes	741,0	
Dépenses en capital sur ressources externes	784,0	
Prêts rétrocedés		
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-817,0	-5,4%
PIB 2019		14999

Libellé section	Libellé chapitre	Montant
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	Création de université virtuelle du Sénégal et (LVS) et mise en œuvre des espaces numériques ouverts (ENO)	1 270 000 000
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	Projet de gouvernance et de financement de l'enseignement supérieur (PGEFS)	1 500 000 000
Ministère de l'urbanisme, du logement et de l'hygiène publique	Projet de promotion de la gestion intégrée et de l'économie des déchets solides au Sénégal (PROGOS)	2 200 000 000
Ministère de l'urbanisme, du logement et de l'hygiène publique	Unité de coordination et de gestion des déchets solides	2 000 000 000
Ministère de l'urbanisme, du logement et de l'hygiène publique	Construction CITE ministérielle	3 650 000 000
Charges non répertoriées	Programme d'acquisition de mobilier et de matériel de transport pour l'administration	2 000 000 000
Charges non répertoriées	Agence de régulation des télécommunications et postes (ARTP)	5 901 632 296
Haute commission des collectivités territoriales (accréditations de collectivités)	Appui au Haut Conseil des Collectivités Territoriales (accréditations de collectivités)	1 100 000 000
Ministère de la jeunesse	Projet de construction de la maison de la jeunesse et de la citoyenneté	3 685 210 271
Ministère de la jeunesse	Programme des domaines agricoles communautaires (PRODMAC)	650 000 000
Ministère de la jeunesse	Projet d'investissement agricole	500 000 000
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	Projet d'acquisition d'un patrolleur en haute mer (PHM)	1 837 333 000
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	Travaux de réhabilitation des six vedettes (REJANTS)	1 500 000 000
Ministère de l'agriculture	Facilitation de l'accès aux intrants agricoles	13 269 556 981
Ministère de l'agriculture	SABO	1 000 000 000
Ministère de l'agriculture	Programme de reconstruction capital semencier	1 000 000 000
Ministère de l'eau et de l'assainissement	Projet de réalisation d'infrastructures de production d'eau potable en milieu rural	2 149 600 000
Ministère de l'eau et de l'assainissement	Programme spéciale d'approvisionnement de la desserte en eau potable de DAWAR ET D'AUTRES LOCALITES (PSDAO)	2 000 000 000
Ministère de l'eau et de l'assainissement	Projet de dépollution de la baie de HARRI	1 034 605 779
Ministère des forces armées	Projet d'acquisition et d'équipements militaires	1 000 000 000
Ministère des forces armées	Projet d'investissement travaux armés	1 125 000 000
Ministère du commerce, de la consommation, de l'énergie, de l'eau et de l'électricité	Programme de modernisation des marchés de DIOURBEL, DE PANGAR, ZIGABICHON, ZIGABICHON, ET KAOLOK	3 532 780 378
Ministère du développement économique, de l'équité sociale et territoriale	Programme de promotion des villes du Sénégal (PROMOVILLES)	1 250 000 000
Ministère de l'énergie	Second compact MOA Sénégal/Énergie	500 000 000
Ministère de l'énergie	Programme national d'urgence d'électrification rurale	2 720 000 000
Ministère des infrastructures, du désenclavement et des transports terrestres	Projet de construction de la desserte ferroviaire Dakar-Arb	4 924 881 295
Ministère du tourisme et des transports aériens	Rénovation Aeroport Cap Skirring	1 000 000 000
Présidence de la République	Projet réhabilitation des édifices KAJERLIK (DONT GRANDS MOSQUÉS DE TIMBOUWANE, GUEDEYAYWE ET PONDÉ)	1 500 000 000
TOTAL		66 669 669 669

ANNEXE V : RÉSERVE DE PRECAUTION

ANNEXE VI : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE

Montants en milliards de francs CFA

TYPES DE DETTE	LFI 2021			Projet LFR 2021		
	Principal	I & C	Total	Principal	I & C	TOTAL
MULTILATERAUX	126,56	41,18	167,74	126,65	46,35	173,00
IDA/BIRD	22,96	15,59	38,55	23,64	17,08	40,71
BEI/FED	5,99	1,49	7,49	5,99	1,86	7,85
BAD/FAD	12,92	5,11	18,04	13,14	5,15	18,29
OPEP/BADEA/BID	40,32	6,05	46,38	40,00	7,93	47,93
AUTRES	44,36	12,93	57,29	43,88	14,34	58,22
BILATERAUX	128,45	51,69	180,15	100,26	41,18	141,44
PAYS DE L'OCDE	36,80	12,71	49,51	20,41	1,51	21,92
PAYS ARABES	11,69	2,97	14,66	7,79	2,67	10,46
AUTRES	79,96	36,01	115,97	72,06	37,00	109,06
CREDITS A L'EXPORTATION	55,15	7,31	62,46	35,06	7,64	42,70
COMMERCIALE	87,14	126,75	213,89	104,82	125,01	229,83
EUROBOND	70,74	122,54	193,28	88,42	119,54	207,96
CREDIT SUISSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AFREXIMBANK	16,40	4,22	20,61	16,40	4,22	20,61
SCBANK	0,00	0,00	0,00	0,00	1,26	1,26
INTERETS SUR TIRAGES FUTURES	0,00	21,00	21,00	0,00	9,60	9,60
TOTAL HORS PPT/IDM	397,31	247,93	645,24	366,78	229,78	596,57
achat DTS FMI	0,00	2,44	2,44	0,00	2,44	2,44
Autres Emprunts LT	1,01	0,52	1,53	19,30	1,03	20,33
Obligations du Trésor par Adjudication	47,70	52,30	100,00	47,70	71,72	119,42
Bons du Trésor par Adjudication	105,00	0,00	105,00	55,00	0,00	55,00
Obligations du trésor par les sukuk	25,00	8,80	33,80	25,00	8,80	33,80
Obligations par Appel Public à l'Épargne	43,30	5,99	49,29	43,30	5,99	49,29
Intérêts et commission sur émissions futures		9,00	9,00	0,00	2,00	2,00
TOTAL	272,01	79,03	301,05	190,30	91,96	282,27
TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	619,32	326,96	946,28	557,10	321,74	878,84

ANNEXE VII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST

Structure de l'Etat
du 1^{er} janvier 2021

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE (SECTION) ET ECONOMIQUE (CATEGORIE DE DEPENSE)

Classification administrative (Section (titulaires ou mandataires))	Budget Général		Classification économique - Catégorie de dépenses											
	Montant inscrit au budget	Décaissements pécuniaires	AE	AF	CF	AE	AF	CF	AE	AF	CF	AE	AF	CF
10 Océan Indien	331 740 000 000	0												
21 Procédure de liquidation	0	0												
22 Annuités à verser	0	0												
41 Central financier local et intercommunal	41 200 000	0												
42 Central financier	0	0												
27 Cour Suprême	1 014 200 000	0												
33 Cour des Comptes	1 000 000 000	0												
30 Haut Conseil des Collectivités Romaines	14 000 000	0												
30 Secrétariat général de l'Administration (SGA)	4 234 000 000	0												
31 Variable des autres services et des services de soutien	20 040 700 000	0												
32 Variable des autres services	2 000 000 000	0												
33 Variable des services	18 040 700 000	0												
34 Variable de la justice	2 000 000 000	0												
35 Variable des services de la justice	2 000 000 000	0												
36 Variable des services de la justice	0	0												
37 Variable des services de la justice	0	0												
38 Variable des services de la justice	0	0												
39 Variable des services de la justice	0	0												
40 Variable des services de la justice	0	0												
41 Variable des services de la justice	0	0												
42 Variable des services de la justice	0	0												
43 Variable des services de la justice	0	0												
44 Variable des services de la justice	0	0												
45 Variable des services de la justice	0	0												
46 Variable des services de la justice	0	0												
47 Variable des services de la justice	0	0												
48 Variable des services de la justice	0	0												
49 Variable des services de la justice	0	0												
50 Variable des services de la justice	0	0												
51 Variable des services de la justice	0	0												
52 Variable des services de la justice	0	0												
53 Variable des services de la justice	0	0												
54 Variable des services de la justice	0	0												
55 Variable des services de la justice	0	0												
56 Variable des services de la justice	0	0												
57 Variable des services de la justice	0	0												
58 Variable des services de la justice	0	0												
59 Variable des services de la justice	0	0												
60 Variable des services de la justice	0	0												
61 Variable des services de la justice	0	0												
62 Variable des services de la justice	0	0												
63 Variable des services de la justice	0	0												
64 Variable des services de la justice	0	0												
65 Variable des services de la justice	0	0												
66 Variable des services de la justice	0	0												
67 Variable des services de la justice	0	0												
68 Variable des services de la justice	0	0												
69 Variable des services de la justice	0	0												
70 Variable des services de la justice	0	0												
71 Variable des services de la justice	0	0												
72 Variable des services de la justice	0	0												
73 Variable des services de la justice	0	0												
74 Variable des services de la justice	0	0												
75 Variable des services de la justice	0	0												
76 Variable des services de la justice	0	0												
77 Variable des services de la justice	0	0												
78 Variable des services de la justice	0	0												
79 Variable des services de la justice	0	0												
80 Variable des services de la justice	0	0												
81 Variable des services de la justice	0	0												
82 Variable des services de la justice	0	0												
83 Variable des services de la justice	0	0												
84 Variable des services de la justice	0	0												
85 Variable des services de la justice	0	0												
86 Variable des services de la justice	0	0												
87 Variable des services de la justice	0	0												
88 Variable des services de la justice	0	0												
89 Variable des services de la justice	0	0												
90 Variable des services de la justice	0	0												
91 Variable des services de la justice	0	0												
92 Variable des services de la justice	0	0												
93 Variable des services de la justice	0	0												
94 Variable des services de la justice	0	0												
95 Variable des services de la justice	0	0												
96 Variable des services de la justice	0	0												
97 Variable des services de la justice	0	0												
98 Variable des services de la justice	0	0												
99 Variable des services de la justice	0	0												
100 Variable des services de la justice	0	0												

Le Système National de Budget Régional - DRIS/AR/AR

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATOIRE ADMINISTRATIVE (SECTION) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Classification administrative Section (Ministère ou institution)	Budget Global	Ressources internes et ressources externes		Classification économique - Catégorie de dépenses															
		Charges financières dites	Opérations de personnel	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP								
13 Ministère des Finances et du Budget	AE23		AE23																
14 Ministère du Pécunio et des Impôts		25 111 288 418		13 524 784 179	11 124 712 179	78 028 718 316	13 629 718 529	87 743 819 711	22 715 318 816	37 828 318 745	67 648 378 745	67 648 378 745	128 853 745 428	138 058 471 227					
15 Ministère de l'Éducation, du Patrimoine et des Arts		688 029 283		200 811 822	420 839 022	89 787 281 616	89 727 281 011	821 029 277 422	71 021 421 722	5 821 728 022	6 648 728 022	6 648 728 022	948 222 027 224	170 237 242 024					
16 Ministère de l'Économie et des Finances		2 020 029 283		740 018 728	210 019 128	4 828 211 128	4 828 211 128	37 018 428 222	6 318 628 222	4 428 428 022	3 312 428 022	3 312 428 022	4 0 328 028 222	11 728 728 728					
17 Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles		1 229 228 283		2 028 248 228	3 028 248 228	81 021 028 028	31 021 028 028	10 211 028 222	12 011 028 222	37 022 122 022	18 028 028 022	18 028 028 022	87 728 018 028	71 028 028 222					
18 Ministère de l'Environnement et des Changements Climatiques		289 228 283		421 028 228	421 028 228	3 228 228 028	1 228 228 028	10 028 028 028	8 028 028 028	1 228 028 028	2 028 028 028	2 028 028 028	12 728 718 728	11 728 728 728					
19 Ministère de la Santé		678 229 742		328 248 728	328 248 728	9 028 028 028	9 028 028 028	12 828 428 222	7 728 428 222	11 212 028 028	16 212 028 028	16 212 028 028	42 028 028 028	31 028 028 222					
20 Ministère de l'Éducation Postsecondaire		420 128 828 428		62 027 228 028	62 027 228 028	10 028 028 028	10 028 028 028	65 018 018 222	39 778 028 222	20 228 028 028	20 228 028 028	20 228 028 028	87 228 228 028	89 728 228 222					
21 Ministère de l'Éducation Postsecondaire		828 028 128		7 024 728 228	7 024 728 228	1 228 028 028	1 228 028 028	69 028 028 711	23 241 028 222	2 241 028 222	2 241 028 222	2 241 028 222	39 228 228 122	39 228 228 122					
22 Ministère de la Culture et des Communications		1 128 028 028		1 728 028 128	1 728 028 128	18 028 228 028	18 028 228 028	27 022 228 222	3 228 228 222	4 228 028 028	2 728 028 028	2 728 028 028	42 228 228 222	28 028 028 222					
23 Ministère de la Santé et de la Protection Sociale		28 228 728 028		88 128 228 128	10 428 228 222	22 228 028 028	22 228 028 028	728 028 378 222	67 228 428 722	12 028 428 722	16 028 428 722	16 028 428 722	628 728 722 028	286 078 028 222					
24 Ministère de la Justice		1 028 228 028		1 028 228 028	1 028 228 028	2 028 028 028	2 028 028 028	4 018 028 742	7 228 228 742	42 028 028 742	6 028 228 028	6 028 228 028	101 028 728 028	16 078 028 222					
25 Ministère de l'Éducation Postsecondaire et de l'Environnement durable		7 428 028 428		3 228 248 228	3 228 248 228	8 028 228 028	8 028 228 028	12 828 028 742	12 828 228 742	1 241 728 028	1 241 728 028	1 241 728 028	81 228 228 222	82 017 102 222					
26 Ministère de la Santé et de la Protection des Citoyens		1 228 228 028		828 028 228	828 028 228	3 728 228 028	3 728 228 028	58 248 078 222	16 128 028 222	2 028 028 028	2 028 028 028	2 028 028 028	89 078 428 222	28 022 078 222					
27 Ministère de l'Énergie, de l'Environnement et des Changements climatiques		22 228 028 228		7 228 028 228	7 228 028 228	8 228 228 028	8 228 228 028	22 028 028 028	17 228 078 028	2 028 078 028	2 028 078 028	2 028 078 028	68 028 078 028	67 028 228 028					
28 Ministère de l'Économie et des Finances		31 128 028 028		87 428 228 128	87 428 228 128	74 028 228 718	74 028 228 718	42 028 228 222	42 028 228 222	48 428 102 028	48 428 102 028	48 428 102 028	281 028 228 028	281 028 228 028					
29 Ministère de l'Économie et des Finances		1 028 228 128		3 228 228 128	3 228 228 128	7 728 128 028	7 728 128 028	12 828 428 028	13 228 428 028	37 028 028 028	37 028 028 028	37 028 028 028	81 028 028 128	81 028 028 128					
30 Ministère de l'Économie et des Finances		2 018 247 028		828 078 028	828 078 028	828 128 028	828 128 028	10 028 028 028	10 028 028 028	4 228 228 028	4 228 228 028	4 228 228 028	17 228 028 128	17 228 028 128					
31 Ministère de l'Économie et des Finances		87 242 028		289 728 028	289 728 028	4 228 028 028	4 228 028 028	12 028 078 222	11 228 028 028	11 028 728 028	11 028 728 028	11 028 728 028	42 078 228 028	42 078 228 028					

Le système de report de budget (Report - 2021) est

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICEL. CIRQUE CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Classification administrative Sections (fonction ou institution)	Ressources internes et ressources extérieures			Classification Economique - dépenses de dépenses						Total				
	Charges financières d'été	Depenses de personnel	Aquidato de bono et services	Transferts courants	Investissements courants par ESU1	Transferts en capital	AE	CP	AE	CP				
24 Ministère de la Santé et de la Prévention des maladies	0	328 000 000	817 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Ministère des Coopération et Développement	0	1 100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Ministère de l'Énergie et de la Transition énergétique	0	700 000 000	470 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Ministère de l'Intérieur et de la Transition démographique	0	540 000 000	300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28 Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et de la Recyclage	0	600 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29 Ministère des Sports et de la Culture	0	440 000 000	330 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30 Ministère de l'Économie et des Finances	0	100 000 000	430 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	540 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST

Ministère de l'énergie



Un pouce de lumière

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel, CROISE CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE (SECTION) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Classification administrative	Budgets ordinaires		Recettes internes et ressources externes		Capitalisation des dépenses		Fonctionnement		Total
	AB	CP	AB	CP	AB	CP	AB	CP	
01 - SERVICES GÉNÉRAUX DE L'ADMINISTRATION ET PUBLIQUES	327 740 000 000	0	0	0	0	0	0	0	327 740 000 000
10 - DATES PÉDAGOGIQUES	327 740 000 000	0	0	0	0	0	0	0	327 740 000 000
21 - PRODUCTION DE LA RÉPUBLIQUE	45 148 635 230	790 247 000	0	0	0	0	0	0	45 938 882 230
22 - ASSEMBLÉE NATIONALE	19 041 128 680	0	0	0	0	0	0	0	19 041 128 680
24 - CENTRE ÉCONOMIQUE ÉNERGÉTIQUE ET ENVIRONNEMENTAL	1 584 258 200	0	0	0	0	0	0	0	1 584 258 200
26 - COMITÉ CONSULTATIF	1 108 198 200	0	0	0	0	0	0	0	1 108 198 200
27 - COMITÉ SUPPLÉMENTAIRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28 - COMITÉ DES CONTRÔLES	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29 - COMITÉ NATIONAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	9 414 128 000	0	0	0	0	0	0	0	9 414 128 000
30 - SECOURS GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT (SOG)	15 833 314 680	0	0	0	0	0	0	0	15 833 314 680
	15 833 314 680	0	0	0	0	0	0	0	15 833 314 680

La Division Supplémentaire Prévisions - PROVISIONS

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel, GROUPE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVES (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Classification administrative	Budget Global	Catégories de dépenses										Total	
		Ressources internes et ressources externes					Dépenses						
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉPENSES	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET C.I.N.E.	09 - ENGAGEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Chiffre non disponible	Year
31 Ministère des Affaires Étrangères et des Relations de l'extérieur	CP	64 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64 000 000 000
	AE	89 710 000 000	0	0	0	0	0	0	1 077 000 000	0	0	0	90 787 000 000
32 Ministère des Forêts, Parcs et Faune	CP	1 300 000 000	244 015 000 000	3 737 700 000	0	0	1 000 000 000	4 911 200 000	0	0	0	0	253 753 000 000
	AE	4 100 000 000	310 000 000 000	24 737 700 000	0	0	1 000 000 000	7 311 200 000	0	0	0	0	340 753 000 000
33 Ministère de l'Énergie	CP	13 004 448 000	202 000 000	1 700 000 000	0	0	0	20 000 000	0	0	0	0	15 926 448 000
	AE	34 103 448 000	202 000 000	200 000 000	0	0	0	20 000 000	0	0	0	0	34 525 448 000
34 Ministère de la Justice	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35 Ministère Fédéral de la Santé Publique	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
36 Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Relations avec les Provinces	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
37 Ministère de l'Immigration, des Réfugiés et des Citoyennetés	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38 Ministère de la Pêche et des Ressources Maritimes	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
41 Ministère des Infrastructures, des Transports, des Routes et des Autoroutes	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42 Ministère de l'Énergie, des Ressources et des Infrastructures	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
 TABLEAU MATRIQUE GROSSE CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE (SECTION) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Classification administrative	Division	Ressources internes de l'entreprise admettant				Chargées en dépenses				Chargement	Protectorat sociale	Chargement individuel	Total
		01 - DEPENSES RECURRENTES	02 - DEPENSES RECURRENTES NON FONCTIONNELLES	03 - DEPENSES RECURRENTES FONCTIONNELLES	04 - PROJECTIONS DE SERVICES	05 - PROJECTIONS DE SERVICES	06 - PROJECTIONS DE SERVICES	07 - PROJECTIONS DE SERVICES	08 - PROJECTIONS DE SERVICES				
43 Administration des Finances et du Budget	AE	135 118 595 881	0	2 839 248 000	20 108 017 788	1 035 000 000	0	1 483 011 332	351 383 300	135 208 716 132	0	135 208 716 132	0
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
44 Attraction du Pêche et de l'Énergie	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
45 Marchés Commerciaux et des Pêches et Moyennes Entreprises	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
46 Ministère de l'Éducation et de la Recherche Scientifique	AE	7 618 581 488	16 422 417 886	0	0	0	0	1 316 000 000	24 743 000	19 057 731 374	0	19 057 731 374	0
	CP	7 618 581 488	2 000 010 000	0	0	0	0	0	24 743 000	19 057 731 374	0	19 057 731 374	0
47 Ministère de l'Équipement, du Logement et des Travaux Publics	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
48 Ministère du Travail et des Pensions	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
49 Ministère de l'Éducation Nationale	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
50 Ministère des Sports	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
51 Ministère de la Culture et de la Communauté	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Le système descriptif de l'organisation administrative est disponible sur le site internet du pouvoir judiciaire.



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU FINANCIER GROSSE CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Classification administrative	Division	Ressources humaines et ressources externes										Catégories de dépenses		Total				
		01 - SERVICES GÉNÉRAUX D'ADMINISTRATION ET PUBLICS	02 - REVENUS	03 - ORDRES ET SECOURS PUBLICS	04 - SERVICES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - TOURNÉES ET SALAIRES COLLECTIFS	07 - BAUVIS	08 - LOISIRS, CULTURE ET CLASSE	09 - ÉMBAUAGEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Charges non identifiées						
64 Ministère de la Santé et du Prédic Santé	AE	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65 Ministère de la Démocratie	AE	1 217 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	1 217 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66 Ministère de l'Environnement et du Développement durable	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
68 Ministère de la Faune de la Forêt, des Parcs et de la Protection des espèces	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
69 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
80 Charges non Répétées	AE	107 340 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	107 340 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
91 Ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération	AE	29 819 200 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	29 819 200 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
92 Ministère de l'Énergie et des Productions Alternatives	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
93 Ministère de l'Économie numérique et des Télécommunications	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel GROUPE CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE (SECTION) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Division	Budget Global		Ressources internes et ressources externes		Catégorie de dépenses										Total						
	CP	AE	CP	AE	01 - DEPENSES PERSONNELLES	02 - DEPENSES MATERIELLES	03 - DEPENSES COURANTES	04 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT	05 - DEPENSES D'INTERET	06 - DEPENSES D'IMPOT	07 - DEPENSES D'IMPOT	08 - DEPENSES D'IMPOT	09 - DEPENSES D'IMPOT	10 - DEPENSES D'IMPOT		11 - DEPENSES D'IMPOT	12 - DEPENSES D'IMPOT	13 - DEPENSES D'IMPOT	14 - DEPENSES D'IMPOT	15 - DEPENSES D'IMPOT	
01 - DEPENSES PERSONNELLES	13 000 000	13 000 000	0	0	13 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 000 000	
02 - DEPENSES MATERIELLES	20 200 000	20 200 000	0	0	0	20 200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 200 000	
03 - DEPENSES COURANTES	97 100 000	97 100 000	0	0	0	0	97 100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	97 100 000	
04 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT	225 000 000	225 000 000	0	0	0	0	0	225 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	225 000 000	
05 - DEPENSES D'INTERET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
06 - DEPENSES D'IMPOT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
07 - DEPENSES D'IMPOT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
08 - DEPENSES D'IMPOT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
09 - DEPENSES D'IMPOT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
10 - DEPENSES D'IMPOT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
11 - DEPENSES D'IMPOT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
12 - DEPENSES D'IMPOT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
13 - DEPENSES D'IMPOT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
14 - DEPENSES D'IMPOT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
15 - DEPENSES D'IMPOT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTALS:	1 018 388 488 271	1 018 388 488 271	311 874 771 424	311 874 771 424	207 847 370 287	2 186 582 247 888	348 370 784 044	343 078 877 842	698 288 142 781	132 608 828 287	7 078 081 718 088	349 710 000 212	1 421 047 884	1 421 047 884	1 421 047 884	1 421 047 884	1 421 047 884	1 421 047 884	1 421 047 884	1 421 047 884	1 421 047 884

ANNEXE IX : TABLEAU MATRIciel CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST



Le 15 mars 2021

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIMENSIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Classification fonctionnelle Division	Budget Standard			Ressources internes et ressources externes			Classification Economique - Catégorie de dépenses						Total		
	Budget Standard Autorisations AE/CP	Depenses de personnel AE/CP	Acquisition de biens et services AE/CP	Transferts contractés AE/CP	Transferts contractés AE/CP	Transferts contractés AE/CP	Transferts contractés AE/CP	Transferts contractés AE/CP	Transferts contractés AE/CP	Transferts contractés AE/CP	Transferts contractés AE/CP	Transferts contractés AE/CP	Transferts contractés AE/CP	Transferts contractés AE/CP	Transferts contractés AE/CP
01 SERVICES GOUVERNEMENTS ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	221 740 000 000	123 316 404 044	130 049 000 000	228 043 000 000	101 471 000 000	181 071 000 000	122 710 794 017	28 361 027 404	137 702 037 017	66 090 300 000	1 010 000 000 000	601 727 304 100	601 727 304 100		
02 SERVICES		127 108 272 444	64 000 000 000	64 000 000 000	1 494 000 000	1 494 000 000	3 720 000 000	24 722 000 000	61 270 000 000	37 710 407 041	3 111 014 171 400	240 000 304 400	240 000 304 400		
03 SERVICE DE SECOURS PUBLICS		63 400 000 000	22 240 000 000	22 240 000 000	24 400 000 000	24 400 000 000	1 700 000 000	20 700 000 000	140 000 000 000	40 000 000 000	400 000 000 000	200 000 000 000	200 000 000 000		
04 SERVICES ECONOMIQUES		24 000 000 000	12 240 000 000	12 240 000 000	12 240 000 000	12 240 000 000	1 200 000 000	10 040 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000		
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		3 000 000 000	3 200 000 000	3 200 000 000	12 110 100 000	12 110 100 000	20 000 000 000	60 000 000 000	40 000 000 000	40 000 000 000	40 000 000 000	40 000 000 000	40 000 000 000		
06 LOGEMENT ET ENVIRONNEMENT COLLECTIF		1 001 400 170	1 000 000 000	1 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	200 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000		
07 SANTE		40 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	700 000 000 000	140 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000		
08 LOGEMENT, CULTURE ET CULTURE		2 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	30 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000		
09 ENVIRONNEMENT		4 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	30 000 000 000	40 000 000 000	50 000 000 000	50 000 000 000	50 000 000 000	50 000 000 000	50 000 000 000		
10 PROTECTION SOCIALE		4 740 770 000	4 000 000 000	4 000 000 000	24 000 000 000	24 000 000 000	130 000 000 000	70 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000		
Credits dont le Chano d'Etat pas identifié															
Total	221 740 000 000	304 000 000 000	322 000 000 000	322 000 000 000	1 997 700 000 000	1 997 700 000 000	777 400 000 000	1 041 000 000 000	570 000 000 000	522 100 000 000	620 000 000 000	9 700 000 000 000	9 700 000 000 000	3 000 000 000 000	3 000 000 000 000

**ANNEXE XI : LISTE DES MINISTÈRES ET INSTITUTIONS PILOTES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA
DECONCENTRATION DE L'ORDONNEMENT**

N° d'ordre	Institutions et Ministères
01	Présidence de la République
02	Assemblée nationale
03	Haut Conseil des Collectivités Territoriales
04	Conseil Economique Social et Environnementale
05	Conseil Constitutionnel
06	Cour Suprême
07	Cour des Comptes
08	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur
09	Ministère des Forces Armées
10	Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel
11	Ministère de la Microfinance et de l'Economie Sociale et Solidaire
12	Ministère du Travail, du Dialogue social et des relations avec les Institutions
13	Ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public
14	Ministère des Mines et de la Géologie
15	Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunications
16	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération
17	Ministère du Développement industriel et des Petites et Moyennes Industries